

Thomson-C.S.F.
va participer à la création
de l'industrie électronique
irakienne
LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F
Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 2,30 m.u.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 3 \$; Danemark, 16 kr.; Espagne, 165 pes.; France, 2,50 F; Grèce, 40 dr.; Irlande, 125 Ir£; Italie, 100 L.; Japon, 200 y.; Liban, 1,50 L.L.; Luxembourg, 17 F.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 20 esc.; Royaume-Uni, 2,50 £; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 2,50 fr. S.A.; Tchèque, 160 cs.; Yougoslavie, 10 din.
Taux des abonnements page 18
S. RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris : 464572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Bolivie sous la botte

Un mois après le coup d'État fomenté par le général García Mesa, commandant en chef des forces armées et administrateur du département de Potosí, la Bolivie est sous la botte. Le putsch « pas comme les autres » du 17 juillet n'a pas seulement brutalement stoppé un processus laborieux, vivement encouragé par les États-Unis, de retour aux institutions démocratiques, mais il a instauré un ordre nouveau basé sur la violence, le cynisme et le mépris des libertés élémentaires.

Arrestations massives, exécutions sommaires, contrôle rigoureux par l'État de la presse et des radios, brimades à l'égard d'une Église courageuse et hostile, camps de concentration pour les opposants, occupation militaire des régions minières de l'altiplano, fièvre de la Centrale ouvrière démantelée : les chefs de l'armée bolivienne, implicitement accusés par le département d'État américain d'être liés aux trafiquants de cocaïne, ont décliné chassés d'imiter les méthodes, de fâcheuse mémoire, des vainqueurs de Salvador Allende, au Chili.

Des bandes de civils armés, et contrôlés par les auteurs du coup d'État, ont pris d'assaut les locaux de la Centrale ouvrière et froidement assassiné M. Marcelo Quiroga Santa Cruz, leader d'un jeune parti socialiste bolivien, dont les succès aux élections générales du 29 juin ont contribué à empêcher les militaires, qui n'adhèrent pas à la probable accession à la présidence de M. Hernán Siles Zuazo, leader de la coalition de centrogamcha de l'Union démocratique populaire (U.D.P.), arrivé en tête au scrutin du 29 juin et que le Congrès s'apprêtait, le 4 août, à porter à la magistrature suprême.

Toute activité syndicale a été suspendue par décret à La Paz, le mardi 19 août. La puissante Confédération ouvrière bolivienne (C.O.B.) est dissoute et les neuf universités du pays ont été fermées pour une période indéterminée. Toutes les organisations étudiantes ont également été dissoutes et l'ensemble des personnes enseignant des établissements supérieurs a été licencié. Une nouvelle législation du travail doit être mise en place. Elle prévoit que les représentants syndicaux seront remplacés par des « délégués » choisis par le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur, le colonel Arce Gomez, a précisé que le siège de la C.O.B. à La Paz, serait rasé pour faire place à un parking.

A l'issue d'un voyage d'une semaine en Bolivie, MM. Galland et Normann, délégués de la C.G.T. et de l'Association internationale des juristes démocrates, ont pu annoncer que MM. Simon Reyes et Juan Lechin, dirigeants politiques et syndicaux, n'avaient pas été tués comme on le redoutait. Mais leur témoignage confirme la brutalité de la répression. Les deux enquêteurs français dénoncent aussi le « rôle très actif » joué par l'Argentine dans le coup d'État bolivien. A Washington, un porte-parole du département d'État a de son côté très officiellement accusé le gouvernement de Buenos Aires de « complicité » dans le putsch bolivien, et selon la responsable de la C.O.B. en exil, c'est le colonel argentin Oswaldo Chimeno qui dirigerait les groupes de « conseillers », civils et militaires, mis à la disposition du général García Mesa par le général Videla.

Face à cet alignement de la junte bolivienne sur les régimes les plus autoritaires et les plus répressifs d'Amérique du Sud, le gouvernement clandestin formé par M. Siles Zuazo peut sans doute compter sur la sympathie du département d'État, des autres pays membres du Pacte andin, de l'Internationale socialiste et de l'Union internationale des démocrates-chrétiens. Mais la sympathie, seule, ne suffira pas à empêcher les militaires boliviens de bâtir comme ils le prétendent leur pouvoir pour vingt ans.

La famine en Ouganda

- L'insécurité continue d'entraver les opérations de secours
- Des difficultés techniques retardent la mission française

L'insécurité continue d'entraver les opérations de secours aux victimes de la famine en Ouganda alors que des milliers d'habitants du nord de la province de Karamoja sont, comme le rapporte notre envoyée spéciale, promis à une mort presque certaine. D'autre part, la mission de secours mise en place par Paris ne pourra, à la suite d'ennuis techniques subis par l'un de ses hélicoptères, commencer ses opérations avant le vendredi 22 août.

L'antichambre de la mort

De notre envoyée spéciale

Kasong. — L'antichambre de la mort est une petite villa, carnée d'immenses rochers, au pied des montagnes abruptes, oubliée à quatre heures de piste de Karamoja, aux allures de petite ville de province britannique, aux écoles en uniformes et aux cottages fleuris. Là-bas, on ne retrouve les traces du drame que sur une petite place où se sont regroupés quelques trois cents personnes qui reçoivent encore de la nourriture des organisations internationales. Ici, en revanche, le fleau, qui s'est déplacé vers le nord, apparaît encore dans toute son horreur.

Dans un camp d'orphelins, un peu à l'écart de la cité, sont regroupés près de mille enfants de deux à quatorze ans. Pour ceux-ci, il sera bientôt trop tard. Leur peau fêlée, leurs os saillants, leur tête immense sur des corps décharnés témoignent de l'approche de la fin. Pourtant, ils sourient et s'amusent, heureux de tout ce qui les distrait de leur attente quotidienne de deux maigres distributions de farine. Dans un coin, une femme prostrée crache le sang. Un peu plus loin, une autre serre son bébé sur des seins qui ne donneront jamais

plus de lait. A vingt ans, elle en paraît soixante et n'a plus la force de tourner son regard vers autre chose que cet enfant qu'elle sait, comme elle, condamné.

Entre deux baraquas en dur, qui ont dû servir d'école, la plupart de ces morts en survis sont allongés ou assis, attendant de se protéger d'un soleil qui frappe durement.

Pourtant, à l'intérieur, un jeune homme fait, comme si de rien n'était, un cours d'instruction religieuse à quelques enfants encore valides. Dans la pièce voisine, un instituteur blanc nourri recueille avec application, sur deux tableaux noirs, une leçon d'anglais.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 5.)

L'épreuve de force en Pologne

- Les grèves s'étendent
- Les négociations piétinent

L'épreuve de force entre les grévistes de la région de Gdansk et les autorités se poursuit, les travailleurs du port de la Baltique refusant encore pour la plupart de négocier leurs revendications entreprises par entreprise. Ils veulent que ces négociations aient lieu, dans une première phase, avec le comité inter-entreprises de la région, ce à quoi s'oppose la commission gouvernementale envoyée à Gdansk et qui est présidée par M. Pyka, vice-premier ministre.

Alors que la situation paraît bloquée, le mouvement de grève continue à s'étendre non seulement dans la région de Gdansk, mais aussi à Szczecin et, semble-t-il, en Silésie. Cependant, selon M. Wojciechowski, directeur de l'agence officielle Interpress, les autorités ont renoncé à recourir à la force pour régler le problème.

Alors que les moyens d'information soviétiques mentionnent pour la première fois l'existence d'arrêts de travail en Pologne, en R.F.A., M. Franz-Josef Strauss, candidat de l'opposition démocrate chrétienne (C.D.U.) au poste de chef de gouvernement de l'Allemagne fédérale, a déclaré que le gouvernement de Bonn devrait faire dépendre le versement des crédits destinés à la Pologne (1 200 000 000 de marks) de la satisfaction des revendications « justifiées » des ouvriers en grève. Le gouvernement allemand devrait aussi lancer, à son avis, à Varsovie et à Moscou, un avertissement contre le recours éventuel à la force.

Les ruses et les hésitations du pouvoir

De notre envoyé spécial

Gdansk. — L'échec — bienôt peut-être — partiel pour le pouvoir. Echec à Szczecin, dont il n'a plus été possible de cacher, mardi 19 août, les grèves : celle du chantier naval depuis la veille, celle des transports en commun depuis samedi. Le premier ministre, M. Babinski, a dû se rendre précipitamment à Gdansk, où une opération de division du mouvement de grève, savamment préparée, a échoué. Echec au sommet : celui de M. Giersek dont l'intervention télévisée de lundi n'a pas arrangé les choses. Echec de l'appareil, enfin, dont les réunions laissent voir les premières lésions.

L'échec est le rite des ouvriers, mardi à 20 heures, dans leur châtelle du chantier des mines pendant la réunion de leur comité de grève inter-entreprises.

La journée a été dure, mais pour eux, l'heure du bilan est plaisante. M. Lech Walesa, le chef, lance le nom de l'entreprise. En trois bonds, les délégués — tous, jeunes gens, presque des adolescents parfois — sautent au micro. L'un se contente d'un « tout va bien ! » et cède la place. L'autre décrit, avec force détails, la fuite de son directeur quand il a vu les revendications : le malheureux a « filé » si vite qu'il s'est cassé les côtes dans une chute maladroite.

Un troisième commence, grave, par : « On a eu une proposition Pyka. Ça, c'est mauvais », et il se tait. Les autres dans ce cas. Tadeusz Pyka, c'est le vice-premier ministre chargé, dimanche, d'examiner la situation à Gdansk. Il est arrivé lundi après-midi avec une équipe imposante, a participé dans la nuit à un plénum de l'organisation du parti auquel assistaient M. Jablonski, le président de la République, et M. Stanislaw Kania, secrétaire du C.C., chargé de l'armée et de la police, et s'est mis au travail.

Un coup de fil au directeur aux grévistes ou au secrétaire du syndicat officiel : on vous attend, venez négocier à la préfecture (1).

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

LE JEUNE CINÉMA ITALIEN

Plantes rares dans le désert

La Mostra de Venise, qui s'ouvre le 28 août, comporte pour la première fois une section entièrement consacrée à un cinéma national : l'Italie est, cette année, le pays choisi. C'est l'occasion de faire le point sur une production en péril.

Beaucoup de critiques et de cinéastes français ne lurent que par le cinéma italien. Même les comédies à l'italienne de Risi ou de Comencini, malgré quelques rides, ont un succès assuré au quartier Latin comme aux Champs-Élysées. Bien sûr il y a le « maestro », Federico Fellini, il y a Antonioni qui, avec sa nouvelle version de « l'Alceste », arrive peut-être à prouver que même la vidéo peut être sublime. Mais Fellini et Antonioni ont atteint la

(Lire page 11 l'article de Vanya Lukin.)

Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise

I. — L'annonce d'un déclin inéluctable

Les prédictions sur le déclin, voire la mort du mouvement ouvrier se multiplient. Avec des arguments qu'il serait stupide d'ignorer. Entendons-nous bien, ce qui est mis en cause, ce n'est pas la mesure de ce qui est en cause, et apporter des réponses fondées sur notre pratique, en syndicalistes, nous apparaît la seule voie efficace.

Reconnaissons-le d'abord sans détour : bien avant les théories récentes, c'est toute une pratique politique qui a remis le mouvement ouvrier au magasin des accessoires.

Du côté communiste, le léninisme avec sa théorie du parti avant-garde des masses (lesquelles sont nécessairement réformistes quand elles sont laissées à elles-mêmes...), sa stratégie de conquête du pouvoir d'État comme préalable, puis moyen essentiel de tout changement fondamental a conduit presque partout, et notamment en France, à une utilisation du mouvement ouvrier, du syndicat, comme instrument d'agitation au service des chefs du parti. La classe ouvrière dominée par « son » parti n'est plus porteuse que des projets de ses dirigeants. Le communisme reste marqué par un pessimisme fondamental sur la capacité collective des exploités à s'émanciper eux-mêmes.

Du côté socialiste, une longue tradition politique privilégie la loi, les institutions, comme moyen

par EDMOND MAIRE (*)

Paut-il pour autant entamer une guerre idéologique, comme on nous y invite ici ou là ? Prendre la mesure de ce qui est en cause, et apporter des réponses fondées sur notre pratique, en syndicalistes, nous apparaît la seule voie efficace.

Reconnaissons-le d'abord sans détour : bien avant les théories récentes, c'est toute une pratique politique qui a remis le mouvement ouvrier au magasin des accessoires.

Du côté communiste, le léninisme avec sa théorie du parti avant-garde des masses (lesquelles sont nécessairement réformistes quand elles sont laissées à elles-mêmes...), sa stratégie de conquête du pouvoir d'État comme préalable, puis moyen essentiel de tout changement fondamental a conduit presque partout, et notamment en France, à une utilisation du mouvement ouvrier, du syndicat, comme instrument d'agitation au service des chefs du parti. La classe ouvrière dominée par « son » parti n'est plus porteuse que des projets de ses dirigeants. Le communisme reste marqué par un pessimisme fondamental sur la capacité collective des exploités à s'émanciper eux-mêmes.

Du côté socialiste, une longue tradition politique privilégie la loi, les institutions, comme moyen

de changement et ne pense la transformation sociale qu'au rythme électoral. Pour être ancienne, sa sous-estimation du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux n'en est pas moins réelle. De ce fait, la stratégie des socialistes n'est pas aujourd'hui de nature à offrir au mouvement ouvrier une perspective qui puisse combler le vide laissé par la conception communiste.

Mais ces pratiques politiques ne sont pas nouvelles : elles ne guident pas à expliquer le développement de courants intellectuels qui, aujourd'hui, tournent la page du mouvement ouvrier comme force centrale de transformation de la société.

Ces courants trouvent leur fondement dans une triple et douloureuse réalité : l'éclatement de la classe ouvrière ; la prise de conscience d'un échec ; le constat d'une certaine impuissance du mouvement ouvrier.

L'éclatement de la notion traditionnelle de classe ouvrière, c'est la conséquence conjuguée de l'évolution technique, de la restructuration économique et des politiques patronales de développement massif des emplois précaires. La dissociation des salariés entre ceux qui gardent un emploi stable, avec des garanties sociales solides, et les autres, est devenue une donnée sociale fondamentale pour la réflexion et l'action.

(Lire la suite page 20.)

« Said et moi »

roman-reportage de Poirot-Delpach

AUJOURD'HUI

III. - Lumière orange sous une porte

(Lire page 9.)

AU JOUR LE JOUR

RIEN A SIGNALER

Décidément ce mois d'août est bien calme : bain de sang au Salvador, répression en Bolivie, coup d'État au Suriname, des milliers de personnes arrêtées pour « purifier la Corée du Sud », affrontements entre guérilleros et armée régulière au Guatemala, heurts entre anciens sandinistes et police au Nicaragua, émeutes raciales en Afrique du Sud, tensions politiques et sociales en Pologne, etc.

Bref, rien que de l'affreusement quotidien.

MICHEL CASTE.

• RECTIFICATION. — C'est par erreur que l'« Au jour le jour » d'hier, intitulé « Chinoiserie » était signé Bernard Chipaux. Michel Caste en était l'auteur.

Le Monde

idées

AGRICULTURE

La France flatte sa paysannerie, les autres pays la forment

Et si la marge était pour l'agriculture française plus importante que la ligne ? La nouvelle loi d'orientation votée, des questions demeurent. L'exploitation individuelle est un mythe pratique pour oublier les salariés, développer une politique uniforme qui exclut les choix et oublie les contreparties de ses aides, estime Jean-Paul Jacquier. Pour André Brun, Claude Laurent et Philippe Lacombe, les théories de la transition ont du plomb dans l'aile. Face à la crise et à la morosité de l'emploi, la pluriactivité, forme moderne de résistance, revit. Mais il ne faudrait pas, avertit Dominique Van Egmont-Florian, que la recherche officielle, qui a porté à bout de bras le modèle agricole dominant, accapare pour mieux l'étouffer le courant scientifique d'avenir qu'est l'agriculture biologique.

UNE loi est toujours plus ou moins un reflet de la société, de son évolution, de ses débats, de ses rapports de force. Ainsi les lois d'orientation agricole de 1980 et de 1983 ont été le reflet et la réponse à la crise de pré-modernisation de la paysannerie française. Elles ont aussi traduit les débats et les idées qui agitent la profession agricole de l'époque. La comparaison de ces lois avec celle de 1980 fait d'abord apparaître la malgreur et la pauvreté des idées et des ambitions d'un texte de loi qui reflète l'absence d'imagination d'une profession agricole usée par le corporatisme et la timidité d'un ministre hésitant entre les comités agricoles et les conseils d'administration des firmes multinationales.

La loi d'orientation agricole de 1980 ne vise qu'à officialiser les tendances de l'évolution des dernières années et ouvrir un peu mieux le secteur agricole aux activités du capitalisme qui trouve dans l'agriculture des alliés, de plus en plus nombreux.

UNE DEMARCHE NON PLURALISTE.

Le refus du pluralisme s'illustre par deux exemples :

L'agriculture française vit toujours sous le mythe de l'exploitation agricole à 2 U.T.H. (unité travailleur homme), de l'exploitation familiale. Ainsi sont ignorées : les entreprises spécialisées telles que l'horticulture, les pépinières, les champignonnières, l'Office national des forêts. La

plus grande entreprise nationale de l'agriculture, les vergers de plusieurs centaines d'hectares, les châteaux de Gironde employant cinquante salariés. Ainsi sont ignorés les agriculteurs intégrés, producteurs de porcs, de volailles, qui sont devenus de véritables travailleurs à domicile, travaillant à façon et selon contrat. Ainsi sont ignorés les milliers d'exploitations fermées par des retraités (ah ! le cumul emploi-retraite) et les milliers d'agriculteurs à temps partiel.

Continuer à discourir sur les seules exploitations individuelles, refuser les voies de coopération de production, est soit une politique aveugle, soit délibérément obscurantiste.

Les responsables de l'agriculture française refusent d'accorder au salarié de l'agriculture la même valeur que celle accordée à l'agriculteur. Quand acceptera-t-on qu'un emploi agricole crée ou maintienne un emploi important qu'il soit salarié ou non salarié ?

La loi d'orientation agricole a fait en ce domaine quelques pas positifs. Il ne rachète pas cinquante ans de mépris et d'inégalité en un quotidien bien dur.

Tant que le secteur de l'agriculture ne sera pas analysé et accepté comme un monde diversifié, les inégalités énormes qui le caractérisent ne pourront être atténuées.

UN SYSTÈME D'AIDES UNIFORMES ET DONC INJUSTE.

La loi a, là aussi, fait quelques pas timides. Mais de régionalisa-

tion des aides et dispositions d'adaptation systématique de ces aides et mesures aux situations, réelles et spécifiques, point question.

Lorsque pour le gros betteravier de Picardie sonnera l'heure de la retraite, il aura droit au même complément de retraite que l'éleveur des Alpes. Lorsque le fils du Beauceron de 1 000 hectares veut s'installer, il a droit aux mêmes taux privilégiés d'emprunts et aux mêmes primes que le jeune Basque ou viticulteur du Midi.

TOUT EST PRIORITAIRE. RIEN N'EST PRIORITAIRE.

Où sont les priorités pour les prochaines années ? La loi en dégage certaines. Mais les conférences annuelles de l'agriculture ont quelques fois proposé les sennes. Et le gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives sur la recherche agronomique, sur la forêt... Qui va retrouver ses petits ?

Quatre besoins importants se dégagent à notre sens aujourd'hui :

— La création d'emplois avec le problème du foncier et des installations ;

— Les dépenses sociales avec la progression du nombre des retraités par rapport aux actifs ;

— La modernisation matérielle ;

— La modernisation intellectuelle.

(*) Secrétariat national de la Fédération générale agro-alimentaire C.F.D.T.

l'agriculture française a besoin d'une infrastructure à la hauteur de son temps, en hydraulique, en remembrement, en génétique, en prophylaxie ;

— La modernisation intellectuelle : le niveau moyen de formation des actifs agricoles français reste un des plus bas d'Europe (malgré nos « démocratiques » maisons familiales d'apprentissage rural et nos splendides lycées agricoles). La France flatte sa paysannerie. Les autres pays la forment. La capacité de notre recherche est insuffisante, moins à cause de nos instruments publics que du non-investissement des entreprises.

Doit-on et peut-on financer ces quatre besoins essentiels ? Nous ne le pensons pas.

Poursuivre le financement des dépenses sociales agricoles sans réformes profondes des cotisations, c'est à continuer à verser à boire à un ivrogne ». Les salariés n'accepteront le jeu de la solidarité démocratique qu'à la condition que les agriculteurs paient comme eux. Ce n'est pas le cas.

Pour le foncier, il nous faut affirmer que la poursuite de l'aide de la collectivité nationale à payer aux agriculteurs une partie de leur ferme est l'investissement le plus stupide et le plus stérile.

La résistance à la mise en cause du droit de propriété est aujourd'hui dans notre système capitaliste aussi imbécile que la création des fermes collectives dans le socialisme d'Etat. La socialisation, progressive, du fon-

cier reste, à ce jour, la seule solution, juste socialement, et efficace financièrement.

DES AIDES. SANS CONTREPARTIES.

Il faut bien parler des impôts. La loi a accouché d'une souris. La profession agricole a identifié la loi d'orientation à un contrat entre la collectivité et la paysannerie. Il n'y a pas de contrat sans engagements réciproques. Pour bénéficier de l'aide de la collectivité, et ce au-delà de toute vision charitable ou paternaliste, les agriculteurs doivent prendre des engagements. Celui de payer des impôts comme les autres en est un des premiers.

Enfin, la loi d'orientation de 1980 a refusé une avancée politique qui aurait pu donner une crédibilité au discours libéral avancé. Celle de lier aux aides financières publiques des exigences sociales. A vouloir toujours séparer problèmes économiques et problèmes sociaux, l'Etat se refuse les moyens d'une politique sociale, se refuse à mettre le social au même niveau que l'économique. Démarche de droite caractéristique.

Ainsi donc, les contrats sociaux continueront de paraître au Journal officiel. Pas les contrats financiers. Tant que les moyens financiers distribués aux entreprises resteront dans la clandestinité des bureaux ministériels, et sans que les syndicats ouvriers puissent émettre le moindre avis, on saura que le pouvoir n'a pas une vision complète de la société.

L'extension

Les ruses et le

Retour à la pluriactivité ?

AGRICULTEURS et rien qu'agriculteurs, producteurs spécialisés, voilà les travailleurs qui peuvent nourrir efficacement leurs semblables, et que les pouvoirs publics comme la profession cherchent à promouvoir depuis les lois agricoles de 1980-1983. Avec le développement économique, la référence essentielle, exclusive, permanente, inéluctable, indéfectible, c'est la spécialisation, c'est la mono-activité.

Cette tendance lourde à la spécialisation s'étend à l'ensemble de l'économie. Avec l'abondance, elle a amené aussi la ségrégation des espaces : la concentration urbaine, la déqualification des travailleurs ; tendance lourde, parallèle à la montée de la production et de la productivité, mais tendance récente aux yeux de l'histoire.

En effet, la pluriactivité fut la règle au cours des siècles, notamment dans le monde rural. L'activité agricole ne pouvait être clairement séparée de l'ensemble des activités rurales.

par ANDRÉ BRUN
CLAUDE LAURENT (*)
et PHILIPPE LACOMBE (**)

Avec une inertie particulièrement grande en France, ce modèle fut abandonné depuis moins d'un siècle, et notamment depuis une vingtaine d'années ; les agriculteurs abandonnèrent les activités connexes et se spécialisèrent dans quelques productions seulement, créant ainsi une nouvelle géographie agricole, fille du progrès technique et de la recherche agronomique. Comme en industrie, le progrès de la productivité était à cette condition, et la pluriactivité en agriculture allait, pensait-on, faire place progressivement à des agriculteurs spécialisés, devant seuls faire vivre une famille. Pourtant, le partage d'activité était particu-

lièrement développé dans des pays fortement urbanisés et industrialisés, comme l'Allemagne et le Japon. En France, certaines régions, comme certaines exploitations, étaient fort peu dotées pour la spécialisation, et elles semblaient plus aptes à fournir des demi-emplois et des demi-revenus que des emplois complets et des revenus jugés acceptables. Ailleurs, elles étaient bistrées comme semblait le souhaiter la politique agricole en aidant les canards botteurs à changer de métier et les régions pauvres à se bouter, comme aussi semblait l'annoncer les théories des économistes ruraux qui parlaient de phénomènes de transition. Ce ne fut pas le cas : 30 % des exploitants sont devenus actifs, tandis que près d'un tiers des ménages ont plusieurs activités. Les différentes formes de pluriactivité agricole, des ouvriers-paysans à l'agriculture de plaisance, se maintiennent ou se développent. Les professionnels voyaient là une forme de concurrence qui pourrait devenir dangereuse, aux niveaux de la production, de la terre et, plus encore, de la répartition des deniers publics.

Une société duale

Ces craintes sont plus que jamais actuelles. Les théories de la transition ont du plomb dans l'aile. On voit au contraire se développer des théories, ou au moins des hypothèses, opposées. Elles expliquent la permanence des marges dont font partie les agriculteurs à temps partiel ; elles annoncent une société duale dans laquelle seraient juxtaposés, au sein des activités agricoles et rurales, des secteurs et des régions organisés de manière radicalement différente.

Ainsi, la pluriactivité agricole, loin d'être freinée par la crise et la morosité de l'emploi, serait une forme d'organisation et de résistance dans une période de crise prolongée.

Certes il ne faut pas rêver : l'idylle villageoise est du domaine de l'utopie. La véritable question est de savoir comment, dans les années à venir, seront orientés les deniers publics. Il faudra choisir entre le soutien des prix des grands produits de la ferme laitière de l'Ouest et de la ferme céréalière du Bassin parisien et des mesures du type : prime à la vache tondue ou allaitante, subvention aux créations d'emplois et aux équipements en zone isolée, aide directe aux agriculteurs, souvent à temps partiel, des zones dites défavorisées, etc.

En période de crise, tout n'est pas possible à la fois. Il faut choisir, et le choix, qui est nécessairement d'ordre politique, n'est pas sans relation avec la volonté que l'on a de lutter contre le chômage.

Du bon usage de la biologie

par DOMINIQUE
Van EGMONT-FLORIAN (*)

MALGRE ce qu'il y paraît, ou ce que certains voudraient nous faire accroire, nous sommes bien en présence de deux voies opposées d'orientation vers des objectifs totalement différents : l'agriculture biologique, d'une part ; l'utilisation de la biologie en agriculture, d'autre part.

La distinction est malaisée. Il faut la reconnaître, et surtout depuis qu'un nom de certains intérêts catégoriels quelques voix crient partout, en y mettant les moyens, que « toute agriculture est biologique ».

Ainsi, à ce jour, en l'absence d'une information objective et contradictoire, la confusion est totale, l'ambiguïté étant soigneusement entretenue par ceux-là mêmes qui y ont intérêt. L'ampleur de cette confusion s'explique par les positions dites scientifiques ; mais les conséquences en sont si graves qu'il faut un jour s'attaquer à ce problème.

Dans une époque où la chimie a envahi tous les secteurs économiques, où, en raison de ses excès, elle est chaque jour un peu plus reconnue corrosive de tous les organismes vivants, tout ce qui peut se réclamer de près ou de loin de la « biologie » est aussitôt paré des vertus magiques de la panacée.

Il y a là un risque considérable qu'il convient de dénoncer, car l'on ne peut raisonnablement aller d'un extrême à l'autre.

Faut-il rappeler qu'une technique agricole telle que l'agrochimie, lorsqu'elle est apparue au dix-neuvième siècle, a eu pour effet de rendre possible l'avoir réussi à court-circuiter le processus de la chaîne alimentaire biologique de la plante en supprimant certains de ses « maillons » — ces maillons étaient les micro-organismes du sol — jusqu'alors indispensables agents solubilisateurs des engrais naturels, seuls connus des agriculteurs à l'époque.

Car l'apparition des engrais chimiques, qui présentaient l'intérêt d'être « solubles » et donc directement assimilables par la plante, rendit apparemment inutile, comme on le crut un peu légèrement à l'époque, le rôle des micro-organismes auxquels ils étaient désormais substitués.

Or cette agriculture chimique, encore appelée orgueilleusement il y a peu l'« agrochimie », ne saurait maintenant avoir opportunément la prétention de se faire qualifier de « biologique », du fait même de l'exploit qu'elle a revendiqué à l'époque : celui de remplacer l'activité microbienne du sol.

L'agriculture biologique consiste, elle, non pas à opérer des substitutions à certains processus naturels, mais à optimiser, par un ensemble de techniques complexes, le rendement de chacun des maillons de cette chaîne biologique sans en oublier aucun. C'est pourquoi cette agriculture est « biologique » et que l'autre ne l'est pas.

Or il nous paraît de constater que ces maillons de la chaîne biologique dont la recherche agronomique officielle avait jusqu'à présent ignoré jusqu'à présent, et à peu vigoureu-

sement encouragé la suppression sont précisément ceux qu'elle se propose aujourd'hui de rétablir après avoir constaté son erreur, ce dont on ne peut que se féliciter ; elle ne propose même, cette fois, d'hypertrophie certains d'entre eux.

Ces maillons sont ceux qui concernent la fixation de l'azote de l'air par certaines bactéries du sol.

L'hypertrophie prévue, d'ailleurs, est telle qu'on l'a appelée, dans les milieux scientifiques eux-mêmes, manipulation génétique. Celle-ci devrait permettre notamment d'obtenir des variétés de légumineuses fixant jusqu'à quatre fois plus, espérant certains chercheurs américains, l'azote de l'air pour obtenir des rendements accrus dans des proportions similaires. Mais personne ne s'est encore risqué à expliquer comment pourrait répondre les sols à ces sollicitations ultra-sophistiquées.

L'autre volet original de cette bio-

logie appliquée à l'agriculture porte sur les transplantations d'embryons : deux, voire trois vaches « donneuses » sélectionnées permettraient à une vache « receveuse » de porter deux ou trois veaux au lieu d'un seul.

En l'absence de tout aspect philosophique de ces entreprises, est-on bien sûr que ce ne seront pas finalement les agriculteurs, au nom des intérêts desquels on lance ces coûteux et imprudents programmes, qui feront les premiers les frais des futurs déséquilibres qui ne manqueront pas de se manifester ? Et si ces derniers étaient aussi tenus pour quantité négligeable, est-on bien sûr que ce ne sera pas la nation tout entière qui fera, au bout du compte, les frais des futurs déséquilibres de tous ordres qui, inévitablement, feront leur apparition ?

Car ces bouleversements des cycles biologiques naturels paraissent souvent efficaces dans un premier temps, mais finissent toujours par coûter, à terme, plus cher qu'ils ne rapportent, au raison des graves déséquilibres qu'ils induisent.

Supprimer les déséquilibres

Inversement, l'agriculture biologique a pour objectif, et pour effet, de supprimer les déséquilibres ; c'est ainsi que par une seule et même démarche, l'optimisation scientifique du respect des cycles biologiques naturels qui permet une exceptionnelle « photosynthèse », elle résout à la fois les problèmes d'énergie, de suppression du parasitisme et des maladies, et enfin d'accroissement de la production en protéines équilibrées.

C'est pourquoi elle est rentable autant pour l'agriculteur que pour la collectivité.

Alors combien de temps encore pourrions-nous nous permettre d'un côté d'attribuer d'importants moyens financiers au monopole de la recherche pour lui permettre de faire la preuve de son efficacité, « dans une ou deux décennies », comme cela a été précisé, cependant qu'à contrario l'on paraît à répondre au courant de l'agriculture biologique : « Faites d'abord la preuve de votre efficacité, et l'on vous donnera ensuite des moyens financiers ».

Deux poids, deux mesures ?

C'est, paradoxalement, peut-être cette double démarche des pouvoirs publics qui met le plus en évidence la différence entre ces deux courants de pensée : d'une part une approche conventionnelle bien connue, l'utilisation inutilement sophistiquée de la biologie en agriculture, et d'autre part, une approche nouvelle, globale, trop à l'avant-garde pour être comprise et appréciée, celle de l'agriculture biologique.

Il était donc urgent de lever

une ambiguïté qui favorise la recherche agronomique officielle non seulement pour récupérer l'œuvre des pionniers de l'agriculture biologique, ce qui ne serait qu'une injustice intellectuelle et morale, mais qui pourrait aussi avoir une conséquence autrement plus grave : celle de déformer cette nouvelle agriculture pour ne l'avoir pas comprise, ainsi de stériliser et conduire dans l'impasse l'ensemble de ce courant scientifique porteur de sens.

Or nul n'a oublié, en effet, les récentes prises de position un peu hâtives de certains responsables de la recherche officielle contre l'agriculture biologique, « agriculture passéiste », intervenues au moment même où nous constatons que c'est cette agriculture précisément qui se révèle, par ses travaux d'avant-garde, capable de remettre en cause l'intérêt de certaines orientations de la recherche officielle et, à cette occasion, de mettre en lumière ses erreurs. Y aurait-il un lien de cause à effet ?

Quoi qu'il en soit, comment dans ce contexte les pouvoirs publics pourraient-ils espérer être pris au sérieux s'ils chargeaient le monopole contesté en raison de ses échecs de faire le point sur l'agriculture biologique, et de la juger en quelque sorte ?

Consulter l'INRA paraît nécessaire. Lui confier le dossier serait, à l'évidence, inefficace. En effet, il ne paraît pas hautement possible ni moralement souhaitable, ni même efficace, de demander à l'INRA d'être juge et partie. Enfin, au plan politique, cette situation serait inacceptable, car elle signifierait qu'il n'y a plus de recours, donc pas de démocratie.

INDE

EN SEPTEMBRE/OCTOBRE

venez ! la mousson est finie.

En Septembre/Octobre, les lieux touristiques ne sont plus encombrés, les transports locaux n'affichent plus de problèmes et vous disposez d'un meilleur choix d'hôtels.

FORUM VOYAGES vous informe sur toutes les raisons de visiter un pays au bon moment. Ni avant. Ni après.

DELHI 3150F

A/R au départ de Paris.

- Une nuit d'hôtel à Delhi ou Bombay par pers. : cat. touriste : 65 F cat. luxe : 220 F
- Du Gange sacré à l'Himalaya : Inde du Nord, Népal, circuit 15 jours : 8 520 F*
- « Le toit du monde » Ladakh, circuit 15 jours : 7 115 F*
- Aujourd'hui, il y a 2 000 ans : Inde du Nord, Népal, Cachemire, Rajasthan, circuit 21 jours : 9 820 F*

* Nos prix de circuits comprennent les vols aller-retour au départ de Paris, les transports en car, les hôtels en pension complète 1^{re} catégorie du lundi au dimanche (sauf groupe 15 pers.).

forum VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris
tél. 544 38 61
(avenue 71, rue de Rennes)
M^o St-Sulpice - Rennes

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris
tél. 325 76 25 M^o Luxembourg

INRA COLLECTION

هكذا من الأصل

EUROPE

L'extension des grèves en Pologne

Malgré les sévères mises en garde du chef du parti, M. Gierek, et le refus des autorités de négocier avec le comité inter-entreprises de Gdansk, les arrêts de travail s'étendent en Pologne.

Des grèves sont signalées dans les petites villes de Kosciarzyn, Lombrak, Ustka, à Elblag, huit entreprises ont créé un M.S.K. (comité de grève inter-entreprises) comme à Gdansk. Dans le grand port de la Baltique, à Szczecin, les grévistes de cinq chantiers navals et de nombreuses autres entreprises ont aussi créé leur M.S.K., qui présente des revendications similaires à celles de Gdansk. La rentrée scolaire dans l'enseignement primaire, qui devait avoir lieu ce mercredi 20 août, a été reportée dans cette ville.

Les grévistes font l'objet de nombreuses marques de sympathie et de soutien à Gdansk. Les employés de l'école polytechnique ont collecté 10 000 zlotys, l'association des écrivains

de la cité leur a apporté son soutien. Selon le KOR (comité d'autodéfense sociale), des débrayages auraient eu lieu aux forges de Lénine à Nowa-Huta, dans la région de Cracovie jusque-là épargnée par les grèves.

Le présidium du conseil central des syndicats s'est réuni mardi pour faire son autocritique après la dénonciation de ses insuffisances par M. Gierek. Il a décidé de « consolider l'influence sur les instances syndicales des travailleurs jouissant d'une autorité professionnelle et morale élevée », sans dire par qui ils seraient choisis, et annoncé la mise à l'étude de projets de loi sur les syndicats et l'autogestion ouvrière « en consultation avec les travailleurs ».

L'agence Tass et la télévision soviétique ont fait état pour la première fois mardi soir « des arrêts de travail dans certaines entreprises polonaises », en citant le discours télévisé de

M. Gierek, et souligné que ces événements « troublent le rythme normal » de la vie de ce pays. La « Pravda » de ce mercredi a fait de même.

Les gouvernements occidentaux continuent à observer une réserve prudente et se gardent de tout commentaire. Au Pentagone on indique que les services de renseignements américains n'ont noté jusqu'à présent aucun mouvement inhabituel de troupes soviétiques en Pologne et l'on rappelle que les manœuvres du pacte de Varsovie, en Allemagne de l'Est, auxquelles doit participer l'armée polonaise, le mois prochain, entraîneront nécessairement des mouvements de troupes.

En revanche, les P.C. occidentaux n'observent pas la même réserve. Ainsi, M. Saarinen, chef du P.C. finlandais et chef de la fraction modérée majoritaire, estime que la Pologne s'engageait sur une voie dangereuse si les responsables syndicaux s'entendaient avec le gou-

vernement « par-dessus la tête des travailleurs » et constate qu'un « fossé » s'est creusé entre la direction du P.C. polonais et les masses.

L'Union générale des travailleurs portugais (social-démocrate) en France, la commission exécutive de la C.F.T.C. (Confédération française des travailleurs chrétiens), l'I.G. Métall., syndicat ouest-allemand de la métallurgie, F.O. (Force ouvrière) ont exprimé leur soutien et leur sympathie aux grévistes polonais.

A Rome, M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. (la plus importante confédération syndicale italienne, à majorité communiste), a tenu à exprimer une « profonde solidarité » avec les travailleurs polonais et les souhaits d'un complet succès des luttes en cours. Dès le lundi 18 août, la fédération unitaire, qui regroupe la C.G.I.L. et les deux autres confédérations italiennes d'importance (C.I.S.I., catholique, et U.I.L., proche des socialistes), avait exprimé sa solidarité.

La Contradiction

(Suite de la première page.)

Pourtant l'Union soviétique a largement contribué à la reconstruction puis au progrès industriel de ces pays, sous-développés avant-guerre, et notamment la Pologne. Il n'empêche. Les Russes ne sont pas seulement craints; ils sont haïs. Et c'est bien l'échec, moral et politique, le plus grave qu'ils ont subi depuis la guerre. Parce qu'elle est présente, proche et pressante — et souvent maladroite — la Russie est aujourd'hui plus redoutée que l'Allemagne. Tout dirigeant polonais qui donne l'impression de s'incliner devant Moscou perd sa popularité et, tôt ou tard, son autorité auprès des Polonais, et, finalement, son crédit auprès des Soviétiques. C'est la troisième contradiction.

Les dirigeants occidentaux, et en premier lieu le président français, disposent d'une influence certaine — personnelle, politique et financière — auprès de M. Gierek; ils peuvent, ils doivent en user pour obtenir non seulement que le premier secrétaire ne recoure en aucun cas à la répression policière, mais qu'il accorde — progressivement — aux Polonais des libertés qui sont d'ailleurs inscrites dans leur Constitution. Mieux vaut qu'ils le fassent sans le dire que de le dire sans le faire. Mais s'ils ne le font pas, par peur d'un conflit ou non, ils voudront bien nous épargner à l'avenir leurs discours sur les droits de l'homme, décommander ce qui serait non plus la conférence mais la mascarade de Madrid et, occasionnellement, aller chasser le bison ailleurs qu'en Pologne.

J. F.

Le parti radical socialiste estime que « les précédents honnêtes et sages montrent que c'est un bien mauvais service à rendre aux peuples des pays de l'Est que de faire de la surenchère sur leurs manifestations de mécontentement. Par-delà les revendications catégoriques, déclare le parti radical, l'ordre totalitaire et le joug étranger qui définissent les « démocraties populaires » sont aujourd'hui mis en cause en Pologne ».

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, député à l'Assemblée européenne, déclare : « L'opinion publique européenne doit faire entendre clairement sa voix pour dissuader l'U.R.S.S. d'adopter la doctrine mitterrandienne », qui avait fondé l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie. Il ne faut pas que l'état de Gdansk se termine comme le printemps de Prague.

La FEN (Fédération de l'éducation nationale) donne « son total appui à l'action syndicale engagée par les travailleurs de Pologne, non seulement pour protester contre les atteintes à leur pouvoir d'achat, mais pour obtenir ces droits fondamentaux que sont le droit de grève et celui de se regrouper dans des syndicats indépendants et réellement représentatifs de leurs intérêts moraux et matériels ».

M. Bergeron, secrétaire général du Force ouvrière, a indiqué que ce syndicat apporterait son soutien aux travailleurs polonais dans le cadre de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.I.).

Les ruses et les hésitations du pouvoir

(Suite de la première page.)

Difficile de refuser purement et simplement le dialogue. Difficile dans les usages et la situation est incertaine (ce sont elles qui ont été contactées en premier), de ne pas céder à la pression des « idées ». Mais impossible de traiter la cause commune et désagréable aussi d'aller, dans le directoire et des secrétaires du parti et du syndicat, seul à la préfecture en terrain hostile, en face de grosses « légumes ».

Certains ont pourtant répondu tout de go aux autorités de s'adresser au comité de grève

déguisés ont sauté, entre leur usine et le chantier Lénine, d'une voiture à l'autre et sont arrivés sans encombre.

L'état, c'est sûr, s'est resserré mais cela n'a vraiment pas fait grand mal et le nombre des occupations — près de deux cent cinquante maintenant — a encore augmenté (2). Apparemment, on a réellement cru, en haut lieu, qu'un discours ferme, suivi de négociations-conversations et de mesures d'intimidation, allait permettre de renverser la vapeur. Le triptyque n'a fait que souligner la faiblesse du parti et de

l'Etat, leur incapacité totale à réagir, leur côté aussi défilant de la crise de défiance dont ils sont victimes.

Le feu est en la demeure et l'on continue imperturbablement à tenir les mêmes propos ou presque qu'il y a six mois sur l'équilibre à briser les centralisations et décentralisation, les « médiations » du plan et la nécessité de ne réformer qu'à doses homéopathiques. Officiellement, on se refuse toujours à l'existence de quelque stratégie que ce soit et la dégradation continue de la



inter-entreprises. D'autres y sont allés, ont accepté plein de bonnes choses, mais lorsqu'on leur a demandé s'ils représentaient le travail mercredi matin ou mercredi après-midi, ils ont fait valoir que toute l'affaire devait encore être examinée par la base. Les regards qu'ils leur jetaient étaient assassins. D'autres encore ont joué les durs, et le dialogue a tourné court. Quelques-uns ont peut-être signé, mais ils ne seraient alors pas là pour le dire, et ces hirondelles ne feraient, en tout état de cause, pas la paix sociale.

Le plan, c'est le régime à la fois, une proposition Pyba, un directeur qui voulait reprendre les choses en main, terrorisant les timides et menaçant les arrogants et la police aux trousses. Là, on a besoin d'un peu de réconfort, et la salle n'est pas avare de bravos et d'encouragements. Mais si un délégué s'est retrouvé en commissariat menottes aux poignets, ou, comme un militant du KOR, M. Mirosław Chojek, directeur des éditions clandestines Nowa, renvoyé à Varsovie sans qu'on lui ait demandé son avis, les parties de cache-cache occasionnelles ne manquent pas. Les grévistes du chantier Communisme de Paris, partis distribuer des tracts en ville, ont semé en trois virages leurs anges gardiens, qui avaient, apparemment, pas très envie de les rattraper. Des

RECTIFICATIF. — Dans le Monde daté 17-18 août, nous avons écrit par erreur que les syndicats polonais étaient dirigés encore par « un prétendu dépourvu de pouvoirs réels, rescapé de l'ère gomuliste », M. Kruczek. En fait, celui-ci est devenu après le congrès du parti, en février dernier, président de la commission de contrôle du parti ouvrier unifié, et a été remplacé par M. Jan Seydiak, membre du bureau politique du parti et, auparavant, vice-premier ministre après avoir été, jusqu'en décembre 1978, secrétaire du comité central.

UNE ARMÉE FORTE DE 318 000 HOMMES

Fort de 318 000 hommes environ, dont 190 000 appelés qui servent durant deux années dans l'armée de terre, l'aviation ou les forces interarmées de sécurité et durant trois années dans la marine ou diverses formations spéciales, l'armée polonaise aligne les effectifs les plus nombreux des pays membres du pacte de Varsovie à l'exclusion des troupes soviétiques.

Les forces terrestres constituent la partie principale de l'armée polonaise, avec environ 220 000 hommes répartis en trois régions militaires, dont les P.C. sont à Varsovie, Wrocław (Silésie) et Bydgoszcz (Poméranie). Cinq divisions blindées, huit divisions d'infanterie motorisée, une division polonaise et une division amphibie en constituent l'ossature, avec environ 3 400 chars moyens.

Outre d'importantes forces paramilitaires (18 000 hommes dans la garde aux frontières, 77 000 dans les forces internes de sécurité) et des unités de construction et de travaux publics, la Pologne a mis sur pied une milice de citoyens (350 000 hommes) et une ligne de défense du territoire qui réunit 2 300 000 adhérents de cercles ou de clubs variés chargés d'organiser la préparation militaire, d'entraîner des groupes d'auto-défense.

D'autre part, deux divisions blindées de l'armée soviétique stationnent en Pologne. Elles participent à la défense du territoire qui réunit 2 300 000 adhérents de cercles ou de clubs variés chargés d'organiser la préparation militaire, d'entraîner des groupes d'auto-défense.

situation commencent à travers dans l'appareil une ligne de démarcation. D'un côté, ceux qui souhaitent de plus en plus vivement mettre l'opposition au pas — et définitivement — à défaut de pouvoir attaquer les ouvriers de front. De l'autre, ceux qui voient que ce pays, jeune, dynamique et moderne ne peut plus se contenter d'une tolérance octroyée ni accepter plus longtemps des structures politiques dépassées dans lesquelles il étouffe et rue. La différence de tous aurait été grande, lundi soir, durant la réunion du plénum de l'U.R.S.S. à l'occasion de la dénonciation du danger « contre-révolutionnaire » et ceux, comme M. Kania ou le premier secrétaire de Gdansk (qui s'en tenaient aux explications politiques de la crise.

BERNARD GUETTA.

(2) Selon le KOR (comité d'autodéfense sociale), il y aurait quelque trois cent mille grévistes.

M. MITTERRAND : le fragile échec d'une société qui se défie ouvrière.

Interrogé au cours du Journal télévisé de 13 heures de T.F.1, mardi 19 août, M. Mitterrand a considéré que la tension en Pologne est « un des événements les plus importants de ces dernières années », à cause des possibles prolongements internationaux auxquels, a-t-il précisé, il se refuse à penser, et en raison du « tragique échec d'une société qui se défie ouvrière et qui se voit aujourd'hui affrontée à une révolte de ses ouvriers ». Après avoir relevé que le peuple polonais retient au-delà des revendications quotidiennes « la nécessité de donner une autre dimension à ses aspirations : la liberté », le premier secrétaire du P.S. a dit ne pas penser qu'on en soit arrivé à des situations comparables à celles qui, dans le passé, ont été celles de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

40 % des importations viennent de l'Ouest

L'économie polonaise est très fortement dépendante de ses échanges avec l'extérieur, notamment avec les pays occidentaux. La volonté d'industrialisation accélérée de 1971 à 1975 a conduit à des achats importants de machines, d'équipements et d'usines, tandis que Varsovie devait, à partir de 1974, payer son pétrole à un prix de plus en plus aligné sur le cours mondial.

La balance commerciale a enregistré ces dernières années un déficit important : 2,26 milliards de dollars en 1975, 2,65 milliards en 1976, 2,35 milliards en 1977. Suite à la manœuvre socio-économique inaugurée fin 1976, l'accent a été mis sur un accroissement des exportations et une diminution des importations. Le déficit est revenu à 1,98 milliard de dollars en 1978 et à 1,23 milliard en 1979.

Une réduction trop forte des achats à l'Ouest risque toutefois de remettre en cause « une croissance difficilement engagée », comme le souligne une étude sur la crise de l'économie polonaise publiée dans le mensuel le Courrier des pays de l'Est. En outre, Varsovie n'a pas pu développer une production adaptée aux besoins de ses partenaires occidentaux. La part de la Pologne dans le commerce mondial a été, en 1978, de 1,2 % pour les importations et de 1,1 % pour les exportations, alors que la production industrielle polonaise, dans les années 70, représentait 2,5 % du total mondial.

Parmi les dix premiers partenaires de Varsovie en 1978, cinq étaient des pays occidentaux, qui totalisaient environ un quart des importations polonaises. La part totale des Etats industrialisés de l'Ouest était alors de 40 %. L'U.R.S.S., qui reste le plus important fournisseur d'énergie et de matières premières, occupe toutefois une place spéciale dans le commerce extérieur, ayant absorbé environ 34 % des exportations.

M. B.

TOUT LE PÉTROLE UTILISÉ VIENT D'U.R.S.S.

Si la Pologne a une balance énergétique globalement excédentaire, elle n'en est pas moins tributaire de l'U.R.S.S. pour ses approvisionnements en hydrocarbures.

En 1978 (dernières statistiques fiables disponibles), la production d'énergie primaire a atteint 145 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (T.E.P.). Sur ce total, le charbon et la lignite représentaient 139 millions de T.E.P., le gaz naturel 5,5 millions de T.E.P. et le pétrole 100 millions de T.E.P. L'énergie hydraulique est négligeable.

La consommation d'énergie a atteint, pour la même année, 133 millions de T.E.P. se décomposant en : 110 millions pour le charbon et la lignite, 15 pour le pétrole et 8 pour le gaz naturel.

La Pologne exporte une trentaine de millions de T.E.P. de charbon, surtout vers les pays occidentaux (l'Allemagne fédérale aurait importé 1,35 milliard, plus de la moitié des recettes en devises ont, l'an dernier, servi à couvrir le service de la dette extérieure. Disposant d'usines parfois trop grandes et de fermes trop petites, les autorités de Varsovie n'ont pas réussi, comme elles le voulaient, à faire du commerce extérieur le moteur de l'expansion.

M. B.

La dette supérieure aux exportations d'une année

Dans ses échanges avec l'Ouest, la Pologne exporte surtout des matières de base et des produits alimentaires, alors qu'elle importe des produits finis. Elle a notamment besoin de la technologie occidentale pour la réalisation de ses grands projets dans l'industrie, les transports et l'agriculture. Avec les pays de l'Est, un accroissement des ventes de machines et d'équipements a été enregistré, qui est lié à la mise en œuvre du plan d'intégration socialiste.

La forte dette enregistrée à l'égard des pays occidentaux a entraîné une aggravation de la dette extérieure. Elle s'élevait, l'an dernier, à plus de 17 milliards de dollars, ce qui correspondait pratiquement au total des importations, alors que les exportations n'ont représenté que 16,8 milliards de dollars.

Le plan pour 1980 prévoyait une forte promotion d'exportations de meilleure qualité, afin de permettre le remboursement de la dette (2,75 milliards de dollars en 1979) et le paiement des intérêts (1,35 milliard). Plus de la moitié des recettes en devises ont, l'an dernier, servi à couvrir le service de la dette extérieure. Disposant d'usines parfois trop grandes et de fermes trop petites, les autorités de Varsovie n'ont pas réussi, comme elles le voulaient, à faire du commerce extérieur le moteur de l'expansion.

M. B.

LA L.C.R. : solidarité et espoir.

La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a publié, mercredi 20 août, une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Il y a quarante ans, un agent de Staline assassinait, au Mexique, Léon Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge, le héros de la révolution permanente, celui qui, à l'époque, malgré un isolement total, appelait les travailleurs soviétiques à préparer une révolution politique pour renverser la bureaucratie stalinienne et établir une véritable démocratie ouvrière. Quarante ans plus tard, la Pologne est secouée par une fantastique révolte ouvrière qui ne vise pas à rétablir le capitalisme, mais qui s'attaque aux privilèges de la

bureaucratie et tente d'imposer un authentique pouvoir ouvrier, à braver la création d'un comité central de grève.

Il s'agit-là d'événements historiques qui témoignent de la corrélation de la crise du capitalisme et du stalinisme que nous connaissons à l'échelon international. Le combat des travailleurs de Gdansk est un exemple pour les révolutionnaires du monde entier. C'est un espoir pour tous ceux qui n'ont jamais confondu le socialisme avec ses caricatures stalinienne ou social-démocratique. Nous appelons les travailleurs français à affirmer leur solidarité avec leurs camarades de Pologne ».

EUROPE

Union soviétique

LES MUSICIENS GUIDON ET ELENA KREMER ONT DEMANDÉ L'ASILE POLITIQUE EN R.F.A.

Le violoniste soviétique Guidon Kremer et sa femme, la pianiste Elena Kremer, qui participent actuellement au Festival de Salzbourg, ont décidé de renoncer à la nationalité soviétique et de demander l'asile politique en République fédérale allemande, a annoncé leur impresario à Hambourg, le mardi 19 août.

Après une série de concerts qui leur a permis de voyager pendant deux ans à travers l'Europe et les États-Unis, les Kremers avaient demandé, en décembre dernier, aux autorités soviétiques le droit de disposer d'une double résidence, en U.R.S.S. et à Heidelberg. Guidon Kremer faisait valoir ses origines allemandes. Les autorités soviétiques avaient rejeté cette demande la semaine dernière et intimé aux époux Kremer l'ordre de rentrer en U.R.S.S. immédiatement.

D'autre part, le poète et traducteur soviétique Vadim Kozovoi a lancé, le 19 août, un appel aux intellectuels français leur demandant d'intervenir auprès des autorités soviétiques pour qu'elles autorisent son fils, gravement malade, à venir se faire soigner en France. Traducteur de poèmes français, M. Kozovoi a été invité à plusieurs reprises à se rendre en France par des écrivains qu'il contribuait à faire connaître en Union soviétique. Il n'a jamais pu obtenir de visa de sortie, malgré plusieurs interventions en sa faveur, dont celle du président Giscard d'Estaing. — (U.F.P., A.F.P.)

Espagne

En Andalousie

UN MOUVEMENT DE GRÈVE DE LA FAIM SE DÉVELOPPE DANS LES VILLAGES

Séville (A.F.P.). — Plusieurs dizaines d'habitants de quatre villages andalous — Ouma, Agudal, Pedraza et Los Corrales — se sont joints lundi 18 août à la grève de la faim qu'observent depuis jeudi sept cents habitants de deux mille cinq cents habitants de Marina de la, à 100 kilomètres de Séville.

Ces derniers ont entamé leur mouvement pour protester contre le manque de fonds pour l'emploi communal, fonds octroyés par le gouvernement pour permettre aux municipalités d'employer les chômeurs à des travaux d'utilité publique.

À Marina de la, les grévistes de la faim — le plus âgé a quatre-vingt ans, le plus jeune dix ans — ont décidé lundi de poursuivre leur mouvement. Selon le maire, qui participe à la grève avec les conseillers municipaux, ni le gouvernement ni l'opposition n'ont rien fait pour venir à bout de la misère dans le village où 80 % des ouvriers agricoles et des petits propriétaires sont au chômage.

Le syndicat des ouvriers agricoles (SIO) a annoncé des occupations de terre à partir de la semaine prochaine si le gouvernement ne résout pas le problème des fonds pour l'emploi.

A TRAVERS LE MONDE

Costa-Rica

● **DEUX POLICIERS ONT ÉTÉ PRIS EN OTAGES** par des grévistes des bananiers de la United Brands, sur la côte pacifique du Costa-Rica. Les cinq mille ouvriers agricoles des bananiers sont en grève depuis quarante jours pour des augmentations de salaires, et la réintégration de leurs collègues licenciés. La grève a été déclarée illégale, et de nombreux militants syndicaux ont été emprisonnés. — (A.F.P.)

El Salvador

● **LES CADAVRES DE TRENTA JEUNES GENS** ont été découverts le mardi 19 août dans différents endroits de la banlieue de San-Salvador. Ils s'agiraient de militants de gauche massacrés par des commandos paramilitaires. Cinq d'entre eux avaient été exécutés devant la porte de leur domicile. — (A.F.P.)

Équateur

● **LE PRÉSIDENT ÉQUATO-RIEN JAIME ROLDOS** a formé mardi 19 août un nouveau gouvernement laïc, dans sa grande majorité, de l'équipe

AMÉRIQUES

Canada

DÉÇUS PAR LE PARTI QUÉBÉCOIS

Des indépendantistes songent à créer un nouveau groupement

Montréal. — Alors que les rumeurs d'élections pour l'automne vont bon train au Québec, les militants indépendantistes purs et durs s'inquiètent de l'attitude des principaux dirigeants du parti québécois au pouvoir. Représentant avec plus de vigueur encore des propos qu'il nous avait tenus au lendemain du référendum, sur la souveraineté-association (le Monde du 24 mai), un des plus anciens nationalistes québécois, M. Pierre Bourgault, lance l'offensive la semaine dernière sur les ondes de Radio-Canada contre le premier ministre, M. Lévesque, et son ministre des finances, M. Parizeau. « Je pense, a-t-il déclaré, que M. Lévesque se débarrasse de René Lévesque. Il a fait son temps. C'est un homme admirable, qui a fait des choses extraordinaires. Mais je pense qu'il ne mène pas le Québec à l'indépendance ».

Ce n'est pas la première fois, au cours des douze années passées à la tête du parti québécois, que M. Lévesque fait l'objet de critiques en ce sens. Déjà, en 1973, alors que son parti venait de perdre les élections pour la deuxième fois consécutive et qu'il avait lui-même été battu dans sa circonscription, M. Lévesque avait été contesté et avait failli quitter le parti québécois.

La contestation actuelle trouve, encore une fois, son origine dans une défaite, celle du référendum du 20 mai sur la souveraineté politique du Québec, assortie d'une association économique avec le Canada. Pour certains nationalistes, s'agissant d'un référendum, sinon d'une victoire, du moins d'une défaite honorable, le choc a été rude.

L'ouverture de négociations entre le gouvernement fédéral et les dix provinces pour renouveler la Constitution a permis aux indépendantistes de s'interroger sur le bien-fondé de la stratégie adoptée en 1974 par le parti québécois pour conduire « par étapes » la province vers l'indépendance. Un

De notre correspondant

des plus proches conseillers de M. Lévesque décrivait ainsi l'état d'esprit des nationalistes : « Ils semblent s'être installés dans une sorte de résignation tranquille en attendant des jours difficiles et d'appréhender à affronter une longue traversée du désert ».

En fait, certains militants, dont M. Bourgault, qui n'est plus membre du parti québécois, préparent une riposte contre ceux qu'ils accusent de trahir l'objectif de l'indépendance. Dans son édition du 15 août, le quotidien montréalais le *Démocrate* révèle que certains nationalistes se préparent à créer un nouveau parti ou un groupe de réflexion pour forcer le gouvernement à respecter ses engagements.

Un réunion doit avoir lieu le 13 septembre en présence des anciens dirigeants du Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.) qui s'était sabordé en 1968 pour donner naissance au parti québécois. Plusieurs dirigeants réunitistes participeront à cette réunion, et non des moindres, puisqu'on relève le nom de la vice-présidente du parti québécois, Mme Louise Harel. Le ministre d'État au développement culturel, M. Camille Laurin, a fait savoir qu'il ne répondrait pas à l'invitation en raison de la publicité accordée à une rencontre qu'il aurait voulu secrète, compte tenu de ses fonctions.

Le choix de la date de la réunion est important : les participants sauront quelle attitude le gouvernement québécois entend adopter dans le cadre des négociations constitutionnelles. En effet, les premiers ministres des dix provinces et le chef du gouvernement fédéral, Pierre

États-Unis

LA COTE DE M. CARTER REMONTE

New-York (A.F.P.). — Le président Carter n'a plus que six points de retard sur M. Reagan dans les intentions de vote pour l'élection présidentielle de novembre, selon un sondage A.B.C.-Harris diffusé le mardi 19 août.

Ce sondage a confirmé la remontée de la cote de M. Carter dans l'opinion après la convention démocrate. En effet, il a obtenu 36 % des intentions de vote au lendemain de la convention, contre 28 % à la veille de la convention.

M. Reagan, qui distancait M. Carter de vingt points avant la convention démocrate, a perdu six points, selon le sondage, et tombe de 42 % des intentions de vote avant la convention démocrate à 42 %.

Le candidat indépendant, M. Anderson, qui avait encore 19 % des intentions de vote avant la convention, a continué à perdre des points et, selon le sondage, n'obtient plus que 17 %, le rapprochant dangereusement des 15 %, seuil en-deçà duquel un candidat n'est plus en mesure de participer à un débat contradictoire.

LES RÉPUBLICAINS NE VEULENT PAS REVENIR À LA POLITIQUE DES « DEUX CHINES »

M. George Bush, candidat républicain à la vice-présidence des États-Unis, et M. Richard Allen, conseiller de politique étrangère de M. Reagan, ont rectifié, mardi 19 août à Tokyo, les propos tenus par ce dernier concernant un éventuel rétablissement de liens « officiels » entre les États-Unis et la République populaire de Chine. M. Bush a déclaré que les États-Unis ne souhaitent pas le contact avec Pékin, a-t-il déclaré à M. Allen.

Pour sa part, M. Bush, qui est arrivé mercredi à Pékin, accompagné de M. Allen, a affirmé que l'équipe républicaine n'entend pas une politique de « deux Chines ».

M. Bush avait dirigé le bureau des relations avec la Chine en 1974-1975 avant l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis.

République Sud-Africaine

● **UNE ADOLÉSCENTE A ÉTÉ BLESSÉE**, le lundi 18 août, à Fort-Bessfont, près de Fort-Ellis, dans la République Sud-Africaine, par des plombs de petit calibre utilisés par la police pour disperser les manifestants à l'annonce d'un porte-parole des forces de l'ordre. Au nombre de cent cinquante, les manifestants ont notamment incendié une maison et un dépôt de bois. Ils font partie des milliers de lycéens noirs qui poursuivent, dans l'est du Cap, une action de boycottage des cours dans les écoles non blanches, commencée à y le 15 août, à la suite de la mort de deux élèves. — (A.F.P.)

Zimbabwe

● **LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU PLAN** du Zimbabwe, M. Tekere, incarné sous l'accusation du meurtre d'un fermier blanc le 4 août (le Monde du 7 août), a été relâché sous caution de 50 000 dollars locaux (environ 400 000 francs), mardi 19 août. Le ministre avait été arrêté deux jours après le meurtre, et était détenu à la prison de Chikumbi. Il n'a pas le droit de quitter la capitale. — (A.F.P.)

Guatemala

● **LE VICE-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU GUATEMALA**, M. Juan de Dios Reyes, a été grièvement blessé mardi 19 août au cours d'un attentat. Il a été atteint par plusieurs rafales de mitraillette tirées depuis une voiture. — (A.F.P.)

Pays-Bas

● **LES FORCES DE L'ORDRE NÉERLANDAISES** se sont heurtées, mardi 19 août, dans le centre d'Amsterdam, à des centaines de manifestants, alors qu'ils venaient déloger des « squatters ». Les affrontements ont fait deux blessés, dont six policiers. (Reuter, A.F.P.)

ASIE

Corée du Sud

M. Kim Dae-jung affirme avoir subi pendant sa détention des « traitements proches de la torture »

De notre envoyé spécial

Séoul. — Devant la cour martiale, certaines des trente personnalités de l'opposition démocratique coréenne, parmi lesquelles figure le Kim Dae-jung, ont commencé à raconter dans quelles conditions se sont déroulés leurs interrogatoires. Selon des diplomates présents à l'audience, mercredi 20 août, l'un des accusés, le professeur Lee Mun-yung, a affirmé qu'il avait été forcé d'« avouer » certains faits concernant des actions « subversives » auxquelles il se serait livré.

Au cours de l'audience de mardi, M. Kim Dae-jung, qui a rejeté l'accusation d'avoir « encouragé les émeutes à Kwangju en mai, a surtout révisé, pour la première fois, les conditions de sa détention depuis son arrestation le 17 mai. Ses propos ont été censurés dans les comptes rendus faits par les journalistes étrangers présents au procès, mais ils ont été en partie rapportés par une source diplomatique.

M. Kim a déclaré qu'il avait été enfermé pendant soixante jours dans une pièce en sous-sol et qu'il avait subi chaque jour des interrogatoires de neuf heures à dix minutes.

Des aveux extorqués

« Combien j'ai souffert alors mentalement est impossible à décrire », a-t-il affirmé. « Parfois on me retirait tous mes vêtements et on me faisait subir des traitements proches de la torture. Je n'ai jamais avoué à la violence, mais j'ai été contraint d'utiliser dans ses « aveux » des mots tels que « révolution par la violence » et « coalition révolutionnaire », ainsi que des expressions comme « prendre

les armes pour l'empêcher des bâtiments officiels ». « C'est absolument faux », a-t-il affirmé. « Mes amis et moi n'avons jamais tenu de tels propos, jamais nous n'avons eu l'intention de renverser le gouvernement par la force ».

On peut s'attendre que ces déclarations reproduites par la presse américaine, y provoquent quelques réactions. C'est, semble-t-il, pour avoir fait état de ce que les autorités coréennes qualifient de « rumeurs malintentionnées » sur le traitement de M. Kim pendant sa détention que plusieurs journaux japonais, dont l'*Asahi*, ont été obligés en juin de fermer leurs bureaux à Séoul.

La presse coréenne, mercredi, ne fait aucune mention des déclarations de l'accusé. Elle se contente de titrer : « M. Kim Dae-jung reconnaît les principales accusations portées contre lui ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que beaucoup de Coréens pensent que M. Kim, la personnalité la plus populaire dans le pays depuis des années, risque non seulement d'être jugé coupable et condamné à mort, mais aussi d'être exécuté. Dans les milieux américains de Séoul, si la première hypothèse paraît probable, la seconde en revanche semble inconcevable.

La maison de M. Kim Dae-jung étant étroitement surveillée, il est impossible de rencontrer sa femme. Pendant que continue le procès de M. Kim, le général Chun, dont les photographies s'étaient dispersées à la une des journaux et qui passe régulièrement à la télévision, a précisé que son gouvernement n'a toléré aucune sorte de manifestation à l'intérieur ou à l'extérieur des campus. « Nous devons purifier notre société et établir une discipline nationale », a-t-il notamment affirmé. On s'attend en fait que les forces spéciales restent sur les campus après l'ouverture des universités.

D'autre part la « campagne de purification » se poursuit : dix-sept députés, dont trois anciens ministres ont été « purgés » : en d'autres termes, ils ont dû « renoncer » à toute leur fortune « accumulée d'une manière illégale ».

PHILIPPE PONS.

Afghanistan

Les résistants auraient intensifié leur action après la fin du ramadan

« Les troupes soviétiques quitteront l'Afghanistan lorsque les forces étrangères cesseront de s'engager dans nos affaires intérieures », a répété le mardi 19 août, M. Karmal, chef de l'État afghan, dans un discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance. M. Karmal a déclaré qu'il était prêt à négocier avec les résistants, mais qu'il n'accepterait pas la « situation en Afghanistan se normalise progressivement » : les principaux foyers de rébellion ont été neutralisés avec l'aide du peuple.

De son côté, le général Gol Aka, chef de la direction politique des forces armées, a qualifié de mensongères, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire bulgare *Pogled* mardi, « les allégations de la propagande occidentale sur la situation désastreuse de l'armée soviétique en Afghanistan ». A son avis, « la situation en Afghanistan se normalise progressivement » : les principaux foyers de rébellion ont été neutralisés avec l'aide du peuple.

M. Vassile Fugan, envoyé spécial de M. Ceausescu, chef de l'État roumain, s'est entretenu à Kaboul avec M. Karmal de la nécessité d'un règlement politique de la situation afghane, a annoncé, mardi, l'agence roumaine Agerpres. L'origine, la Roumanie avait implicitement condamné l'intervention soviétique avant

d'évoluer progressivement vers un discret alignement sur l'attitude de l'ensemble des pays de l'Est. Les établissements scolaires de Kaboul ont été rouverts le 18 août, après une période de fermeture de près d'un mois, a-t-on appris, mardi, de source diplomatique à Islamabad. En revanche, les universités demeurent fermées et les étudiants ont été évacués que la rentrée n'aurait pas lieu avant le mois de novembre, précise la même source.

Depuis la fin du ramadan, les insurgés afghans auraient intensifié leurs opérations et organisé une série de coups de main contre des unités soviétiques à la périphérie de Kaboul et contre l'aéroport de la capitale, a-t-on appris, mardi 19 août, de source diplomatique à New-Delhi. Selon cette source, une douzaine de soldats soviétiques auraient été tués et de nombreux autres blessés.

La troisième ville afghane, a été complètement abandonnée par l'administration centrale de Kaboul, rapporte, le mercredi 20 août, l'envoyé spécial du quotidien britannique *Daily Telegraph*. Celui-ci précise qu'il ne reste plus dans la ville qu'une poignée de fonctionnaires protégés par des chars soviétiques.

Une polémique sur la question de l'approvisionnement en armes modernes paraît diviser les chefs de la résistance afghane basés à Peshawar, indique l'envoyé spécial de l'A.F.P. à la frontière pakistano-afghane, M. Sayed Ahmed Gila ni, chef du front national pour la révolution islamique, généralement considéré comme pro-occidental, réclame de l'équipement militaire moderne, notamment à l'Europe. Ces appels à l'aide étrangère sont accueillis avec la plus grande méfiance par les dirigeants de l'Alliance islamique, dont M. Gila ni fait pourtant partie. Ils sont catégoriquement rejetés par le Hekhi-E-Islami (mouvement islamique). Son porte-parole a déclaré : « Nous ne voulons absolument pas devenir un nouveau Vietnam de l'Asie centrale où les super-puissances se bécotaient par nations interposées ». — (A.F.P., Reuter, A.F.P.)

● **RECTIFICATIF.** — Dans le « Témoignage » consacré à l'Afghanistan et intitulé « Des millions d'hommes souffrent », du docteur Patrick Laburthe paru dans le Monde du 20 août, il fallait lire à la fin du quatrième paragraphe : « C'est le désert saharien » et non « c'est le désert humanitaire ».

sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION
Pour la première fois :
un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est

N° 4 Août-Septembre 80
Vous découvrirez dans les 80 pages de Sudestasie :

Pourquoi l'Inde a-t-elle reconnu le Cambodge ?
L'Asie du Sud-est japonaise ?
Surpopulation et sous-développement en Asie.
L'évolution des tensions socio-économiques dans les pays non-alignés d'Asie.
Sri-Lanka : le thé au cœur de la femme.
Le cœur spirituel de la Birmanie : Shwedagon, la grande pagode d'or.

et notre dossier spécial en 16 pages :
LE TOURISME EN ASIE DU SUD-EST

Tarif annuel d'abonnement : France : 90F et pays d'Europe : 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom _____

Adresse _____

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Iran

L'imam Khomeiny se félicite du « succès sans précédent de la révolution »

Sur le conseil de ses médecins, l'imam Khomeiny cessera, à partir de ce mercredi 20 août, de recevoir des visiteurs. Radjavi, à Téhéran, a demandé mardi soir aux Iraniens de s'abstenir de demander audience au « guide de la révolution », car « chaque étranger met en danger sa santé ».

Tandis que l'on attend la formation du nouveau gouvernement dans les deux prochains jours, l'imam Khomeiny, dans un discours diffusé mardi, a rendu un vibrant hommage au premier ministre désigné, M. Mohamed Ali Radjavi, qui, a-t-il dit, « est issu du peuple et a beaucoup souffert de l'oppression sous le régime du chah ». L'imam s'est félicité par la même occasion de la « révolution » de la « révolution », qui, a-t-il dit, est en place dans toutes les institutions « de la nouvelle République ».

Enfin, en quelques mots, le contrepoint de l'imam, M. Jalaluddin Farsi, membre influent du Parti de la République islamique, a critiqué, ce mercredi, le nouveau président du conseil, le « Mohamed Ali Radjavi », pas les qualités requises pour entreprendre les tâches nationales et de la « révolution ».

Téhéran Times. Ce jugement paradoxal de l'imam Khomeiny, celui de M. Radjavi, à l'égard duquel M. Farsi n'a jamais cessé son animosité. La prise de position de M. Farsi paraît d'autant plus inexplicable aux observateurs à Téhéran que M. Radjavi a été désigné à la présidence du conseil par son propre parti, majoritaire au Parlement.

M. Farsi affirme encore connaître M. Radjavi depuis seize ans. Il a, dit-il, les « défauts inhérents » de ceux de M. Bazargan. Ce dernier insistait sur la compétence technique de ses collaborateurs au détriment de l'idéologie révolutionnaire, tandis que M. Radjavi se préoccupe de celle-ci par priorité sans trop se soucier de l'expérience pratique de ses collaborateurs. M. Farsi indique enfin qu'il refusera tout portefeuille ministériel, notamment ceux des affaires étrangères et de la défense, que M. Radjavi se proposait de lui offrir.

D'autre part, quelque mille huit cents marines ont rejoint la flotte américaine dans la mer d'Oman, à proximité des côtes iraniennes, après avoir quitté le golfe Persique. Cette unité de la nouvelle force d'intervention rapide dispose de tout son équipement lourd, comprenant des chars M-60 et des hélicoptères. — (A.F.P.)

Les tribulations d'un ambassadeur « éprouvé »

La « révolution culturelle » bat son plein en Iran depuis près de deux mois. L'objectif assigné par l'imam Khomeiny : débarrasser le pays et surtout l'appareil de l'Etat des collaborateurs de l'ancien régime et des partisans d'une restauration, déguisée ou non. Cependant, l'opération menée en ordre dispersé par des clans quasi autonomes, aux motivations confuses ou inavouables, s'abat également sur des partis et des personnalités qui s'étaient distingués par leur opposition intrinsèque au chah et dont le loyalisme à l'égard de l'imam Khomeiny n'est pas douteux. C'est le cas, par exemple, d'Amirali, de M. Chamseddine Amirali, dont la mésaventure pourrait illustrer les abus commis au nom du « guide de la révolution ».

Fakhri Rouhani se présente à l'ambassade comme étant « le représentant personnel de l'imam Khomeiny à Paris ». Sur sa demande, l'ambassadeur sollicite pour lui un permis de séjour, que les autorités françaises refusent de délivrer. M. Rouhani, en effet, ne dispose d'aucun document établissant des fonctions dont il aurait été investi. Retour à Téhéran, le religieux qu'il tient pour responsable de ce refus — en déclarant au quotidien Jomhuri Islami, organe du parti républicain islamique, que l'ambassadeur d'Estling « propose à M. Giscard d'Estaing que la France vienne remplacer les Etats-Unis en Iran ». Et s'adressant à M. Giscard d'Estaing, il ajoutait : « N'est-il pas temps d'agir et d'opérer les ambassades iraniennes ? ».

Début juillet, un autre religieux, l'homme d'Etat Hossain Nouri, atterrit à Paris. Il convoque M. Amirali dans le logement d'un étudiant et l'interroge sur ses activités depuis sa nomination comme ambassadeur en juin 1979. « L'accusé » explique qu'il n'a rien à se reprocher : il avait, entre autres, « purgé » l'ambassade de vingt-deux diplomates et employés qui avaient été à l'origine de la SAVAK. Il avait proposé à M. Giscard d'Estaing d'envoyer à Téhéran une délégation pour apurer les contentieux économiques et commerciaux entre les deux pays, et non de substituer la domination de la France à celle des Etats-Unis. Quand la France s'associe aux sanctions européennes contre l'Iran, il émet une solennelle protestation et exprime sa profonde « déception » et sa « frustration » devant l'alignement de Paris sur les positions iraniennes, qui faisaient sceler à Paris, exige sa démission avant de nommer un chargé d'affaires à sa place.

M. Amirali estime être la victime d'une cabale. Pour expliquer l'animosité que lui témoignent M. Giscard d'Estaing, il exhibe un chèque d'un million de dollars tiré sur l'Army National Bank (Fort-Lesbanworth, Kansas) en faveur du ministre iranien des affaires étrangères, et sur lequel on peut lire l'inscription suivante : « Pour la libération des otages américains ». « Ayant intercepté ce chèque, qui m'a été adressé sans doute par erreur, en mai dernier, nous déclarons M. Amirali, je me suis abstenu de la remettre à M. Giscard d'Estaing, qui se doute cependant que ce document compromettait en sa possession ».

M. Amirali a fait parvenir des photocopies de ce chèque à plusieurs « responsables » du président Radjavi, au leur demandant de lui rendre justice. Il n'a pas écrit à l'imam Khomeiny. « A quel bon, nous dit-il, on ne lui remet jamais les lettres qui lui sont adressées... ».

ERIC ROULEAU.

Un chèque intercepté

L'homme d'Etat Hossain Nouri lui pose alors une série de questions sur son passé politique, pourtant irréprochable. M. Amirali rappelle, malgré tout, qu'il avait joué, au début des années 1950, un rôle de premier plan dans la nationalisation du pétrole. Sous le gouvernement Mossadegh, il avait été successivement ministre de l'économie, de l'intérieur et de la justice avant d'être nommé ambassadeur en Belgique. Après le renversement de Mossadegh, en août 1953, il refusa — jusqu'à l'instauration de la République islamique — tout poste officiel, toute activité distribuée dans le secteur privé. Député dans une région désertique dans le sud de l'Iran, emprisonné à trois autres reprises, il avait payé cher sa résistance au régime de Pahlavi.

L'interrogatoire terminé, l'homme d'Etat Hossain Nouri rentre à Téhéran. Deux jours plus tard, le 12 juillet, M. Giscard d'Estaing rappelle l'ambassadeur — en consultation — M. Amirali craint de tomber dans un piège. Il sollicite un délai, son « état de santé » ne lui permettant pas de se déplacer. La semaine suivante, le chef de la diplomatie ira-

nienne, qui faisait sceler à Paris, exige sa démission avant de nommer un chargé d'affaires à sa place.

M. Amirali estime être la victime d'une cabale. Pour expliquer l'animosité que lui témoignent M. Giscard d'Estaing, il exhibe un chèque d'un million de dollars tiré sur l'Army National Bank (Fort-Lesbanworth, Kansas) en faveur du ministre iranien des affaires étrangères, et sur lequel on peut lire l'inscription suivante : « Pour la libération des otages américains ». « Ayant intercepté ce chèque, qui m'a été adressé sans doute par erreur, en mai dernier, nous déclarons M. Amirali, je me suis abstenu de la remettre à M. Giscard d'Estaing, qui se doute cependant que ce document compromettait en sa possession ».

M. Amirali a fait parvenir des photocopies de ce chèque à plusieurs « responsables » du président Radjavi, au leur demandant de lui rendre justice. Il n'a pas écrit à l'imam Khomeiny. « A quel bon, nous dit-il, on ne lui remet jamais les lettres qui lui sont adressées... ».

ERIC ROULEAU.

Washington, Paris, Londres et Le Caire condamnent l'opération israélienne au Sud-Liban

Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Egypte ont condamné, mardi 19 août, la dernière opération militaire israélienne au Sud-Liban. Cette action, affirme un communiqué du ministère des affaires étrangères français, porte atteinte à l'intégrité du Liban et à l'autorité du gouvernement libanais. Elle continue à aggraver la situation dans la région. Elle va directement à l'encontre des efforts exercés notamment par les neuf pays de la C.E.E. en vue d'un retour à la paix au Proche-Orient.

De notre correspondant

Beirut. — L'opération israélienne de la nuit du lundi 19 au mardi 20 août est la plus importante menée au Sud-Liban depuis l'invasion de mars 1978. Elle a été entreprise derrière les lignes de la FINUL, et les casques bleus de l'ONU se sont contentés, au sens littéral, de compter les coups, enregistrant deux mille quatre cent quatre-vingt coups tirés sur le périmètre de l'attaque, qui comprenait trois villages (Arroum, Marat-Al-Tajer, Kharthabeh) et sur le château de Beaufort, datant des Croisés, qui a été plus durement pilonné par l'aviation israélienne que jamais auparavant.

Situé sur un piton rocheux et tenu par les palestiniens progressistes, le château domine toute la région, y compris le nord du territoire israélien. Plusieurs pans de mur et de plafond qui avaient résisté aux siècles se sont effondrés. Les palestiniens progressistes ont assuré avoir repoussé la « tentative d'occupation du territoire par Israël », mais l'attaque s'est soldée par vingt-cinq morts. L'objectif était d'éliminer le commandement confiant par Israël aux milices chrétiennes du commandant Haddad, et surtout de neutraliser la position du château de Beaufort. Selon d'autres sources, les défenseurs auraient eu quarante-quatre tués, Israël, de son côté, a annoncé avoir eu trois morts, dont un officier, et douze blessés, tous rapatriés par hélicoptère.

M. Begin a supervisé le déroulement de l'opération à partir d'un poste de commandement de

campagne en sa qualité de ministre de la défense par intérim. Le chef de l'état-major israélien, le général Rytan, a déclaré que celle-ci avait pour objectif de « garder l'initiative dans les mains d'Israël » dans le cadre d'un « harcèlement systématique » des libanais. Cinq jours plus tôt, une opération israélienne de commando à proximité de la ville de Saida avait déjà fait un mort et six blessés.

On fait état, dans les milieux de l'O.L.P., d'un renseignement transmis par le roi Hussein de Jordanie selon lequel Israël allait exploiter la période de la campagne présidentielle américaine pour accentuer sa pression au Sud-Liban. Dans les milieux officiels libanais, on s'attend à des opérations « coup de poing » répétées plutôt qu'une action continue. On constate, avec amertume, que la communauté arabe et internationale se contente de déclarations cassées ou fausses. Le chef du gouvernement (démisionnaire), M. Selim Hoss, a déclaré : « Comment et pourquoi les Israéliens se modernisent-ils, alors que rien ni personne ne les dissuade d'agir ? » Le ministre des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, a souligné, de son côté, que « les agressions israéliennes sont accueillies avec pusillanimité par les pays capables d'y mettre un terme, et à la dénoncé l'impunité de la monde arabe et y faire face ».

LUCIEN GEORGE.

M. MENAHEM BEGIN DEMANDE A M. SADATE LA REPRISE IMMEDIATE DES NEGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE

Un appel vibrant à la reprise immédiate des négociations sur l'autonomie est l'élément essentiel de la réponse du premier ministre israélien M. Begin à M. Sadate, publiée mardi 19 août à Jérusalem après avoir été remise à M. Mortada, ambassadeur d'Egypte en Israël.

Rappelant que c'est l'Egypte qui, à chaque fois, a pris la décision de suspendre les négociations, le premier ministre israélien a rejeté pas totalement l'idée d'un nouveau sommet Sadate-Begin-Carter avancé par le chef de l'Etat égyptien. Mais il estime qu'un tel sommet devrait être préparé par des contacts discrets entre les trois interlocuteurs, cependant que les négociations se poursuivent.

Un long passage du message de M. Begin est consacré aux articles et caricatures le prenant pour cible dans la presse égyptienne, « les plus durs, selon lui, publiés contre le judaïsme depuis Mein Kampf ». Il exprime son profond regret de ce que l'Egypte n'ait pas selon lui rempli ses engagements de ne plus se livrer à une propagande hostile contre Israël.

● AU CAIRE, les milieux officiels ont réagi en affirmant que le message de M. Begin ne contenait rien de neuf et que l'Egypte est toujours convaincue de l'inutilité de la reprise des négociations sur l'autonomie.

● A BAGDAD, le président irakien, M. Saddam Hussein, a déclaré mardi, que « la meilleure décision à prendre était de laisser des choses sur Tel-Aviv, plutôt que de rompre les relations diplomatiques et économiques avec les pays qui transfèrent leur ambassade à Jérusalem ». « Les obus et les bombes sont la seule issue pour mettre fin à la politique expansionniste d'Israël », a-t-il assuré. — (A.F.P.)

La tension entre Le Caire et Tripoli

L'EGYPTE MENACE DE « PUNIR » LE COLONEL KADHAFI

Le Caire (A.F.P.). — La situation militaire à la frontière égypto-libyenne semble de nouveau préoccuper les dirigeants du Caire et M. Sadate a fait allusion, lundi 18 août, à l'éventualité d'une nouvelle guerre entre les deux pays.

Le chef de l'Etat a lancé, au cours d'une réunion avec les représentants de la presse à Alexandrie, une mise en garde au colonel Kadhaafi et menace de le « punir » s'il se lançait dans une « aventure » contre l'Egypte.

M. Sadate s'est surtout montré préoccupé par l'effet d'armements soviétiques en Libye. Selon les experts égyptiens, Tripoli disposerait de deux mille sept cents chars et de quatre cents avions de combat, dont des Mig-25. Selon une personnalité proche du chef de l'Etat, des rampes de missiles à longue portée, représentant un « danger mortel » pour l'Egypte, seraient alignées le long de la frontière.

Les propos alarmistes de M. Sadate retiennent l'attention dans la mesure où, jusqu'à présent, il tentait, en public, de réduire la tension entre les deux pays. Lorsque la situation à la frontière, en juin dernier, l'avait amené à y rétablir l'état d'urgence, M. Sadate s'était borné à déclarer qu'il s'agissait d'une « mesure préventive » et n'en avait plus parlé ensuite.

Les quotidiens égyptiens font état de contacts secrets entre l'Egypte et des mouvements d'opposition à l'intérieur de la Libye. Ils reproduisent un « appel » lancé par des tribus libyennes au président Sadate, le pressant d'appuyer le Mouvement national des Libyens libérés, hostile au colonel Kadhaafi. Il s'agit, selon les journaux, d'un message écrit transmis au chef de l'Etat égyptien par des membres de ce mouvement qui « se déplacent secrètement à travers les frontières de la Libye ».

AFRIQUE

Ouganda

L'antichambre de la mort

(Suite de la première page.)

C'est qu'il y a deux sortes de citoyens à Kaabong. Ceux de la ville, qui n'ont pas trop souffert de la disette, et ceux des campagnes, où des montagnes alentour, qui ont oublié depuis trop longtemps le goût de la nourriture.

Pour ceux-là, les missionnaires italiens sont très pessimistes. Sœur Giovanna, qui a passé trois ans dans le Karamoja, ne se fait aucune illusion. « La situation est très mauvaise, dit-elle. Personne ne peut sauver cette population. Pour donner à chaque famille, parmi ces soixante mille personnes, 1 kilo de farine par jour, il faudrait une succession ininterrompue de camions pendant plusieurs mois. Dieu seul sait ce qui arrivera. » Puis la petite sœur, qui, de mai à juillet, a vu mourir chaque jour, aux portes de sa mission cinq à six personnes, conclut, avec résignation : « Beaucoup de ces gens sont condamnés à mort ».

C'est qu'il y a deux sortes de villages éloignés des centres, surtout pour ceux qui n'ont pas encore été visités, parce que juchés à flanc de montagne ou perdus dans la savane, que l'action des hélicoptères français

pourrait être la plus utile. L'opération humanitaire n'a pas encore véritablement commencé. Certes, les quarante-deux hommes de la mission, une vingtaine d'officiers, sous-officiers et soldats, et une vingtaine de parachutistes de la 11^e D.P. sont installés depuis dimanche à Soroti, à 350 kilomètres au nord-est de Kampala. Mais un ennui mécanique a retardé l'envoi des hélicoptères, et le premier ne s'est posé que mardi 19 août, en début d'après-midi à Moroto.

Le lieutenant-colonel Pfister, responsable militaire de l'opération, estime que le démarrage réel aura lieu vendredi prochain. Il lui faut, en effet, trois jours de reconnaissance pour évaluer les possibilités d'opérations, et aussi prendre contact avec les diverses autorités, et peut-être surtout avec les missionnaires qui demeurent, de loin, les mieux informés de la situation.

Le pillage des troupeaux

En revenant à Moroto, la piste traverse une région verdoyante sur laquelle on rencontre ces pasteurs karamojos richement parés de colliers, boucles d'oreilles, peignes dans les cheveux, vêtus d'un morceau de toile teint autour de la taille et portant fièrement leur lance. Ils conduisent leurs troupeaux de vaches, leur seule richesse qui fournit le lait et le sang, base de leur nourriture.

C'est le pillage de ces troupeaux, évalués avant la guerre à plusieurs millions de têtes, avant que la sécheresse qui sont à l'origine de la terrible famine qui ravage la région. Tout le long de la piste, des maisons détruites, des villages abandonnés, témoignent de la violence des raids sanglants qui sont le lot presque quotidien des habitants du Nord.

A Kollito, à deux heures et demie de route seulement de Moroto, sont installés au dispensaire un jeune femme médecin et trois auxiliaires de Médecine sans frontières, arrivés il y a une semaine. Ils ont trouvé un hôpital à l'abandon, les infirmiers, qui n'étaient plus payés depuis trois mois, ayant vendu les médicaments pour survivre.

Aujourd'hui, seize personnes sont hospitalisées et mille reçoivent de la nourriture. Le médecin et les infirmiers sont sommairement logés chez le prêtre ougandais du secteur. La maison, promise par le gouverneur, se fait attendre, comme la voiture. Les administrateurs ougandais, qui considèrent l'atténuation dans la province du Nord-Est comme la punition suprême, ne se montrent pas très pressés à collaborer à la lutte contre le fléau.

C'est un spectacle tout autre qui nous attend dans la capitale de la province sinistrée. Moroto, pavlovien, veut visiblement oublier les milliers de fuyards qui sont venus explorer sur ses pelouses et accueillir, avec tous les honneurs qui lui sont dus, M. Milton Obote, le président de l'U.P.C. (Uganda People's Congress), au moment de la fondation de la République de l'Ouganda, comme le proclamait à des milliers d'exemplaires les shirts rouges que portent ses partisans.

Dans la High School de la ville, trois à quatre mille personnes écoutent sagement le discours de leur leader. Chaque phrase est ponctuée de longs applaudissements, et des chants repris en chœur par la foule viennent saluer la fin d'un meeting public, manifestement très bien organisé.

M. Milton Obote effectuait, en trois jours, le tour du Karamoja. La famine, pour lui, a essentiellement deux causes : la sécheresse contre laquelle on ne peut rien, l'insécurité contre laquelle on peut beaucoup. M. Obote assure d'étudier la situation pour présenter des suggestions à son retour à Kampala. Mais l'assurance n'a pas aussi obtenu des chefs des raids, ces pillards qui ravagent le Karamoja en faisant des razzias de bétail, une trêve « jusqu'aux élections » ? Les missionnaires sont sceptiques. Le dernier raid aux portes de Moroto date seulement de quelques jours et les Ougandais qui fréquentent les pistes prêtent l'oreille. Une chose est sûre, le brigadier général Ojok, chef d'état-major de l'armée ougandaise, a rencontré, mardi 19 août, un chef de raids à Moroto.

Pas d'affamés au banquet

M. Obote, lui, ne se déplace qu'avec une escorte solidement équipée : canon, lance-roquette soviétique et une trentaine d'hommes, Kalachnikov en bandoulière et chargeur engagé. L'ancien chef de l'Etat n'a pas de problèmes d'approvisionnement, au banquet de ses partisans, au Moroto Hôtel, réquisitionné pour la circonstance, les plats de viande ne manquent pas et la bière, amenée par camion de Soroti à cinq heures de piste, coule à flots.

Attablé devant sa bouteille de cognac, le chef de l'U.P.C., costume de coton noir défilé, paraissant dix ans de plus que les cinquante-cinq ans que lui attribuent ses biographes, regarde et écoute, dilate les danses et les chants des filles qui se trémoussent et scandent en chœur son nom. M. Obote ne veut pas faire de projets d'avenir bien

qu'il attende, serein, le résultat des élections du 30 septembre prochain. Il assure n'être pour rien dans le coup d'Etat militaire de ses « amis » contre M. Binalasa. « Si M. Ojok avait accepté l'ambassade d'Alger à laquelle le destinait M. Binalasa, après l'avoir révoqué de son poste de chef d'état-major, quelqu'un d'autre aurait agi. M. Binalasa est un homme très bien, dit-il, seulement il a abusé du pouvoir ». Et, condamnation suprême dans la bouche de celui qui a aboli le royaume du Buganda, « il commençait à favoriser les Bugandais, son ethnicité ». Ceux qui l'ont renversé ont « fait acte de sagesse ». L'ancien président ne souhaite pas parler de ses rapports avec le Tazania. Il n'a pas voulu, dit-il, rentrer en Ouganda dans les tourterelles de l'armée tanzanienne pour « garder ses distances ».

Voulant démontrer que sa réputation d'impopularité était fautive, il a attendu qu'on lui prépare la place et que « le peuple le réclame ». Visiblement sa stratégie le satisfait.

Un peu plus tard, Kollito le confortait dans son opinion. Nouveau banquet, mais ici le tri a été soigneusement fait dans les villages alentour et jusqu'à Kaabong. Seuls les bien-portants ont eu droit au transport gratuit et à la bière. Les affamés restèrent à l'écart des agapes. Aucune ombre ne viendra ternir cette fête populaire. Après deux heures de discours enflammés et de chants, l'écotage — brillant allègrement l'essence qui fait tant défaut aux ambulances des organisations humanitaires — repartira pour Abim, plus à l'ouest, pour une nouvelle démonstration d'élégance.

Le chef de l'U.P.C., qui sera peut-être, dans un peu plus d'un mois, le nouveau président de l'Ouganda, aura visité la province martyre et réussi la promesse de ne jamais rencontrer le regard vide de ses concitoyens qui meurent d'avoir été oubliés de tous.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Angola

● LES ELECTIONS LEGISLATIVES EN ANGOLA auront lieu en novembre. La consultation au niveau provincial commencera le 23 août, a annoncé M. Zéferino Esteves, directeur du « département pour l'instauration du pouvoir populaire ». La prochaine Assemblée, destinée à remplacer le Conseil de la révolution (actuel organe législatif), comprendra deux cent six membres. Le vote sera secret. — (A.F.P.)

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AU P.S.

MM. Mitterrand et Rocard tiennent le même langage

M. François Mitterrand, qui était mardi 19 août à 13 heures l'invité du journal de TF 1, en direct de sa bergerie ludoise de Latcha, et M. Michel Rocard, qui achevait mardi soir à Saint-Gilles-Croix-de-Vie un périple de quarante-huit heures dans l'Ouest, ont, dans des termes analogues, vivement dénoncé l'échec de la politique de M. Giscard d'Estaing. Auparavant

M. Rocard avait rencontré M. Michel Crépeau, président du M.R.G. et candidat de ce parti à l'élection présidentielle de 1981.

Les déclarations du premier secrétaire du P.S. relatives à la préparation de cette échéance ne permettent pas de savoir qui, de lui-même ou de M. Rocard, sera désigné comme candidat socialiste.

De notre envoyé spécial

Saint-Gilles-Croix-de-Vie. — MM. Michel Rocard et Michel Crépeau ont déjeuné en tête à tête. Ils ont pu ainsi évoquer l'échec de 1961 et l'hypothèse d'un possible retrait de la candidature du président du M.R.G. si le député des Yvelines est désigné comme candidat du P.S. Une telle perspective est évidemment de nature à favoriser M. Rocard dans la mesure où elle lui permettrait d'apparaître comme celui qui est seul à même de réduire le nombre des candidats susceptibles de nuire au P.S. au premier tour du scrutin de 1981.

Sur ce point, M. Crépeau se montre très circonspect. Sous la pression de son propre parti, le maire de La Rochelle laisse entendre que les conditions d'un tel retrait sont particulièrement difficiles à réunir, ne serait-ce que parce que cette éventualité contrarie fortement le souhait de nombre de radicaux de gauche de voir leur candidat aller jusqu'au bout de sa démarche. Dans ces conditions, le président du M.R.G. s'est contenté de constater que ni lui-même ni M. Rocard ne sont aujourd'hui en position de négocier.

« Nous avons constaté que la situation tactique n'a pas changé depuis dix-huit mois et qu'elle ne changera pas avant six semaines », a d'ailleurs indiqué M. Rocard avant d'ajouter : « Mieux vaut nous consacrer aux problèmes de fond ».

L'intervention télévisée de M. François Mitterrand a confirmé ce diagnostic, encore que le premier secrétaire, qui avait jusqu'à présent retardé l'échec, considère désormais qu'il faut aller plus vite : « aussi la procédure de désignation du candidat, qui s'ouvre le 19 octobre prochain, « ne devrait pas être très longue ».

AU JOURNAL DE TF 1

M. Mitterrand estime que « la situation française est dangereuse »

M. François Mitterrand, qui était interrogé au cours du journal télévisé de 13 heures de TF 1, mardi 19 août, a tracé un bilan des deux derniers mois. Après avoir constaté que « les choses vont de mal en pis », il a déclaré : « Je ne me dis pas que la situation est inquiétante, je la constate », avec les « conflits sociaux multiples », l'« inquiétude paysanne », la « crise de l'université », le « déficit du commerce extérieur », l'augmentation du nombre des chômeurs et la hausse des prix. « Je mets en garde le gouvernement, le président de la République, devant cette accumulation de maux et d'inquiétudes », a-t-il ajouté.

Évoquant notamment le conflit des marins-pêcheurs, M. Mitterrand (voir d'autre part, page 19), a dit : « Le gouvernement semble attendre le pourrissement, donc une situation politique nouvelle (...) pour tenter de jouer sur les réflexes de la peur. » Il a ajouté : « La situation française, telle qu'elle résulte de la politique officielle, est dangereuse ».

A propos des convergences entre les propos qu'il avait tenus dans le journal de TF 1 et ceux de M. Rocard, M. Mitterrand a relevé que ces derniers n'en avaient retenu que ce qui leur plaît. Quant aux critiques émanant des communistes, il a jugé qu'elles relevaient de « l'esprit de système qui caractérise le P.C. ». Le premier secrétaire du P.S. a dit de la politique étrangère actuelle qu'elle était « une politique inconséquente, de faiblesse et de soumission », rappelant à ce propos que le voyage du président de la République, à Varsovie, était « tout à fait inopportuniste » et qu'il avait fait que « conforter » les Russes (voir aussi page 3). Lanciant « un appel à la lucidité », il a affirmé : « La défense de la France repose sur les Français eux-mêmes ».

Au sujet des critiques émises par M. Chirac, le député de la Nièvre a observé : « Quand M. Chirac, membre de la majorité qui soutient de ses votes M. Giscard d'Estaing, (critique), que voulez-vous que je dise sinon qu'il a raison de condamner et qu'il a tort de soutenir... ».

Interrogé sur l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand a rappelé qu'il n'avait pas exprimé « le désir ni l'intention d'être candidat », précisant que, si la question était posée, cela tenait « à des raisons objectives qui tiennent à la situation du pays ». Ayant assuré qu'il « fera tout pour que cette élection soit gagnée » par un représentant du P.S., il a souligné que le processus de désignation du candidat socialiste qui

La mort de M. Bertrand Motte

M. Bertrand Motte, ancien député du Nord, ancien président du Centre national des indépendants et paysans, est mort le 18 août à Ploegresant (Côtes-du-Nord), à l'âge de soixante-six ans (nos dernières éditions d'hier). Ses obsèques auront lieu le 22 août à Ploegresant.

Du « cartel des non » au « pacte de la majorité »

Né le 19 juillet 1914 à Annappes, dans une grande famille industrielle du Nord, M. Bertrand Motte s'orienta vers les activités économiques et sociales dès son retour en France en 1945, après quatre années de captivité. Administrateur de sociétés, il est, de 1954 à 1958, président du centre d'informations sociales des groupements patronaux du Nord et du Pas-de-Calais. Il fonde la société de développement régional de ces départements, puis préside la conférence nationale des comités régionaux d'études.

Conseiller général de Lille Centre de 1951 à 1970, il se fait élire député de la première circonscription (Lille Centre et Ouest) le 30 octobre 1958 et s'inscrit au groupe des indépendants. Membre du mouvement fédéraliste depuis 1947, il ira siéger à l'Assemblée parlementaire européenne en 1959.

Ses qualités humaines, ses talents d'orateur, firent vite remarquer ce conservateur libéral et il fut appelé à présider en 1961 le groupe des députés indépendants, divisés par la politique algérienne et par les conceptions institutionnelles du général de Gaulle. Lors du référendum de 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel, M. Motte est l'un des animateurs du « cartel des non », qui rassemblait les opposants socialistes, centristes et conservateurs. Aux élections législatives qui ont suivi, après la dissolution de l'Assemblée législative en novembre 1962, M. Motte est, avec René Lenoir, élu député de la première circonscription de Lille, le seul à avoir obtenu plus de 100 000 voix. Lui-même se retire après le premier tour bien qu'il ait bénéficié de l'absence défective d'un représentant socialiste. Il continue de se situer dans l'opposition républicaine de droite et condamne « le pouvoir personnel » en réclamant un véritable régime présidentiel. Au deuxième tour des

« C'est du compagnonnage de plus en plus ouvert », écrit mercredi Jean Le Gasselec. Le quotidien du P.C. consacre dans le même numéro des articles critiques à l'encontre de M. Mitterrand. S'il paraît épargner le député des Yvelines, c'est parce que ce dernier prend garde de laisser au premier secrétaire le monopole de la réplique au P.C. Mais ce n'est que partie remise si M. Rocard devient un jour le candidat du P.S.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LE 28 SEPTEMBRE

41.720 grands électeurs désigneront 98 sénateurs

Quarante et un mille sept cent vingt grands électeurs (cent cinquante-trois députés, mille quatre-vingt-huit conseillers généraux et les quarante mille cent vingt-neuf délégués des conseils municipaux) seront désignés le 7 septembre pour le dimanche 28 septembre quatre-vingt-dix-huit sénateurs.

La série A concernée par ce renouvellement intéresse 22 départements où 15 500 grands électeurs sont pourvus ; ceux de MM. Pierre Croze (R.I.) et Jacques Habert

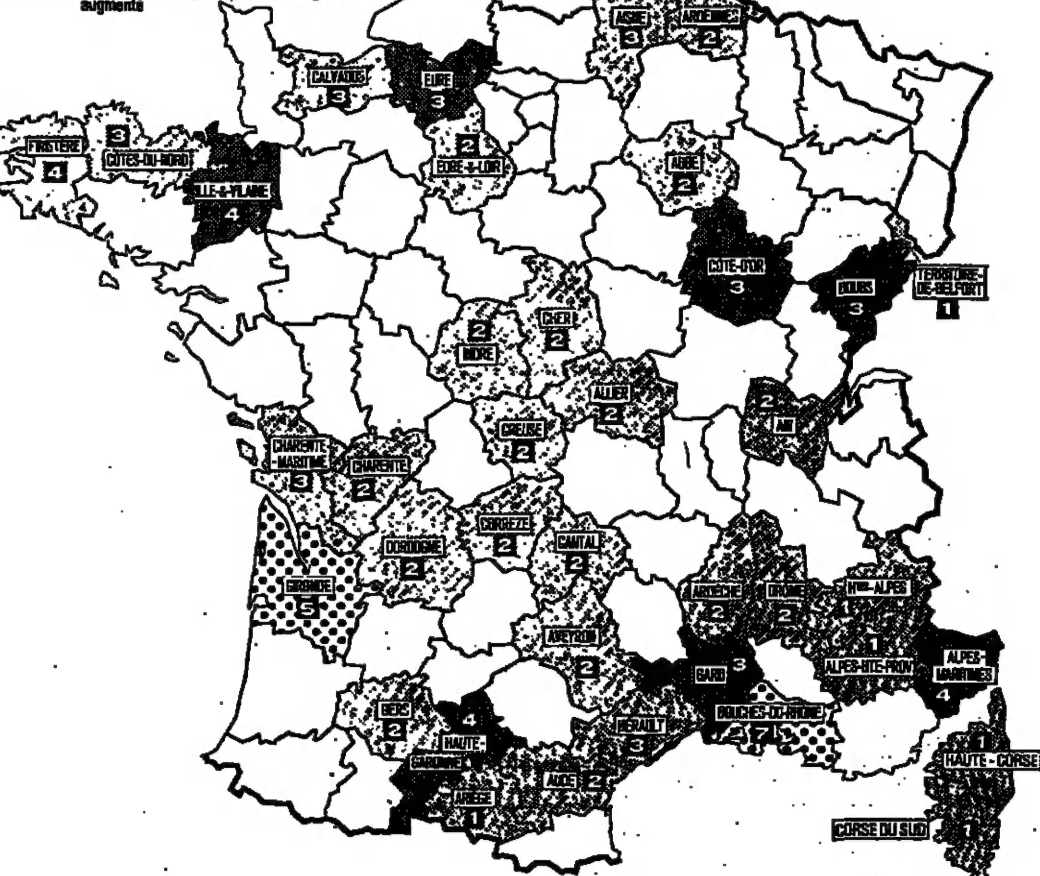
nombre des sénateurs est de cinq ou plus, sont placés sous le régime de la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel. Alors que la majorité des sièges (51,3 %) appartenait à la série C renouvelée en 1977 avait été attribuée selon ce système, ainsi que 17,8 % de ceux de la série B renouvelée en 1974, la série A comporte un pourcentage de 31,9 % seulement de sièges pourvus selon ce mode de scrutin.

Madrelle (P.S., Gironde), Michel Manet (P.S., Dordogne), René Tomassini (R.P.R., Eure), Henri Torre (U.D.F., Ardèche) et Guy de la Verpillière (U.D.F., Ain). Cette liste est susceptible d'être modifiée d'ici au 19 septembre, date limite pour les déclarations de candidatures. Les députés, candidats qui seront élus le 28 septembre devront se démettre de leur mandat initial s'ils choisissent le Sénat. Des élections partielles seront alors organisées dans leurs circonscriptions.

LES TRENTE-HUIT DÉPARTEMENTS MÉTROPOLITAINS CONCERNÉS PAR LE SCRUTIN

Dans ce département :

- l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours ;
- même mode de scrutin, mais le nombre de sièges à pourvoir a augmenté ;
- l'élection a lieu à la représentation proportionnelle ; le nombre de sièges à pourvoir a augmenté.



Les chiffres figurant dans chacun des départements renouvelables indiquent le nombre de sièges à pourvoir.

(non insc.) reconduits le 24 juin dernier (le Monde du 26 juin) par le conseil supérieur des Français de l'étranger, dans leur mandat de représentant des Français établis hors de France ; leur désignation sera ratifiée par le Sénat lors de la première séance publique de la session d'automne.

Quatre-vingt-cinq sièges sont en jeu dans les trente-huit départements métropolitains allant de l'Ain à la Vendée, à l'exception de l'Indre (sauf l'Essonne et les Hauts-de-Seine, mais y compris le Territoire de Belfort), un tiers en Guyane, un en Polynésie française et un aux îles Wallis-et-Futuna.

Par rapport au précédent renouvellement de cette série intervenu en 1971, on compte 10 sièges supplémentaires, créés en application de la loi organique du 16 juillet 1976, qui assure l'adaptation du nombre de sénateurs à la croissance de la population constatée dans le recensement général de 1976. C'est ainsi que neuf départements gagnent des sièges : la Côte-d'Or, le Doubs, l'Eure et le Gard passent de deux à trois ; la Haute-Garonne, la Haute-Saône, la Haute-Vienne, la Mayenne, la Moselle, la Nièvre, la Vendée, la Vienne, la Vosgé, la Yonne, la Corse, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, la Guyane, la Polynésie française et les îles Wallis-et-Futuna.

Après le premier tour de l'élection présidentielle de 1969, M. Motte souhaite que M. Fobert se rallie, sous certaines conditions, à Georges Pompidou, et, peu après, il se sépare, pour tenir compte du « fait majoritaire », du Centre démocrate de M. Lecanue, qui demeure dans l'opposition. En 1975 il est élu président du C.N.I.P., organisation qui restera autonome après une tentative de rapprochement avec la Fédération des républicains indépendants, devenue Parti républicain depuis. Le C.N.I.P. s'associe en 1977 au « pacte de la majorité » dans la perspective des élections législatives de 1978. En octobre 1979, M. Motte ne demande pas, pour des raisons de convenance personnelle et pour des raisons politiques, le renouvellement de son mandat de député, tandis que lui succède M. Philippe Méliand.

M. Motte souhaite que M. Fobert se rallie, sous certaines conditions, à Georges Pompidou, et, peu après, il se sépare, pour tenir compte du « fait majoritaire », du Centre démocrate de M. Lecanue, qui demeure dans l'opposition. En 1975 il est élu président du C.N.I.P., organisation qui restera autonome après une tentative de rapprochement avec la Fédération des républicains indépendants, devenue Parti républicain depuis. Le C.N.I.P. s'associe en 1977 au « pacte de la majorité » dans la perspective des élections législatives de 1978. En octobre 1979, M. Motte ne demande pas, pour des raisons de convenance personnelle et pour des raisons politiques, le renouvellement de son mandat de député, tandis que lui succède M. Philippe Méliand.

M. Fiterman (P.C.) : nous ne sommes les inconditionnels de personne

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., s'exprime, dans l'« Humanité » du mercredi 20 août, à l'occasion d'une campagne (qu'il se développe autour d'une idée : le parti communiste ne veut plus aller au pouvoir ; il a décidé d'attendre que le salut des travailleurs français leur vienne de la victoire des pays socialistes dans le monde).

Sur les 15, comme l'indique le titre de son éditorial, M. Fiterman rappelle que les XXII et XXIII congrès « ont défini une voie française, démocratique, pour aller à un socialisme lui-même démocratique » et qu'« il s'agit là d'un choix inéluctable, d'une décision irrévocable ». L'idée que les communistes français se font de la solidarité avec les pays socialistes « était tout alignement, toute nation de modèle », écrit-il.

« Nous ne sommes les inconditionnels de personne. Nous n'attendons de personne la solution des problèmes de la lutte pour le socialisme en France (...). L'histoire nous a appris et ne cesse de nous rappeler que l'on ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui et moi-même encore contre lui ».

Selon M. Fiterman, les efforts du parti communiste pour imposer le « changement » par l'intermédiaire de l'union des forces de gauche (...) se heurtent à la politique des dirigeants socialistes. « La politique actuelle du parti socialiste constitue un obstacle essentiel au changement, elle entrave l'évolution du pays », écrit-il. M. François Mitterrand lui paraît être le principal responsable de cette « orientation à droite ».

Les luttes des travailleurs ? François Mitterrand est pour, en Pologne ; mais en France, il les regarde comme des « combats d'arrière-garde » et n'en parle que pour souhaiter la conciliation et le retour au calme, estime M. Fiterman. Les fermiers d'entrepreneurs, les licenciements ? François Mitterrand les regrette, mais pour soutenir aussitôt les « plans européens » qui précisément organisent la casse. L'indépendance et la sécurité de la France ? François Mitterrand les évoque, mais d'un même dard, il se fait le chantre d'un renforcement de l'atlantisme atlantique sous la houlette des États-Unis et approuve une relance de la course aux armements et un changement de stratégie militaire qui constituent autant de menaces pour notre pays. Quant à l'union de la gauche, il n'en est plus question. François Mitterrand appelle au rassemblement autour du parti socialiste et ne perd pas une occasion d'adresser les communistes.

Pour sa part, Jean Le Gasselec commente dans l'« Humanité » les propos tenus mardi 19 août sur TF 1 par M. François Mitterrand. Il estime que le premier secrétaire du P.S. s'est surpassé dans le rôle de chevalier de l'atlantisme « et qu'il a réitéré de participation à la gestion royale de la capitale ».

« M. Gustave Dedecker (P.S.), ancien conseiller général, vient de donner sa démission de maire de Croix (Nord). Entré à l'occupation, ces fonctions depuis 1960 date à laquelle il avait succédé à un socialiste M. Henri Seigneur. Deux conseillers municipaux s'étant également démis de leur mandat, pour raisons de santé et deux autres étant décédés, une élection partielle pour cinq sièges sera organisée à la fin du mois de septembre. — (Corresp.)

Le Monde

Société

Après les déclarations du maire communiste contre « les bandes de jeunes Nord-Africains »

La municipalité de Venissieux s'efforce de lutter contre la délinquance juvénile

De notre correspondant régional

Lyon. — Le député et maire communiste de Venissieux (Rhône), M. Marcel Houët, vient de condamner les auteurs de violences. En pleine discussion du projet de loi « Sécurité et Liberté », le premier magistrat de Venissieux « ville ouvrière rouge », avait choisi la fermeté : « Nous irons jusqu'à l'expulsion de certaines familles dont les membres auront été reconnus coupables d'actes de violence, de vandalisme, d'agressions. Nous n'hésiterons pas, surtout s'il s'agit de récidivistes, à les exclure avec leur famille de notre communauté et des frontières de Venissieux » (« Le Monde » daté 14-15 juin).

Ces propos, ajoutés à des formules malheureuses sur des défilés commis par « des bandes de jeunes Nord-Africains », ont suscité la réprobation. Sans les excuser, ces déclarations reflètent, malgré les efforts de la municipalité en faveur des jeunes, l'impuissance des éducateurs devant la violence d'une minorité.

Venissieux compte soixante-cinq mille habitants. Trente-cinq mille d'entre eux sont concentrés dans l'agglomération de la ZUP des Minguettes. Dans cet univers de parcellisations de la ville, 50 % de la population a moins de dix-neuf ans. Il y a dans ce secteur dix-sept mille jeunes de moins de vingt-cinq ans dont 35 à 40 % d'immigrés ou d'antillais. Ces derniers, « qui appartiennent à une autre culture que la nôtre », indique le député et maire, « ajoutent au folklore ».

S'alarmant de la multiplication des incidents, déprédations ou vols, M. Marcel Houët est compris de sa population lorsqu'il parle le langage de la fermeté. Il n'oublie pas le danger du racisme : « Certaines lettres de plainte sont ouvertement racistes. C'est précisément pour éviter ce danger que nous menons une action de sensibilisation à l'égard des jeunes, renforcement de la sécurité ».

Comme la quasi-totalité des maires des grandes villes, M. Houët demande régulièrement des renforts de police. Ses démarches sont périodiquement satisfaites. Le 25 juin, le préfet de police du Rhône a annoncé l'arrivée de six « hôtesses » et d'un car de police-secours supplémentaire qui sera basé à Venissieux avec vingt-deux gardiens. Mais le maire veut surtout sensibiliser les parents. « Créer des conseils de tour, des unions de quartier permettrait, assure-t-il, de restituer un sentiment de solidarité. Il ne sera pas aisé de trouver des volontaires pour ce service d'auto-protection non armé ».

En d'autres termes, M. Houët évoque la nécessité de « conscientiser les parents ». Sur le terrain, en pleine ZUP, dans un quartier réputé difficile — « la Démocratie », il aurait, avec son équipe, bien des raisons de céder au découragement. Le jour de notre visite, la minuscule permanence de ses éducateurs venait d'être cambriolée : la boîte aux lettres défoncée marque le souvenir du passage récent des enfants du quartier venus brûler les lettres. Devant la porte, au rez-de-chaussée d'une R.I.M., les débris d'une voiture calcinée.

Malgré ce sombre tableau, M. Houët se bat contre la fatalité de la violence. Une violence quotidienne au ras du trottoir. Bannière mais traumatisante : chapardage, dégradation, destruction de portes de caves, badigeonnage des cages d'escalier. L'énumération et la répétition de ces petits délits ne sont pas étrangers à l'exode de la population vers des lieux plus calmes. La ZUP de Venissieux compte mille trois cents logements vides. Les employés et les cadres moyens sont partis. La plupart ont opté pour l'achat ou la location d'un « pavillonnaire » dans la campagne proche.

Ces départs ne sont pas numériquement compensés par l'arrivée de nouveaux habitants. Dans ces conditions, pour éviter le choc des ethnies, on cherche des parades. A commencer par la plus rassurante et la plus encourageante : la fête. Il y a quelques semaines, la fête des Antillais a été une réussite. Les habitants sont descendus dans la rue pour danser. Des manifestations culturelles sur la Maghreb ont eu lieu dans la ZUP peu de temps après.

CLAUDE RÉGENT.

Le Centre de vacances pour handicapés d'Izaux est rouvert sur décision du préfet des Hautes-Pyrénées

La préfecture des Hautes-Pyrénées a décidé, mardi 19 août, la réouverture d'une partie du centre de vacances pour handicapés d'Izaux qui avait été fermé à compter du 13 août (« Le Monde » du 14 août) pour insubordination.

Les autorités préfectorales ont estimé que les assurances qui leur ont été données le lundi 18 août par M. Gérard Navarro, directeur du centre de loisirs Midi-Pyrénées, gestionnaire de l'établissement, réglaient les problèmes les plus urgents de la sécurité des enfants handicapés. Ces assurances portent sur la non-violence du deuxième étage de la colonie, où des aménagements ultérieurs auront lieu. De plus, M. Navarro a accepté de doter, à la demande des autorités, le bâtiment d'un nombre supplémentaire d'extincteurs d'incendie et de remédier aux insuffisances des installations électriques. Pour la surveillance médicale, les handicapés seront visités quotidiennement par un médecin local. Une infirmière sera attachée en permanence au centre qui recommencera de fonctionner comme prévu jusqu'au 2 septembre.

Une quarantaine d'adolescents et d'adultes handicapés de la région Midi-Pyrénées qui avaient dû quitter le centre pour aller achever leurs vacances. Le directeur de l'établissement, M. Quilès, a interrompu la grève de la faim qu'il avait entreprise ; il avait reçu de nombreux témoignages de solidarité.

M. Navarro, de son côté, n'estimait pas fondées les accusations portées contre le centre pour justifier sa fermeture. Il estime notamment que l'établissement était parfaitement en règle avec l'administration, que la législation relative à l'enfermement était pleinement respectée. L'assistant sanitaire, ajoutant, était contractuellement à ce qui en a été dit, tout a fait qualifié ; il est pharmacien diplômé, breveté secouriste réanimateur.

Les activités de la FANE DISSOUDRE OU PAS ?

Cela fait trois mois que le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, et les services de la place Beauvau étudient l'éventuelle dissolution de la FANE (Fédération nationale des associations nouvelles européennes), groupement néo-nazi. Tout au long de ce trimestre, le ministre de l'Intérieur a, en effet, examiné si les « garanties » et les conditions juridiques à requies pour une dissolution étaient réunies.

Cet examen n'est pas terminé. Les services du ministre y travaillent encore. Faut-il ou ne faut-il pas dissoudre ? Telle est leur question. Pour sa part, à l'issue des événements marquants du combat, pour la libération de Paris, M. Bonnet a presque tranché : « Certaines dissolutions sont prévues dans le passé, a-t-il déclaré devant la presse, ne laissent sceptiques quant à l'efficacité de cette mesure. » La remarque du ministre est d'autant plus fondée que le temps — sinon la lecture — mis à étudier ce dossier a permis à la FANE de déclarer, le 11 juillet, à la préfecture de police de Paris, deux associations sœurs.

Le ministre de l'Intérieur peut toutefois être amené à considérer d'autres paramètres. Ainsi, une dissolution peut constituer, selon lui, « une satisfaction pour l'opinion publique ou un symbole ». En revanche, philosophie politique oblige : « On ne gouverne pas de façon cyclotymique en fonction d'un événement ou d'une campagne de presse. » Alors ? Dissoudre ou pas ? — L.G.

Des manifestations culturelles

A l'hôtel de ville, un « service jeunesse » coordonne les actions menées autour de quatre priorités : la sensibilisation des enseignants ; l'animation de quartier ; la prévention de la délinquance ; la sécurité de la population. L'originalité de ce programme aux ambitions volontairement limitées (« Je s'agissait », explique Mme Josette Lacombe, conseillère pédagogique du service jeunesse, de limiter les tensions ») réside dans une politique volontariste d'animation. En essayant de satisfaire les besoins exprimés, dont le plus fréquent est le besoin de locaux, les animateurs professionnels ou bénévoles viennent désamorcer une délinquance de plus en plus précoce. « On est parfois déçu par la violence d'une minorité », reconnaît Mme Lacombe.

Le maire est satisfait de ses contacts avec l'Armée des Algériens de France ou d'autres organisations d'étrangers. Tous condamnent le sacage des écoles — l'une d'entre elles a été incendiée, les destructions systématiques. Mais M. Houët sait bien que l'autorité ne suffit pas. Le père d'une famille nombreuse, s'il travaille à l'usine, ne peut intervenir en permanence pour l'éducation de ses enfants. S'il est étranger, ses conceptions ne coïncident pas toujours avec un mode de vie européen.

Dans ces conditions, pour éviter le choc des ethnies, on cherche des parades. A commencer par la plus rassurante et la plus encourageante : la fête. Il y a quelques semaines, la fête des Antillais a été une réussite. Les habitants sont descendus dans la rue pour danser. Des manifestations culturelles sur la Maghreb ont eu lieu dans la ZUP peu de temps après.

CLAUDE RÉGENT.

icd institut technique du commerce et de la distribution

RECRUTEMENT IMMÉDIAT DE LA PROMOTION 80-82

L.I.C.D. (Institut technique du Commerce et de la Distribution) est une école de gestion spécialisée dans un secteur dynamique et en expansion : la distribution.

30 jeunes gens et jeunes filles, de niveau Bac à Bac + 2, âgés de 18 ans au moins, seront sélectionnés pour suivre, 2 ans de formation technique, organisée en alternance (1200 heures d'enseignement, 1200 heures en entreprise) en liaison avec les entreprises et les milieux professionnels, débouchant rapidement sur un diplôme et des postes de responsabilités.

L'admission est prioritairement réservée à des jeunes attirés par le concret, motivés par le commerce et l'animation des surfaces de vente.

Renseignements et inscriptions :

I.C.D., 11, rue Viotte, 75017 Paris. Tél. : 766.23.80

Établissement privé d'enseignement à but non lucratif

Elisabeth Badinter. L'amour en plus.

Histoire de l'amour maternel. XVII^e-XX^e siècles. 376 pages.

FLAMMARION

Elisabeth Badinter. L'amour en plus.

Histoire de l'amour maternel. XVII^e-XX^e siècles. 376 pages.

FLAMMARION

JUSTICE

Faits et jugements

Le directeur d'un hebdomadaire communiste de Seine-Maritime maintenu en détention.

Après l'incarcération le lundi 11 août à Rouen de M. Michel Barrière, âgé de quarante-trois ans, directeur politique de l'hebdomadaire communiste local l'Avenir de la Seine-Maritime pour « violence et voies de fait à l'égard de la justice », une délégation d'élus communistes a été reçue mardi 19 août par M. Pierre Cordier, procureur général à Rouen, pour demander la libération de M. Barrière, détenu « arbitrairement ». Cette délégation était notamment composée de M. René Bourgeois, député et maire de Dieppe, Jacques Eberhard, sénateur de Seine-Maritime, et Jean Malvasio, secrétaire de la Fédération communiste de la Seine-Maritime.

Dans une conférence de presse tenue mardi 19 août, la fédération locale du P.C.F. a insisté sur les « conditions « scandaleuses » dans lesquelles est détenu M. Barrière : seul dans une cellule, au quartier des mineurs, sans accès à la bibliothèque. On lui aurait même refusé du papier pour écrire.

Selon M. Jean-Louis Samat, juge d'instruction, cette détention pourrait durer « pour les besoins de l'instruction ». M. Barrière, qui est professeur de lettres au Petit-Quevilly (Seine-Maritime), soutient qu'il n'était pas à Rouen le jour des faits qui lui sont reprochés, et ce malgré le témoignage de plusieurs personnes. Si ces témoignages étaient confirmés, M. Barrière pourrait en outre être incriminé d'outrages à magistrat.

Les policiers n'aiment pas être photographiés.

M. Philippe Charluet, vingt-deux ans, n'était qu'un promeneur anodin parmi tous les touristes du samedi 16 août. Avec deux amis australiens, il avait passé l'après-midi du côté des Halles et de Beaubourg, faisant pour elles des photographies souvenirs.

Vers 19 heures, Philippe et ses amis arrivèrent rue de la Harpe, où la police vient de disperser un troupeau d'habitants d'un quartier. Trois gardiens de la paix leur mission accomplie, s'en vont. M. Charluet les photographie, partant, de dos, pensant que « cela fera une jolie carte postale », et continue son chemin. Deux hommes en civil s'approchent de lui, sortent une carte et disent : « Police, vos papiers ».

« J'ai sorti mes papiers, affirme M. Charluet, mais en même temps j'ai demandé à voir leurs cartes et j'ai vu à haute voix la matricule de l'une d'elles. Ils m'ont tout de suite dit que c'était un outrage à agent. » On décide de l'emmener. Il refuse et reçoit des coups avant d'être conduit, avec l'une de ses deux amis, au commissariat du cinquième arrondissement.

Son amie sera relâchée quelques heures plus tard. Lui, passera la nuit au commissariat, après avoir été conduit sur sa demande à l'hôpital Cochin — où il obtiendra un arrêt de travail de huit jours, avec la recommandation de porter une minerve autour du cou. « Je reconnais avoir opposé à cette arrestation une résistance par inertie », ajoute M. Charluet, car je trouvais ces procédures tout à fait déplaisantes et arbitraires, mais c'est tout. Or, le dimanche matin, avant de me relâcher, le commissaire m'a montré cinq dépositions de policiers qui disent avoir vu les faits. On m'a dit que cette affaire allait suivre son cours et être portée devant la justice ».

Non-lieu

pour M. Maurice Lourdes.

M. Maurice Lourdes, membre de la direction de l'Union régionale C.G.T. Ile-de-France, a été acquitté le 17 mars de « menaces de mort, ou d'atteintes sous conditions de violence et voies de fait avec préméditation » (« Le Monde » daté 8-10 mars), à l'occasion d'un procès d'une ordonnance de non-lieu signée par M. Emile Cahé, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, l'un des anciens de la Seine et la Vigilante réunis. M. Abdallah avait en effet affirmé publiquement, au cours d'une conférence de presse de la C.G.T., avoir été payé pour cesser des violences, le 25 mars 1979, lors de la manifestation à Paris des ouvriers sidérurgistes lorrains. Par la suite, M. Abdallah s'était rétracté, affirmant avoir parlé sous la contrainte de militants cégétistes.

M. Lourdes — qui est aussi l'un des principaux responsables du service d'ordre de la C.G.T. — a toujours soutenu qu'il était l'objet d'une provocation et d'une « machination policière », déclarant : « Je suis persuadé que la vérité éclatera au grand jour. » A de nombreuses reprises, la C.G.T. avait exigé un non-lieu immédiat.

Dans un communiqué commun, l'Union régionale C.G.T. Ile-de-France, la Fédération C.G.T. de la Seine et le comité interprofessionnel C.G.T. du Livre parisien déclarent : « Ce non-lieu permet d'apprécier à leur valeur les provocations menées sur les ordres du pouvoir contre les travailleurs et leurs organisations syndicales. Il est aussi un encouragement pour obtenir des reculs partout où les libertés sont menacées, et il doit servir à faire toute la lumière sur les événements du 25 mars et sur les agissements antisyndicaux et antidémocratiques des hommes au service du gouvernement et du patronat. »

Le 8 mai 1979, une explosion d'origine criminelle avait détruit la voiture de M. Lourdes à Mitry-Mory (Seine-et-Marne). Cet attentat avait été revendiqué par un « réseau honneur de la police ».

FAITS DIVERS

Près de Varsovie

UN ACCIDENT FERROVIAIRE A FAIT SOIXANTE-NEUF MORTS

Varsovie (A.F.P.). — Un accident ferroviaire s'est produit, mardi 19 août, le matin vers 4 h. 45 (h. loc.) (2 h. 45 G.M.T.), dans la région de Torun (290 kilomètres au nord-ouest de Varsovie). L'Agence PAP souligne que deux wagons d'un train de voyageurs (Kolobrzeg-Lodz) ont été écrasés par un train de marchandises qui arrivait en sens inverse. L'accident serait dû à une panne de signal. Le train de voyageurs provenait d'une station de villégiature de la côte baltique, à 290 kilomètres à l'ouest de Gdansk.

Le premier secrétaire du parti polonais, M. Giersek, et le premier ministre, M. Babinski, ne sont rendus dans la matinée sur les lieux de la catastrophe.

L'accident a fait soixante-neuf morts, a annoncé mardi soir l'agence PAP, sans préciser si ce bilan, fait définitif. La moitié des cinquante blessés ont pu regagner leur domicile après avoir été soignés.

● El Cordobes blessé. — Manuel Benítez, dit El Cordobes, a été encorné, le lundi 18 août dans l'après-midi, durant une corrida qui avait lieu dans la région de Tolède. Le célèbre torero, qui a repris les chemins de l'arène l'an dernier à quarante-trois ans, venu à bout d'un premier taureau, a été atteint d'un coup de corne à la cuisse par un second. Après une nuit difficile à la clinique Nuestra Señora de Loreto de Madrid, il semble aujourd'hui qu'El Cordobes se remettra normalement de son accident.

LE MONDE

mat chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières

Vous y trouverez peut-être

LA MAISON

que vous recherchez

ÉDUCATION

La formation de la nouvelle carte universitaire

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux.

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées, sauf pour les doctorats de troisième cycle.

Les listes précédentes ont été publiées dans nos éditions des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14 et 19 août.

Sciences économiques
Troisième cycle

ANALYSE ÉCONOMIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Dijon, Lille-I, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Paris-I, Institut d'études politiques Paris.

Sont supprimés : Caen, Besançon.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Angers, Besançon, Bordeaux-I, Caen, Clermont-Ferrand-I, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Limoges, Lyon-II, Montpellier-I, Nancy-II, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-IX, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII, Institut d'études politiques Paris.

HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-I.

SYSTÈMES

ET STRUCTURES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-VIII, Paris-X.

MONNAIE-FINANCE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Clermont-Ferrand-I, Grenoble-II, Lyon-II, Orléans, Paris-I, Paris-II, Paris-X.

Est créé : Aix-Marseille-III.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Clermont-Ferrand-I, Grenoble-II, Lyon-II, Orléans, Toulouse-I, Paris-I, Paris-II, Paris-X.

Est supprimé : Limoges (D.E.A.).

ÉCONOMIE DE PRODUCTION

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de

troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Lyon-II, Nice, Rennes-I, Toulouse-I.

ÉCONOMIE EUROPÉENNE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Strasbourg-I, Paris-I.

Est supprimé : Aix-Marseille-III (D.E.A.).

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Paris-I, Paris-IX, Paris-X, Paris-XIII.

Est supprimé : Angers.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Paris-I, Paris-IX, Paris-X.

ÉCONOMIE DES RESSOURCES HUMAINES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Paris-I, Paris-IX, Paris-X, Toulouse-I (D.E.A.).

ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-I, Grenoble-II, Nancy-II, Paris-I, Paris-II.

Est supprimé : Paris-I (D.E.A.).

ÉCONOMIE PUBLIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-I, Paris-X, Paris-XII.

Est supprimé : Poitiers (D.E.A.).

ÉCONOMIE RÉGIONALE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Montpellier-I, Saint-Etienne.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Montpellier-I, Saint-Etienne.

Est supprimé : Clermont-Ferrand-I.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Clermont-Ferrand-I, Paris-IX.

GESTION FINANCIÈRE

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

GESTION NON-MARCHANDE

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

● Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-IX.

SCIENCES

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN EUROPE OCCIDENTALE

Un forage à l'horizontale a été réussi à Lacq

La Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) et l'Institut français du pétrole (I.F.P.), associés pour l'opération, viennent de réussir un forage à l'horizontale dans la couche productrice de pétrole de Lacq supérieur (Pyénées-Atlantiques). C'est la première fois en Europe occidentale qu'un tel succès est enregistré.

Le forage de Lacq supérieur a commencé par être exécuté « banalement » à la verticale, sur une hauteur de 78 mètres. Ensuite, le puits a été progressivement dévié de 1 degré par 10 mètres forés, selon les techniques classiques pour ce genre d'opération (le Monde du 21 juillet 1979).

Parcourant ainsi un arc de cercle de 573 mètres de rayon, le puits a atteint le toit de la couche productrice à 643 mètres sous la surface du sol. Le forage ayant alors une longueur de 811 mètres et une inclinaison de 70 degrés par rapport à la verticale. Le forage dévié a encore été continué jusqu'à ce que le trépan soit parvenu à la profondeur de 663 mètres sous la surface du sol.

A partir de ce point, le forage a été continué à l'horizontale sur une longueur de 170 mètres, le poids sur le trépan étant, comme dans les opérations plus classiques, obtenu par la seule gravité transmise par le train de tiges.

Son extrémité était à une distance horizontale de 793 mètres à partir de la verticale passant par le haut du puits. La longueur totale du forage a été de 1 066 mètres.

Sur le tracé horizontal, trois carottes de 8 à 10 mètres de longueur totale ont été prélevées ; la dernière a même permis de comprendre que le forage était en train de sortir de la couche pro-

ductrice, qui a la forme d'un anticlinal.

L'essai technologique de Lacq supérieur a été réalisé avec du matériel existant. Le trépan a été actionné selon les phases du forage, tantôt par le train de tiges mû depuis la surface par rotary, tantôt par un moteur de fond fixé à l'extrémité du train de tiges, celui-ci faisant alors service seulement de porteur et de transmetteur du poids nécessaire à l'attaque de la roche. En outre, ce puits expérimental a été garni, comme tous les forages pétroliers, de tubes d'acier, eux aussi classiques. Les appareils de mesure ont été descendus, à l'intérieur du train de tiges, grâce à un courant de boue qui a permis leur parcours horizontal.

Les forages à l'horizontale présentent plusieurs avantages :

● Ils augmentent la productivité des puits puisqu'ils pourront suivre la couche productrice au lieu de la traverser de haut en bas, ce qui permettra d'allonger très sensiblement la longueur du drain (colonne perforée qui collecte le pétrole vers le puits). De même, la longueur du puits dans la couche productrice favorisera la récupération, par injection de vapeur, des pétroles lourds qui doivent être réchauffés pour pouvoir être pompés (c'est le cas, en général, à Lacq supérieur). Ainsi, le drain, mis en place horizontalement à Lacq supérieur, a-t-il une longueur de 275 mètres environ, alors que la couche productrice n'est haute que de 25 mètres.

● Ils vont chercher le pétrole loin de l'aquifère situé à la base de toute couche productrice d'hydrocarbures, ce qui retardera la remontée de l'eau vers le puits.

Les forages horizontaux pourraient aussi favoriser la fractu-

ration hydraulique des veines de charbon qui constitue la première et indispensable opération de la gazéification *in situ* du charbon. Sans réseau de fissures créées dans le charbon (roche imperméable), il est impossible, en effet, d'amener l'oxygène nécessaire à la combustion de la veine (le Monde du 6 avril 1979).

Certes, le Groupe d'étude de la gazéification souterraine du charbon, qui réunit Gas de France, les Charbonnages de France, l'Institut français du pétrole, le Bureau de recherches géologiques et minières et, depuis peu, la Compagnie française des pétroles, a réussi, de novembre 1979 à avril 1980, une première opération de fracturation dans une mine de Bruy-en-Artois.

Une première expérimentation de « rétrocombustion », destinée à créer dans la veine le « chenal » indispensable à la combustion proprement dite, devrait avoir lieu prochainement (les fissures dues à la fracturation hydraulique sont insuffisantes pour la combustion de la veine).

Mais, là encore, un forage à l'horizontale devrait permettre d'augmenter la longueur du segment où seront pratiquées les injections d'eau sous très forte pression grâce auxquelles le charbon est fracturé, et d'autant plus que les mines de charbon françaises n'ont que quelques mètres d'épaisseur. Avec un forage vertical classique, les injections d'eau se font en un seul point à partir duquel le système de fissures doit se propager, sur quelque 60 ou 70 mètres, jusqu'au forage voisin. Avec une fracturation faite par forage horizontal, on arriverait sans doute à créer du premier coup le « chenal ».

YVONNE REBEYROL

Vous avez besoin d'une banque internationale? 5 raisons pour lesquelles vous devriez consulter la Rabobank Nederland.

1. La Rabobank est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais. Elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire, aussi bien en Hollande qu'à l'étranger.

L'importance de l'industrie agro-alimentaire, compte tenu des importations et des exportations hollandaises, donne à la Rabobank Nederland* une connaissance constamment mise à jour du financement du commerce international.

2. 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank. Cela la place dans une position idéale pour répondre aux besoins de financements à court, moyen et long terme.

3. La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations, dans le domaine des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

4. La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3 100 établissements répartis sur les 41 000 km² de la Hollande. C'est donc l'assu-

rance d'un service adapté à travers tout le pays.

5. Un bilan total dépassant 86 milliards de florins (environ 45 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

La Rabobank Nederland fait partie de l'Unico Banking Group qui réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36 000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Pour plus de renseignements : Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharinesingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Téléphone : (0)30-362339. Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Téléphone : (0)611-751076/751077.

Rabobank

Le Maître Hollandais en Matière de Banque.

*Membre du UNICO BANKING GROUP.

préparations d'été ou annuelles et par correspondance

SCIENCES-PO

2 centres : bd saint-germain (près Sc. Po) ou neuilly

CEPES 57, r. Ch.-Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE

MÉDECINE PHARMACIE BIOLOGIE

2 ans par semestre à partir du 1^{er} février - 3 semestres en soirée en sept.

IFESUP 100, rue de la République, 93000, 325.63.30

مركز من الأصل

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — Voyant vers l'Algérie après l'écroulement de sa fille, le docteur Rieux découvre des émigrés propriétaires, des Français titulaires de biens, et un certain Saïd aux « sandales » prun.

Mercredi 20 août.

« Tu permets que je baise ? » Saïd plonge entre les monceaux de valises, et pose ses lèvres contre le sol. Personne ne le remarque. Il fait presque nuit dans la gare maritime d'Oran. Bientôt deux heures que les passagers de l'El Djazir en provenance de Marseille piétinent aux guichets de la douane.

« C'est votre papa qui m'a appris le coup du baiser à la terre chérie, commente Saïd. Et il a du mérite, lui : il doit se mettre à quatre pattes sans perdre sa calotte. Même que ce détail a l'air d'angoisser tout l'entourage ! » Rieux hâle à sourire. Il comprend mal ce que Saïd attend de lui. Tout à l'heure, pendant l'accostage, le jeune émigré l'a rejoint précipitamment au pont supérieur. Ils ne s'étaient plus croisés à bord depuis leur rencontre, le matin, avec les explorateurs poitevins.

« Il faut que je le dise à quelqu'un, a bredouillé Saïd. C'est la première fois que je mets les pieds en Algérie ! » Il a résumé ce qu'il appelle son « C.V. », son curriculum vitae, avec le besoin subit de se confesser au premier venu que Rieux constate, à l'hôpital, chez certains mourants. Il est né il y a vingt ans, à Barbes, après six frères et sœurs, d'un Algérien de Tlemcen et d'une Kabyle. Son père travaillait chez Renault, et sa mère comme bonne chez une avocate. Ils ont « poussé » Saïd jusqu'au bac. Tout en bricolant comme garçon de bureau, le fils a fait du droit et de la socio. Ses parents sont rentrés au pays depuis deux ans. Il va les voir dans leur montagne, et « se rendre compte s'il fera un jour sa vie dans son pays ».

Par réciprocité, Rieux s'est cru obligé de décrire les raisons de son voyage en masquant ce qu'il jugeait contraire à sa dignité. Il rendait visite au futur beau-père de sa fille Isabelle, M. Khedded, à Mansourah.

« C'est à côté de chez le dabe, s'est réjoui Saïd. Je l'emmène. »

أشرب

Ils approchent enfin des douaniers. Saïd utilise son mauvais arabe appris en famille à Paris pour protester contre la lenteur des formalités. Un gradé le croit vivement à sa place. Rieux croit entendre l'expression : « shab' facieuses ! ». Il en demande le sens.

« Quelque chose comme « sale émigré », dit Saïd. Lui aussi, on est « d'ailleurs », et mal vu. Je commence à avoir l'habitude ! »

De fait, les douaniers lui cherchent noise, alors que Rieux passe sans peine.

Tout juste al on ne le salue pas, comme « avant ».

« Et toi ? », demande Saïd une fois dehors. Tu es déjà venu en Algérie ? »

Rieux redoutait la question. Il se souvient des drôles de curiosités qui le traversent encore, quand il croise des touristes allemands d'un certain âge. « Et si c'était lui, ce bon gros à Mers-El-Kébir, au Cherche-Midi, en 1943 ? » Rieux parle de son rappel sous les drapeaux, en 1955. Il s'empresse de préciser que, comme médecin à Alger, il ne faisait que « réparer les pots cassés des deux côtés ». Le détail semble laisser Saïd indifférent.

« J'étais pas né, dit-il. Et Oran, tu connaissais ? »

أشرب

Rieux y est venu, en permission. Il voulait absolument voir Mers-El-Kébir. Jeune lycéen, l'attaque de la flotte française par les Anglais l'avait bouleversé. Le nom de la base, pense-t-il aujourd'hui, y était pour beaucoup. Il s'est réitéré les télégrammes absurdes de l'amiral Gensoul en arpentant les mûles déserts. L'histoire lui paraissait une vaste duperie. Elle n'avait laissé aucune trace visible, après seulement seize années. En 1980, c'est bien plus de temps qui le sépare de 1955 : que retrouvera-t-il ?

« Joubilais, ajoute Rieux : je voulais aussi vérifier si l'Oran de Camus était ressemblant. C'était bien le moins avec mon nom... »

Saïd se tape le front. Sur le bateau, le nom de Rieux lui avait dit quelque chose. Il ne savait quel. Ça lui revient : le médecin de la Peste, aussi, s'appelait Rieux !

Les voici sur la corniche. Le vent de mer balance les palmiers devant les façades d'un ocre nicols. Des centaines de jeunes marchent joyeusement au milieu des rues, comme pour une retraite aux flambeaux.

« Camus parle d'une cité grise, dure et insignifiante, dit Rieux. On voit qu'il était d'Alger, et chauvin, comme tous les Algérois. »

Les hôtels de la ville étant complets, et consultant d'aller voir aux « Andalouses », Rieux et Saïd prennent un taxi pour cette station balnéaire, à 20 kilomètres à l'ouest d'Oran. Au passage, ils doublent les « dingues du désert », en train de réparer une roue crevée de leur 2 CV. Saïd leur dédie un bras d'honneur bien senti. Ses réactions contradictoires déconcertent Rieux. Si la route s'encombre, l'émigré fulmine : « Regarde-moi ces débiles, pas foutus de régler la circulation ! Et si la voie se vide : Regarde-moi ces peumés, pas fichus de s'acheter des bagnoles ! Juste bons à nous en construire, et encore !... » Rieux ne sait plus, ni lui non plus, qui, des Français

Roman-reportage de Poirot-Delpech

III. — Lumière orange sous une porte

prouver en tripotant vainement les fils. Pour patienter, Saïd suggère un tour au night-club : entrée interdite si les clients ne sont pas accompagnés d'une femme chacun. Ils se dirigent vers la plage. Les haut-parleurs opposent au chuintement des vagues une chanson d'Enrico Macias.

« Fumier de sioniste ! », enrage Saïd en cherchant à réussir des ricochets sur l'eau avec des pierres plates. « Il envoie son pognon à Israël ! »

Un disque de Julien Clero prend la suite. Saïd sourit à pleines dents. Sa ressemblance avec le chanteur éclate. Il le trouve « assez chouette, mettons ». Il a bien ri, la veille de son départ, d'une histoire que lui a racontée un copain, groom au George-V. Julien Clero descendait toujours dans ce palace des Champs-Élysées quand il venait à Paris, de sa campagne. En juin, il a dû y renoncer, tant les nouveaux habitués, Arabes, font du boucan la nuit. « Planté, non ? »

Saïd s'allonge dans le sable. La « complexe », mal éclairée, a des allures de fête ratée.

أشرب

« C'est la Tunisie, en moche ! », ricane-t-il. C'est à Jérber ! » Puis il se ravise : « Au fond, c'est mieux comme ça. Les régimes socialistes sont toujours méridiques question tourisme de luxe. Ce qu'on perd en devises, on le gagne en fierté. Ça nous évitera de devenir les tarbins de l'Europe en goguette ! »

Avec la soudaineté qui étonne souvent Rieux chez ses enfants, Saïd s'est endormi, la joue écorchée sur son sac de sport. Rieux se sent de trop. Le premier contact du petit émigré de Barbes avec la terre de ses ancêtres a la brusquerie des joyelles qui promettent. « La première fois qu'Aurélien vit Béatrice, il la trouve franchement laide. » Rieux essaie de se remémorer le début du roman d'Aragon. Il s'aperçoit avec inquiétude qu'il n'a emporté aucun livre. La lecture de l'Étranger aurait pourtant fait merveille. Camus lui aurait sûrement expliqué ce qu'il fait là, sur une plage, face à un enfant arabe. A défaut de l'éclairer, peut-être lui aurait-il fourni, comme souvent la culture, le sommeil.

Rieux marche vers la cap proche. Un phare balaise l'horizon. Il lui rappelle Cassis, de l'autre côté de l'eau. Il doit s'avouer que le soul de sa fille s'estompé. Une sorte de jalousie pour Saïd l'a éclipse. Si mal aimé et mal aimé soit-il, le jeune émigré vit, avec sa patrie toute neuve, une vraie histoire d'amour, comme lui, Rieux, n'en a pas connue et n'en connaît plus. Quand il avait l'âge de flamber, la France était condamnée au reniement, qu'elle s'en aille d'Algérie ou qu'elle prenne les sales moyens d'y rester. Aujourd'hui, elle entre dans l'avenir à

reculons, sous la houlette molle d'anciens accessits de dissertation. La déception navrée n'est même plus un thème littéraire cultivable avec profit. Les derniers barbares parlant de leur nation comme d'une vieille maîtresse de Drieu la Rochelle, dont La Roque, ou de Gaulle, aurait balisé la main vers 1935, et qui conservait sous globe le gant mémorable, en filoseil gris.

أشرب

Rieux gagne le village côtier de Bousfer. Un souvenir mal éteint l'y attire. C'était en 1958, le soir de sa visite à Mers-El-Kébir. Une famille de pieds-noirs invitait quelques officiers. Un phono ressassait les « oh ! oh ! » des Platters. La fille de la maison ne cessait de laisser glisser et de remonter la bretelle de sa robe jaune vit, sur son épaule bronzée. La villa dressait un belvédère à vitraux au bout d'une allée d'eucalyptus. Ce pourrait bien être celle-ci. Rieux croit reconnaître sur le mur voisin, à demi-effacée, une réclame d'apéritif d'avant-guerre. Un vieil Algérien est assis par terre près de la grille, les coudes sur les genoux, les paumes vers le ciel. Il confirme que c'est bien la maison des L... De la fille, car les parents sont morts et le fils a disparu en 1961. Attentat F.L.N. ou mission O.A.S. manquée, on ne sait : il a sauté avec sa voiture. « C'est lui ! », dit l'homme, en mimant l'explosion.

Rieux se souvient du frère, en effet. C'était lui qui poussait sa sœur à exciter les officiers de passage, et à les convaincre de rester en Algérie. Elle les entraînaient sur la plage en jouant de la bretelle. « Ne nous quitte pas ! », pleurait-elle après des épanchements de demi-vierge. La concupiscence des « musulmans » dont elle se disait entourée lui conférait une aura de Sudiste dans un roman de Faulkner.

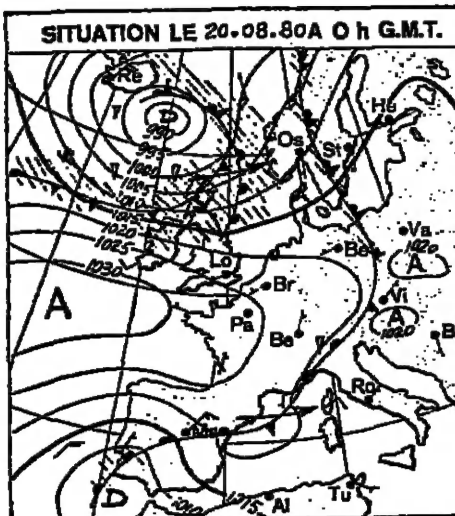
Le médecin auxiliaire Rieux était à peine plus vieux, alors, que Saïd ; un âge à dormir sur les plages. Il sent encore le grain de sable brûlant sur sa joue. Ce n'est pas qu'il aime les souvenirs, mais ils le reposent des événements familiaux dont la précipitation le fatigue. Ce doit être cela, la cinquantaine : commencer à ne plus supporter le présent, à lui préférer l'importance quelle brique de passé.

Il paraît que l'ancienne allumée à bretelle vit seule. Un ral de lumière filtre dans l'entrée. Quelle vieille dame ce peut être, désormais ? Que faire ? Sonner ? Appeler ? Pour dire quoi ? Rieux rentre aux « Andalouses ». Il se retourne juste une dernière fois. Du temps où on rêve d'aimer en héros, il lui restera au moins ça : une lumière orange sous une porte.

Demain :

LE CH'MAÎTRE
DE MAISON

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 20-08-80A 0 h G.M.T.

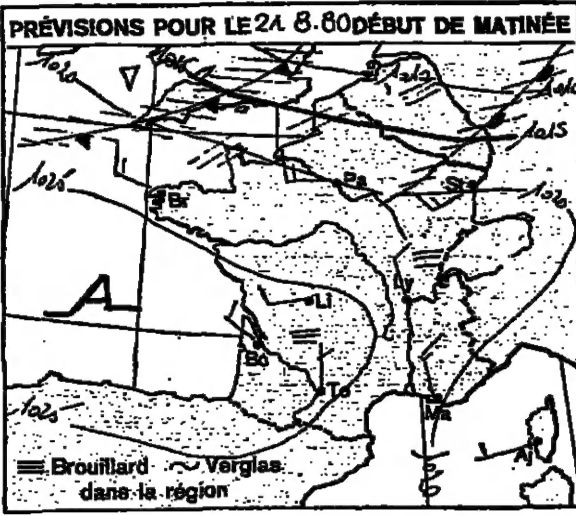
Évolution probable du temps en France entre le mercredi 20 août à 6 heures et le jeudi 21 août à 6 heures :

Précipité d'un affaiblissement des hautes pressions, le courant perturbé océanique atteindra la France. Une perturbation circulant rapidement de l'Irlande à l'Allemagne comportera l'air chaud et humide d'une ancienne dépression tropicale (Bonne). Des pluies abondantes et un renforcement des vents sont à attendre à son passage et pourront concerner nos régions septentrionales jeudi matin.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 20 août 1980 :

- DES DÉCRETS
- Relatif à la production par les entreprises d'assurances d'états afférents à l'assurance des véhicules terrestres à moteur ;
- Réglementant une catégorie d'instruments de mesure.



PRÉVISIONS POUR LE 21-08-80 DÉBUT DE MATINÉE

Jeu 21 août, sur la moitié nord du pays, le temps sera nuageux, temporairement couvert et pluvieux. Les pluies, surtout localisées en début de journée des côtes de la Manche à l'Alsace, tendront toutefois à s'atténuer l'après-midi tandis qu'une ambassade avec éclaircies se développera de la Bretagne à la frontière belge. Les vents souffleront d'abord du secteur ouest, ils seront assez forts avec rafales près de la Manche et de la mer du Nord, mais ils faibliront ensuite et tourneront au secteur nord-ouest. Les températures maximales seront en baisse. Sur la moitié sud de la France, le temps demeurera ensoleillé, après quelques bruyillères sur l'Aquitaine et le Massif Central. Les vents resteront faibles et les températures s'éleveront un peu.

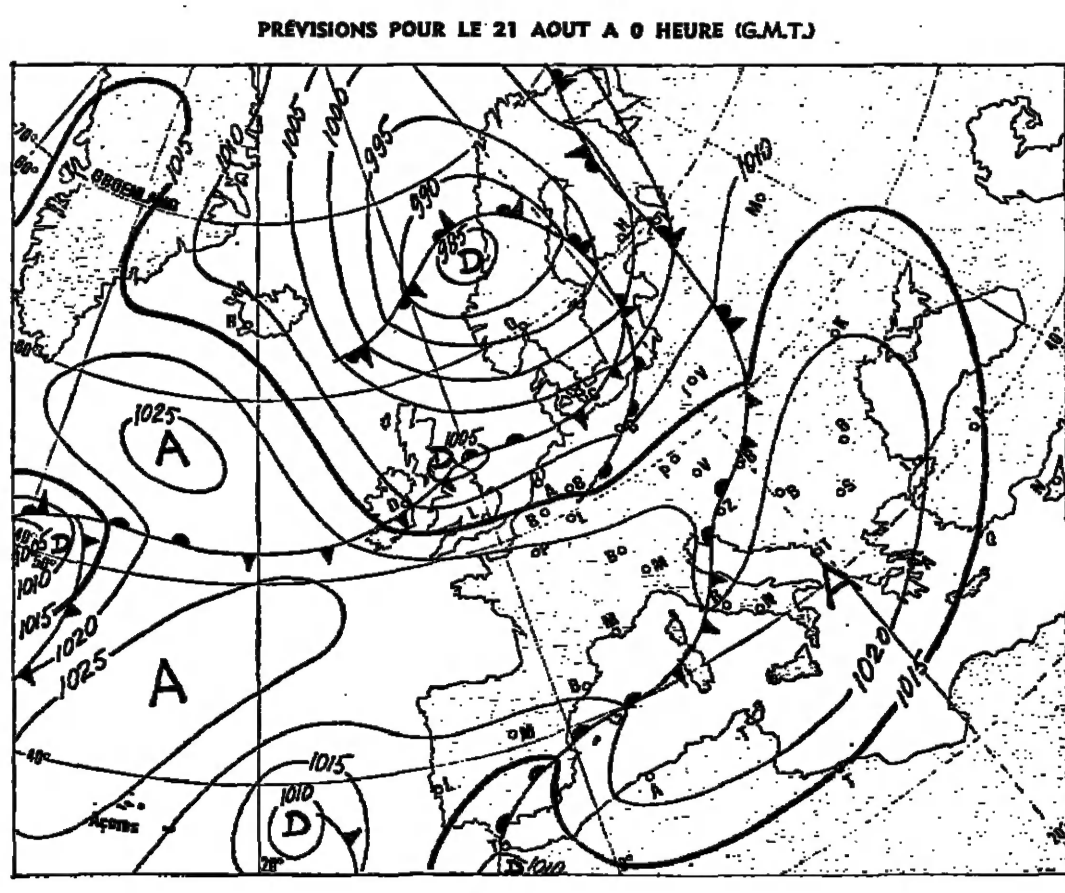
Le mercredi 20 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1028,4 millibars, soit 789,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 août ; le

second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 29 et 16 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 20 et 14 ; Bourges, 21 et 13 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 19 et 13 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 24 et 15 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 21 et 12 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 21 et 14 ; Nantes, 23 et 12 ; Nice, 28 et 18 ; Paris-Le Bourget, 24 et 11 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 29 et 21 ; Rennes, 23 et 10 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Toulon, 34 et 11 ; Toulouse, 22 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 21 degrés ; Amsterdam, 21 et 14 ; Athènes, 29 et 20 ; Berlin, 18 et 15 ; Bonn, 22 et 14 ; Bruxelles, 23 et 14 ; Le Caire, 32 et 23 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 18 et 13 ; Genève, 25 et 13 ; Lisbonne, 28 et 20 ; Londres, 20 et 12 ; Madrid, 30 et 18 ; Moscou, 13 et 8 ; Moscou, 13 et 8 ; New-York, 21 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 22 ; Rome, 30 et 19 ; Stockholm, 20 et 13 ; Téhéran, 31 et 27.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



PRÉVISIONS POUR LE 21 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)

— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/5 de mm)

Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds

Sens de la marche des fronts : Front chaud Front froid Front occlus

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Regards sur le jeune cinéma italien

Plantes rares dans le désert

LORSQU'ON pense jeune cinéma italien, deux noms reviennent inévitablement à l'esprit : Nanni Moretti et Maurizio Nichetti. Le premier a fait un malheur, il y a deux ans, avec son *Ecce Bombo*, dont il est le principal interprète. Une satire doucement cynique sur une jeunesse romaine désœuvrée et désenchantée, après les derniers soubresauts qui ont suivi 1968. Le second a été la découverte de la Mostra de Venise de l'été dernier, avec *Maternale*, où se mêlent le burlesque et le surréalisme, le mime et l'imagination débordante du théâtre pauvre. Les autres ? Quelques noms entendus un jour, et très vite oubliés.

Pourquoi ce vide ? Comment l'Italie, pays du cinéma par excellence, où le film a repris la tradition picturale des siècles passés, où l'image parle mieux que les mots imprimés à un peuple largement analphabète, n'a pu, dans sa culture cinématographique, produire un seul grand nom ?

Moretti et Nichetti ont percé presque par hasard. D'autres sont retombés dans l'oubli après une brève tentative glorieuse par un budget insuffisant, ou sont restés dissimulés au public par

des distributeurs et des exploitants qui préfèrent se tourner vers des valeurs sûres. Des films fabriqués à la chaîne autour d'une des quelques inévitables vedettes présentes dans tous les génériques : Sordi, Tognoli, Gassman, Manfredi, par ailleurs excellents acteurs. Ou, plus encore, qui choisissent de programmer des porros de dernière catégorie aux titres alléchants, rapportant des millions de lires dans un temps record.

C'est là que ne s'est pas seulement d'avoir des idées et du talent. « Il y a en Italie de jeunes talents », affirment quelques rares producteurs qui daignent s'y intéresser, « mais, pour eux, faire un film aujourd'hui est une entreprise qui frise l'impossible. A Rome, tout est aux mains soit des Américains, soit de quelques exploitants et distributeurs italiens qui s'occupent de cinéma comme ils vendraient du saucisson. Alors, un jeune qui veut tourner un film doit avoir une patience et une obstination à toute épreuve, des dons de débrouillardise pour trouver des financements, et, si possible, quelques vieux oncles riches et complaisants qui boucheraient les trous... » Les avances sur recettes n'existent pas en Italie, et les producteurs, qui n'ont plus guère de pouvoir, sont une race en extinction.

une sensibilité et une générosité rares, et aussi un sens de la narration et une capacité de création des personnages qui rendent acceptables tous les inévitables défauts d'une première œuvre handicappée par les limites budgétaires et les péripéties d'un tournage tout en acrobaties.

Giordana, lui, se déclare insatisfait du résultat en invoquant son manque de préparation. En effet, l'autre grand handicap des jeunes cinéastes italiens est de n'avoir pas d'école sérieuse à leur disposition, l'autrefois célèbre centre expérimental de cinéma de Rome ne s'est toujours pas remis de la bourrasque de 68, et les moyens dont il dispose sont devenus dérisoires. Ils ne peuvent, la plupart du temps, travailler aux côtés de leurs aînés et apprendre leur métier sur le tas, la demande dépassant lar-

gement l'offre dans un cinéma qui rétrécit sa production d'année en année.

Toutefois, tous les jeunes cinéastes italiens ne sont pas des débutants et certains d'entre eux ont suivi la filière classique. C'est le cas de Giovanna Gagliardo qui a été pendant des années scénariste du cinéaste hongrois Jancsó avant de tourner son premier film, *Maternale*. Ce film, réalisé à l'origine pour la télévision, a été, après son succès au Festival de Cannes de 1978, vendu dans le monde entier pour la télévision et pour le cinéma. Cela ne l'a pas empêché, en Italie, de demeurer confiné pendant deux ans dans les tiroirs de son producteur, la R.A.I., avant d'être présenté, enfin, aux télépectateurs à la fin du mois de juin. Quant à la distribution dans les salles, aucune date n'est encore

prévue. La critique est unanime à propos de ce très beau film. A travers des images lentes, accrochées aux détails de la vie quotidienne, et les gestes d'une éternelle cérémonie du personnage principal, Carla Gravina, apparaît toute la vacuité de la vie d'une femme au foyer et la monstruosité que peut revêtir un amour maternel né de la frustration.

Ce succès n'a pas empêché pour autant Giovanna Gagliardo d'être immobilisée depuis des mois avec le scénario d'un nouveau film tout prêt : *Le Doublure*, qui met en scène la génération de la fille de *Maternale*, qui est aussi celle de la cinéaste, celle des femmes émancipées, des femmes-hommes. Giovanna Gagliardo attend toujours le feu vert du producteur, en l'occurrence Gaumont-Italie, qui s'est installé à Rome il y a bientôt deux ans, se présentant comme le sauveur du cinéma italien moribond et l'espérance des jeunes cinéastes en mal de producteurs. Espoir déçu puisque ceux-ci constatent que jusqu'ici, à part un film de Pietro Natoli, *Confusion*, qui sera présenté à

Venise, seuls les grands, Fellini et sa *Cité des femmes* en tête, ont bénéficié de l'activité de Gaumont en Italie.

Fellini, Ferreri, Bolognini, Rosi ou Lilliana Cavani (qui s'apprête à tourner la *Peau de Malaparte*) auraient pu, commente-t-on à Rome, de toute façon trouver des financements et une production. Gaumont n'a donc en quelque sorte rien fait de plus que ce qu'on attendait de lui. En attendant que Gaumont ou quelqu'un d'autre se décide à lui signer un contrat, Giovanna Gagliardo s'est tournée à nouveau vers la R.A.I. pour laquelle elle a réalisé plusieurs moyens métrages. Finalement, la R.A.I. bien que jouant dans le cinéma italien un rôle bien moindre qu'il ne semble de prime abord (elle a produit ou coproduit quelques grands films ces dernières années, mais ce sont toujours les mêmes qu'on cite en exemple), est la seule institution vers laquelle un jeune cinéaste peut encore se tourner en l'absence totale de structures appropriées de l'Etat, remarque G. Gagliardo.

Une nouvelle loi

La législation actuelle sur le cinéma, qui date de 1935, est, en effet, complètement inadéquate, et une nouvelle loi promise depuis des années se fait toujours attendre, tandis que tout (crise économique, prolifération incontrôlée des télévisions privées, politique erronée des distributeurs soutenus par le système actuel de remboursement sur les recettes) concourt à décourager les producteurs de salles de cinéma. Le nouveau projet de loi, qui sera incessamment présenté au gouvernement, devrait, en théorie du moins, favoriser le jeune cinéma à travers la création d'un « fonds d'expérimentation ». Celui-ci permettrait aux débutants de faire un film sans devoir penser aux perspectives du marché. Ceci dans un premier temps. L'accès à ce fonds serait relié à un autre plus ample, le « fonds pour les projets d'auteurs », inspiré du système français de l'avance sur recettes. Actuellement, les interventions de l'Etat, qui ne sont, la plupart du temps, que des remboursements a posteriori, ne bénéficient qu'à la production et non à l'auteur.

On peut se demander si une telle législation ne comporte pas le risque d'enfermer les jeunes dans une sorte de ghetto en les maintenant dans l'expérimentation. Le directeur de la section cinéma du ministère du tou-

risme et du spectacle, M. Rocca, écarte fermement cette éventualité. Selon lui, le « fonds expérimental » serait une sorte de premier essai. S'il est concluant, on pourra aller plus loin. Grâce à cette nouvelle loi, explique encore M. Rocca, l'intégralité du coût d'un film serait financée par l'Etat alors qu'actuellement les prêts sont tellement modestes, éparpillés, que ne voulant mécontenter personne, on frustre tout le monde. Ce nouveau fonds d'expérimentation, qui coûterait à l'Etat 4 milliards de lires par an, alors que cette même somme a été dépensée en quinze ans pour aider non moins de quatre-vingt-dix projets.

Mais le problème du jeune cinéma italien n'est sans doute pas seulement financier, estime de son côté le producteur Mario Gallo pour qui tout est à revoir en Italie et pas seulement la législation : « C'est une question de mentalité. En Italie, dit Gallo, les intellectuels refusent l'industrie culturelle à la fois sont restés à l'artisanat moyen-âgeux. Ce n'est pas pour rien qu'il n'y a pas d'école de cinéma. L'auteur en aurait-on besoin si on ne le considérait comme un naïf poète ? »

C'est le culte du génie : l'auteur est une plante rare qui peut naître dans le désert.

VANJA LUKSIC.



Un sujet tabou : le terrorisme

Enzo Porcili, un des rares « rescapés », qui a permis notamment à Salvatore Pisciotti de tourner *Immacolata e concetta* (qu'on a pu voir à Cannes), estime que ce n'est pas la peine de se lancer contre les distributeurs et les exploitants comme le font les producteurs italiens. Moi, dit-il, « je veux m'occuper de la distribution et de l'exploitation ». Les distributeurs ont des exigences insensées, ils veulent truffier les films de scènes porcos alors que le sujet n'a rien à voir avec cela, les cinémas sont mal faits, il faut donc prendre tout cela en main, racheter des salles et y programmer ses propres films. C'est la seule façon de les faire voir au public. Effectivement, si *Ecce Bombo*, par exemple, a pu devenir un grand succès, c'est parce qu'il est passé par un accident dans une des meilleures salles de Rome, l'exploitant ayant dû combler un creux de quinze jours dans sa programmation.

D'ailleurs, les quelques rares films qui ont été tournés ces dernières années par de nouveaux venus ont tous une histoire romanesque derrière eux.

Maledetti vi amero, de Marco Tullio Giordana, qui vient de remporter le Médor d'or au Festival de Locarno a failli ne jamais voir le jour. Or on ne cesse de parler de ce film depuis son passage à Cannes, où il est arrivé, in extremis, son auteur et son producteur, la coopérative Jean-Vigo, n'ayant plus un sou à l'issue du tournage pour payer la pellicule à Giordana. Le distributeur, qui avait promis quelques dizaines de millions de lires, s'était retiré pour cause de faillite.

C'est alors qu'est intervenu Mario Gallo, un des rares producteurs romains qui soutiennent autant qu'ils le peuvent les nouveaux talents. Rachetant le film, il a permis à Giordana d'aller à Cannes, où il avait été invité par hasard : lors d'une projection privée, un critique français de passage à Rome avait apprécié ce film très attachant, qui a le mérite d'avoir osé toucher à un sujet tabou dans le cinéma italien alors qu'il s'agit du problème numéro un du pays : le terrorisme. Et cela sans moralisme, sans mani-chisme, tout en nuances, avec

UNE SELECTION

cinéma

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE
D'IRVIN KERSHNER

La suite de la Guerre des étoiles en plus grand, plus drôle, plus fascinant. George Lucas, cette fois simple producteur, a tout coordonné et reculé les limites de la lutte du bien contre le mal dans des espaces interstellaires où tout est possible.

FESTIVAL W.C. FIELDS
(Action Christine)

La France redécouvre, bien après l'Amérique, le comique le plus caustique de Hollywood des débuts du parlant et des années 30, avec les Marx Brothers. La parole, toute-puissante, est un des outils majeurs de la destruction de l'ordre établi. Un film différent chaque jour de la semaine.

SCARFACE
DE HOWARD HAWKS

Le cinéma mitraillette d'Howard Hawks, le drame et la tragédie traités en gags, l'horreur irrationnelle et magique. Un art de l'efficacité romanesque dont le secret semble aujourd'hui perdu.

LA CARABINE NATIONALE
DE LUIS BERLANGA

Une comédie espagnole par l'auteur de *Bienvenue, monsieur Maréchal*. La satire, souvent méchante, d'une bourgeoisie qui ne voit rien venir.

Exposé de Gustav Machaty : érotisme 1930, la beauté d'Hedy Lamarr ; le Troupeau de Zeki Oken ; mœurs et migrations, la Turquie

s'éveille à la réalité politique moderne : La shérif est en prison de Mel Brooks : le film le plus enlevé de son auteur ; les Dix Commandements de Cecil B. De Mille : le dernier grand fabricant de super-shows, dans la postérité de Méliès et Feuillade.

théâtre

RUFUS
A LA GAITE-MONTPARNAISSE

Il chante, ce qui est nouveau, sur des musiques de Jean-Marie Santia. Il garde son personnage d'horrible inquisiteur, il a fait le pari de toujours du public pour le talent.

REPRISE
Le Premier d'Iraclí Horowitz au Théâtre de poche : la philosophie grinçante de l'humour new-yorkais. Un habit pour l'hiver à l'œuvre : la poésie douce-amère de Claude Rich, auteur et interprète avec Georges Wilson et Claude Piéplu.

la Nuit de noces de Cendrillon, au Marigny, salle Gabriel : conte de fées pervers de Jean Bernard Moraly. Et toujours Jean-Paul Ferré, au Palais des glaces, incroyable, implétable, inénarrable.

musique

AU PAYS DE GEORGE SAND
Comme chaque été depuis treize ans, Gargileasse, paisible village de la Crausse, près d'Argentan, devient pour quelques jours la capitale de la harpe. Il en vient de partout, par le train et en voiture, et de

loin, puisque le concours International Marie-Antoinette Casati, qui aura lieu pour la deuxième fois du 25 au 28 août, attire des concurrents de tous les pays du monde (finale le 28 août). Comme par ailleurs les élèves inscrits à l'Académie d'été, qui travaillent sous la direction de Pierre Jamet, le doyen et l'un des plus illustres représentants de l'école française de harpe, prépareront le concert de clôture du 30 août, Gargileasse et ses environs seront comme une vaste caserne de résonance pour quelques milliers de cordes. Ouverture le 22 août avec un récital de Vera Dulova, harpiste soliste, de l'Orchestre du Bolchoï, musique ancienne polonaise le 23 et concert de l'ensemble Ars Nova, le 28. (Renseignements : 061. 54. 47-85-48.)

LA POLOGNE A LUCERNE
Selon une tradition bien établie, les Semaines Internationales de Lucerne (du 16 août au 9 septembre) s'articulent autour d'un thème et savent s'y tenir en évitant les pièges de l'uniformité : cette fois, c'est la Pologne. Si l'ensemble du programme est international et s'étend, sans exclusive, du seizième au vingtième siècle, la part belle a été faite à Penderecki qui dirigera son Concerto pour violon (le 23 août) et dont la « Symphonie numéro 2 » sera créée en Europe et avant Salzbourg, par le New York Philharmonic, sous la direction de Zubin Mehta (le 27 août). Le Collegium musicum de Zurich, sous la baguette toujours jeune de Paul Sacher, créera une œuvre nouvelle de Lutoslawski (24 et 25 août). Krystof Zimmermann jouera un concerto de Chopin (le 1er septembre) et Martha Argerich, un autre (le 8 septembre), le premier avec la Philharmonie de Berlin et Karajan, la seconde avec celle de Varsovie. Le Royal Philharmonic de Londres, enfin, a choli d'honneur

Szymanowski (Renseignements : 19-41-41-23-35-82).

« Renard le Nouvel », par l'Ensemble Percival à la Conciergerie, le 21 août, à 8 h. 30 et 23 h. 30. L'Orchestre de chambre de Tokyo donnera un concert à Vienne, le 21 août, avant de se rendre à Chaux-de-Bourgogne, le 23 août (rens. : 061. 59-38-94). Week-ends musicaux à l'Orangerie du château de Sceaux : harpe et violoncelle, le 22, flûte et piano, le 23, à 17 h. 30, trio de Beethoven et Brahms, le 24, à 17 h. 30 (rens. : 060-07-79). Clôture des Semaines musicales du Lubéron, avec deux concerts sous les remparts d'Opède-le-Vieux, les 22 et 23 août, à 21 h. 30 (rens. : 061. 71-30-97). « Neuvième Symphonie » de Beethoven par l'Orchestre de Philharmonie d'Anvers, salle Pleyel, les 24 et 25 août. L'Orchestre Franz Liszt sera à Menton, le 24 août, et le quatuor Via Nova lui succédera, le 27, sur le parvis Saint-Michel. Frédéric Lodéon jouera les « Suites » de J.-S. Bach pour violoncelle, le 25 août, à Saint-Gervais (Haut-Savoie). Musique à la cour de Bourgogne, par l'Ensemble Guillaume de Machaut, à l'abbaye de Fontenay, le 27 août (rens. : 061. 34-10-80).

expositions

JEAN-BAPTISTE CARPEAUX
A NICE
(GALERIE DES PONCHETTES)

Une exposition réalisée avec les Carpeaux des collections nicoises, notamment celle du musée Jules-Cherret, riche en terres, plâtres, dessins, aquarelles et huiles du sculpteur.

CHEMINS DE LA CREATION
A ANCY-LE-FRANC

Dans l'Yonne, entre Tonnerre et

Montbard, un château Renaissance et ses communs, aménagés en salles d'exposition, où, depuis une dizaine d'années, chaque été, on peut se retrouver sur des Chemins de la création, qui ne sont pas des sentiers battus. Cette fois honneur au pastel et ses fausses douceurs, en une centaine d'œuvres au moins d'artistes contemporains. Et une rétrospective Maryn, peintre à vie — il est mort en 1976 — d'un énorme jeu de massacre.

LES DESSINS D'ARTAUD
AUX SABLES-D'OLONNE

Vingt-cinq dessins difficilement rassemblés sur la soixantaine supposée qu'Antonin Artaud a réalisées, pour la plupart entre 1945 et 1948. Certains — autoportraits — sont connus, d'autres pas, notamment ceux proches des dessins qui illustrent les cahiers, où les images symboliques et les textes librement associés nous mènent au plus près du monde déchiré de l'écrivain.

INGRES A MONTAUBAN
Au musée Ingres, un palais rose dominant la Tarn, une exposition rétrospective à l'occasion du bicentenaire de la naissance du peintre. Autour des œuvres du chef d'école, sa descendance.

LES IMPRESSIONNISTES
DE CHICAGO A ALBI

Mart et Degas, Monet et Renoir, Sisley et Bazille, puis Gauguin et Van Gogh. Et pour finir Cézanne, qui boucle la grande échappée de la peinture en France à la fin du siècle dernier. Les tableaux ont été prêtés par l'Art Institute de Chicago pour l'été.

GEORGES BRAQUE
A LA FONDATION MAEGHT

Un hommage à Georges Braque, l'autre inventeur du cubisme, avec

cent cinquante œuvres prêtées par des musées et collectionneurs du monde entier.

BOLTANSKI A CALAIS
Un artiste d'avant-garde de la photographie depuis dix ans. Où le cliché sert un discours sur le souvenir, l'enfance, la reconstitution d'images stéréotypées.

jazz

FESTIVAL DU JAZZ ET DU RIRE
A HOSSEGOR (LANDES)

Avec Bill Coleman, les Harlots rouges, Guy Laffita, Jean-Paul Farré, S.O.S. (Sporting Occitan Swing), Bernard Lubat et Michel Portal. (Jusqu'au 28 août.)

QUATUOR DE CLARINETTES
A LA CHAPELLE DES LOMBARDS : « Création latriva, opus n° 1 » de Michel Portal : avec Jean-Louis Chautemps, Jacques Diconato et Louis Sceliva. Pour les derniers jours à la chapelle et en avant-première d'Uzeste musical. (Jusqu'au 28 août.)

La Cour des miracles, avec Street Boy, quatre musiciens anglais (jusqu'au 25), le Lucernaire Forum, avec le groupe Cadproque (jusqu'au 23), le Patio du Médicis, avec Maxime Serry (jusqu'au 31), le Petit Opportun, avec Jean-Louis Chautemps.

rock

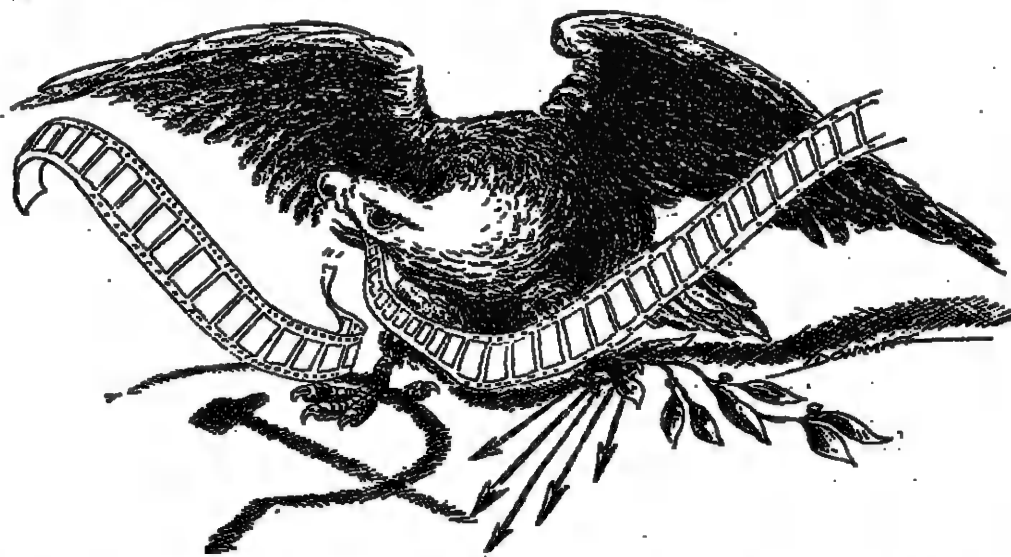
LE GROUPE POLICE
EN TOURNÉE

Trois musiciens anglais de la « new wave », entrés, en l'espace de quelques mois, dans la légende des stars du rock'n'roll (le 27 à Béziers, le 24 à Grenoble, le 22 à Fréjus).



Témoignage

Joseph Mankiewicz contre le



« A cette époque, dit Joseph Mankiewicz, parmi les gens que vous admiriez, se levaient soudain des agents provocateurs clamant : « Les communistes arrivent ! Ils vont tout détruire ! », comme s'il s'agissait d'extra-terrestres. Vous vous souvenez comment Orson Welles a terrorisé le New-Jersey en annonçant un débarquement de Martiens. Mais cette fois, dans l'état de spasme émotionnel qui avait saisi l'Amérique, le stade de la plaisanterie a été rapidement dépassé. Quiconque exerçait une activité se méfiant en relation avec le public devait signer un document écrit par lequel il jurait n'avoir jamais appartenu ni jamais eu l'intention d'appartenir, de quelque manière que ce soit, au parti communiste ou à toute autre organisation « subversive ». Ne pas signer, c'était reconnaître que vous étiez anti-américain. C'était une question de conscience individuelle, d'amour-propre. Mais l'amour-propre ne donne pas à manger. Quand gagner sa vie dépend d'une signature, on en arrive au totalitarisme, très exactement à ce que combat et venait de combattre l'Amérique. Pourtant, c'était ce que l'on exigeait de nous tous — alors que le parti communiste américain n'a jamais compté plus de vingt mille à trente mille membres... »

Cecil B. De Mille impérial

« A l'hôtel m'attendait une pile de lettres et de télégrammes me demandant de faire quelque chose pour l'amour de Dieu, car tout cela était absurde. Or ils avaient voté... J'ai téléphoné à quelques amis, et j'ai appris que M. De Mille, le jour même où j'immédiais, envoyait à chaque membre de la Guild un formulaire nominal qu'il devait signer. C'est ce qu'on appelle, en Amérique, un scrutin ouvert, et c'est le contraire de la démocratie. Exprimer son vote sous le regard d'un commissaire, ce n'est pas voter... »

« Dès mon retour à Hollywood, j'ai convoqué le conseil d'administration. M. De Mille était impérial. J'ai tout de suite compris ce qu'il voulait. Car, si les réalisateurs adoptaient le serment de fidélité, les comé-

« Cela se passait en 1950-1951. Je ne me souviens pas exactement de la date, mais c'était après avoir terminé *Ève*. J'étais parti en Italie et en France pour de courtes vacances. J'avais vu René Clair, des réalisateurs anglais et italiens, nous avions envisagé le projet d'un syndicat international des réalisateurs. J'avais embarqué sur le *Liberty* — l'ancien *Stramen*. A deux jours de l'arrivée à New-York, je reçois par radio un télégramme d'Hyman M. Kupperman, qui me disait que les journalistes m'attaquaient et qu'il ne fallait rien leur dire. Comme nous étions en pleine époque de négociation pour faire entrer la Guild dans les jeunes réalisateurs occupés à ce nouveau projet, la télévision, je ne me suis pas inquiété. A l'arrivée, pourtant, ma surprise a été extrême : jamais je n'avais vu autant de journalistes. Voilà ce qui s'était passé : pendant les six jours de la traversée, 90 % des membres de la Guild avaient voté l'obligation de signer le serment de loyauté. J'étais abasourdi. J'ignorais tout de ce projet, et je suis tellement stupide que l'idée même pour moi en est absurde. Je ne pouvais pas imaginer qu'une chose pareille puisse se produire au sein de la Screen Directors Guild à Hollywood. J'en étais le président et la presse était mieux renseignée que moi.

« Plus tard dans la soirée, j'ai donc affirmé mon opposition à la signature du serment et décidé la seule chose que me permettait le règlement : convoquer une assemblée générale pour le dimanche suivant. Immédiatement, le conseil a procédé à un vote de confiance pour m'en empêcher, mais j'ai tenu bon. Tout Hollywood s'indignait. Les journaux d'opinion, comme *Hollywood Reporter*, s'interrogeaient sur mes motivations. Pour la première fois, je me sentais dans la peau d'un personnage politique. Ce que je ne savais pas encore, c'est qu'on se livrait à des investigations sur ma vie professionnelle. Fort heureusement, j'avais jamais appartenu à aucune organisation, car elle étaient toutes suspectées de communisme sim-

« Je me souviens que quelqu'un de gauche en avait fait partie. Dans mon dossier, la seule chose qui avait pu être notée, c'était que mon cours de tragédie grecque dans le *Antony and Cleopatra* avait été remarqué. »

« Le lendemain soir, j'étais en projection quand je reçois un coup de fil de mon frère Herman, qui me demande : « Que crois-tu avoir en commun avec le président Andrew Johnson ? » Il faisait allusion au fait que Johnson avait presque été « empêché » (contraint par le Congrès à démissionner). Il m'apprenait qu'une initiative de De Mille et du conseil d'administration des réalisateurs parvenait à Hollywood et Beverly Hills pour faire signer une motion d'empêchement. Ainsi, l'assemblée générale ne pourrait pas avoir lieu... J'ai remercié mon frère, mais j'ai pensé qu'il avait eu quand même, j'ai téléphoné à Kasan, qui m'a donné confirmation. Il m'a dit que John Farrow, homme rigide, catholique convaincu, était chez lui, furieux. Il m'a demandé de les rejoindre. Il attendait John Huston et d'autres pour examiner ce que l'on pouvait faire. C'est ainsi que, sous les directives d'un homme de loi, vingt-cinq jeunes gens ont élaboré une trébuchette visant à ce que le président de la Guild ne puisse pas être empêché. Elle est signée John Huston, Kasan, Fred Zinneman, Joseph Losey, George

« Après avoir retrouvé mon intervention, nous sommes allés à la salle de réunion. Elle Kasan ne voulait pas entrer. J'ai insisté, faisant valoir que j'avais besoin de lui. Il m'a dit : « Je n'irai pas plus loin, car De Mille sait... ». Il m'a confié que dans sa jeunesse, pendant une période très courte, il avait été communiste. C'était à New-York. De Mille se préparait à révéler le fait. Kasan ne voulait pas entrer, ne voulait pas

Expositions

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-12-33.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. ; sans dim. et de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animations gratuites : sauf mardi et dimanche à 18 h. et à 19 h. ; le samedi à 11 h. ; musées (troisième étage) : lundi et mardi, à 17 h. ; galeries contemporaines (troisième étage).

LE FUTURISME DANS LES COLLECTIONS DU MUSEUM OF MODERN ART DE NEW-YORK. — Jusqu'au 1 septembre.

MATISSE : « Les Marécages » et « Les danses ». — Jusqu'au 15 septembre.

DONATON IOLAS. — Jusqu'au 25 septembre.

MARTINUS SARHAN. — Salle d'art graphique. Jusqu'au 1er septembre.

NIXI DE SAINT-PHILIPPE. Rétrospective. — Jusqu'au 1er septembre.

DIXI PHOTOGRAPHES POUR LE PATRIMOINE. — Jusqu'au 29 septembre.

CARTES ET FIGURES DE LA TERRE. — Jusqu'au 11 novembre.

DES FANTASIES POUR PARIS. — Jusqu'au 8 septembre.

C.C.I.

DUBOUT ET LA VIE QUOTIDIENNE. — Jusqu'au 15 septembre.

LES DEUX GLOBES DE CORONELLI. — Jusqu'au 15 septembre.

CARTO-GRAFIQUE OU LES DITTOURS DE LA CARTE. — Entrée libre. Jusqu'au 25 septembre.

EGYPTES, NOUVEAUX VOYAGEURS. — Entrée libre. Jusqu'au 1er septembre.

R.P.I.

LA REPUBLIQUE EN PEINT : 1814-1871. — Jusqu'au 8 octobre.

LIVRES-GUIDES DE VOYAGE. — Jusqu'au 1er septembre.

LA UNE CARTE. — Jusqu'au 8 septembre.

Les musées

MATISSE DE L'EAU-FORTE DES XVII^e ET XVIII^e SIECLES. — Douzième exposition de la collection de l'École de l'Estampe. — Musée de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

RESTAURATION DES PEINTURES. Douzième exposition de la collection de l'École de l'Estampe. — Musée de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

FAUCONNET FRANÇAIS DU XVI^e AU XVIII^e SIECLES. — Grand Palais, entrée avenue du Général-Sébastien (200-30-35). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrées : 12 F. le samedi, 8 F. jusqu'au 25 août.

HERI POIR D'EMMANUEL. — Arts, tradition et patrimoine. — Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F. le samedi 9 F. jusqu'au 1er septembre.

L'exposition est complétée par des projections de films sur le thème : « Cinéma et monde rural ». 10 h. à 14 h.

GRAZIANI. « Sahara ». — Centre de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

ARCHITECTURE ET MOBILIER AU CAP SIZUN. — Exposition de l'inventaire général. Grand Palais, entrée avenue Foch (200-30-35). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

PREMIERE TRIENNALE D'OEUVRES DU MUSÉE DU LOUVRE ET DES MUSÉES NATIONAUX. — Architecture du XX^e siècle ; sculptures ; médailles en Champagne ; la Galerie. — Musée d'Art et d'Essai, Palais de Tokyo, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

Centres culturels

KARSKAYA. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques. 11, rue de la Harpe (200-30-35). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

CIRCS ANATOMIQUES DU DIX-NEUVIEME SIECLE. Collection du docteur Spitzner. — Centre culturel de la communauté française de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (277-30-30). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

ROCHER PAR LES YEUX. Objets et environnements sonores. — ARC au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 août.

BOULBOLYAN. Un labyrinthe tactile. Musée des enfants. — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

LA CAMPAGNE ROMAINE A PROPOS D'UN TABLEAU D'HERBERT LA MAIRIA. — Musée Hébert, 81, rue du Charbonnel (222-32-32). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

BENN A LA MONNAIE DE PARIS. — 11, quai de Conti (239-15-40). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 octobre.

ROMANES AUX DONATEURS. Modes françaises du XVIII^e siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume Gallia, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (739-33-33). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 8 F. jusqu'au 31 décembre.

APPELES FENOSA. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (706-01-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. et de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 30 septembre.

ARCHITECTURE DE MANUFACTURES. Salons et salons (122-32-32). — Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe, 10. Entrée : 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 30 septembre.

LES CENT ANS DU MUSÉE CARNAVALET. — Jusqu'au 30 octobre.

LETTES. — Jusqu'au 3 novembre.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-31). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 7 septembre.

FRANÇOIS FEMINIA. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

REMOUES. FEMINIA. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

FONTAINE. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

FONTAINE. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

FONTAINE. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Rétrospective Jean Dubuffet. — Musée. Ancienne abbaye Saint-Vincent (21-36-43). Jusqu'au 1er septembre.

AUXERRE. Raymond Masson. Sculptures et dessins. Maison du Peuple (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

BAYONNE. Dessins français du XVIII^e siècle. — Musée de la ville de Bayonne (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

ARRAS. Rétrospective Jean Dubuffet. — Musée. Ancienne abbaye Saint-Vincent (21-36-43). Jusqu'au 1er septembre.

AUXERRE. Raymond Masson. Sculptures et dessins. Maison du Peuple (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

BAYONNE. Dessins français du XVIII^e siècle. — Musée de la ville de Bayonne (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Rétrospective Jean Dubuffet. — Musée. Ancienne abbaye Saint-Vincent (21-36-43). Jusqu'au 1er septembre.

AUXERRE. Raymond Masson. Sculptures et dessins. Maison du Peuple (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

BAYONNE. Dessins français du XVIII^e siècle. — Musée de la ville de Bayonne (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CLERMONT-FERRAND. Nos ancêtres les Gaulois. — Musée national dans l'art au XIX^e siècle. Musée de la ville de Clermont-Ferrand (21-36-43). Jusqu'au 30 septembre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

En province

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

CHENONCEAUX. André Brasseur. — Châteauneuf (242-37-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 10 F. jusqu'au 26 octobre.

5020 من الأصل

la peinture

Festivals

AQUITAINE
THEATRE ET MUSIQUE
EN ALBERT
MELHIAN-SUB-GARONNE
Le 21 : Quintette à vent L. Com-
tois.

MIKIN
Chapelle de Masevet, le 21 : voir
Masevet, le 21.

**II^e FESTIVAL DE MUSIQUE
EN BERRY**
NAVERENK
Eglise, le 21 à 21 h. : Vasconia
Baroque Ensemble.

ARTES-DE-BERRY
Chapelle de Candou, le 21 à 21 h. :
Concert de musique classique.

LE PELA
Chapelle du Saint-Esprit, le 21 à
21 h. : E. Soustrot, trompette,
M. Trous, orgue (Alfred, Couper-
tin, Bach, Lully).

SAINT-EMILION
Cimetière de l'église collégiale, le
21 à 21 h. : Ensemble Symphon-
ique Sacre.

BRETAGNE
IV^e Festival national du livre vivant
FOUGERES
Convent des Ursulines, le 27, à
20 h. 30 : Le Vieux de Bagdad.

SAINT-JEAN DU BAYL
Le 21, à 21 h. 15 : L. Tammings
(Svein, Pachelbel, Bach, Franck).

BOURGOGNE
AUXON
Cathédrale, le 21, à 21 h. : A. Oeur
Joie et Fédération européenne des
Jeunes chorales, dir. P. Gao (Hem-
del, le 21 à 21 h. : Jeunes formation,
dir. : W. Bous (Bach)).

AVALLON
Collégiale Saint-Lazare, le 21, à
21 h. : Quintette à cordes Loewen-
guth.

CLUNY
Cimetière de l'abbaye, le 21, à 21 h. :
Orchestre de chambre de Tokyo (Ge-
briell, Rostrop, Nielsen).

YVERGNY
Château de Rastilly, le 21, à 21 h. :
Ch. Bruyère, violon, P. Schmitt,
harpes, le 21, à 21 h. : E. Card, J.
Pierrot, G. Robert (musique du
Moyen Age).

CENTRE
EN en Lot-et-Garonne
Collégiale de Tron, le 21, à
21 h. 30 : Quintette à cordes Arcadus.
Festival de patrimoine en patrimoine
NEGRON
Groupe, le 21, à 21 h. 30 : Le
Concert Royal (Campanella, Mar-
tini, Rameau, Diapart, Gherman-
bault).

MONTALIVET
L'Esplanade, le 21, à
20 h. 30 : voir Negrone le 21.

MAISESSE
Château, le 21, à 21 h. 30 : Voir
Negrone le 21.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
ANIANE
Eglise Saint-Sauveur, le 21, à
18 h. : J. Bonacore, orgue.

TOULOUSE
De musique à vendémiaire
Cimetière des Jacobins, le 21, à 21 h. :
Ensemble chorégraphique A. Bon ; le
21, à 21 h. : Trio d'orchestre (Bello,
Hendel, Geminale, Vivaldi, Purcell,
Rameau, Bataille) ; le 21, à 21 h. :
duo C. Slob (Paur).

BASSE-NORMANDE
Les heures musicales
du Mont-Saint-Michel
MORLAIX
Abbaye Blanche, le 21, à 21 h. :
Orchestre symphonique de la Session,
dir. J.-M. Cochet, sol. E. Hindley
(Haydn, Mozart, Beethoven).

SAINT-MICHEL-DE-MONTJOIE
Musée du Granit, le 21, à 21 h. :
Ensemble instrumental de la Session.

**Festival méditerranéen
des jeunes interprètes**
PORT-CAMARGUE
Jardin des Sculptures, le 21 :
V. Truchâteau (Villa-Lobos, Tarega,
Sor).

PORT-BARCAIRE
Place Martinique, le 21 : Ensemble
baroque français (Bach, Mozart,
Boccherini, Vivaldi).

PERENAS
XIV^e Biennale des arts
Théâtre de Verdure du parc Sans-
Souci, le 21, à 21 h. 30 : Cimetière et
Lumière.

XXVI^e Festival de la Mer
SEIX
Théâtre de la Mer, le 21, à
21 h. 30 : Les Trois Mousquetaires.
Théâtre sur la place, le 27, à
21 h. 30 : Jean Lecoq à la tête, les
députés de la halle.

LE VIGAN
Temple, le 21, à 21 h. 30 : E. Mar-
chandise, violoncelle, E. Peyra,
piano (Boccherini, Schumann, Cho-
pin, Brahms).

LIQUOSIN
FOLLE
XIV^e Festival des concours du cloître
Cathédrale Notre-Dame, le 21, à
21 h. 30 : Orchestre de chambre de
Tokyo, dir. : Y. Asakura, sol. :
T. Maschio (Saint-Georges, Takata,
Bocchi, Vivaldi, Grieg) ; le 21, à
21 h. 30 : G. M. Orgue, Orchestre de
chambre du Languedoc, dir. :
G. Oudette (Handel, Mozart, Fou-
cquet).

PAYS DE LA LOIRE
SAINT-JEAN-DE-MONTES
Eglise, le 21, à 21 h. : Ensemble
instrumental M. Solbida.

MIDI-PYRÉNÉES
SAINT-JUST-DE-VALCABRÈRE
Festival du Comminges
Le 21, à 21 h. : J.-P. Brousse (Bach).

CORDES-SUR-CHER
Eglise Saint-Michel, le 21, à
21 h. 30 : A. Bernard, trompette,
R. Folbert, orgue.

SAINT-CYPRIEN
Festival du Quercy-Blanc
Château de Marillac, le 21, à
21 h. 30 : M. Delmas, clavier,
J. Vandeville, hautbois (musique du
XVIII^e).

TOULOUSE
De musique à vendémiaire
Cimetière des Jacobins, le 21, à 21 h. :
Ensemble chorégraphique A. Bon ; le
21, à 21 h. : Trio d'orchestre (Bello,
Hendel, Geminale, Vivaldi, Purcell,
Rameau, Bataille) ; le 21, à 21 h. :
duo C. Slob (Paur).

BASSE-NORMANDE
Les heures musicales
du Mont-Saint-Michel
MORLAIX
Abbaye Blanche, le 21, à 21 h. :
Orchestre symphonique de la Session,
dir. J.-M. Cochet, sol. E. Hindley
(Haydn, Mozart, Beethoven).

SAINT-MICHEL-DE-MONTJOIE
Musée du Granit, le 21, à 21 h. :
Ensemble instrumental de la Session.

TOULOUSE
De musique à vendémiaire
Cimetière des Jacobins, le 21, à 21 h. :
Ensemble chorégraphique A. Bon ; le
21, à 21 h. : Trio d'orchestre (Bello,
Hendel, Geminale, Vivaldi, Purcell,
Rameau, Bataille) ; le 21, à 21 h. :
duo C. Slob (Paur).

BASSE-NORMANDE
Les heures musicales
du Mont-Saint-Michel
MORLAIX
Abbaye Blanche, le 21, à 21 h. :
Orchestre symphonique de la Session,
dir. J.-M. Cochet, sol. E. Hindley
(Haydn, Mozart, Beethoven).

SAINT-MICHEL-DE-MONTJOIE
Musée du Granit, le 21, à 21 h. :
Ensemble instrumental de la Session.

TOULOUSE
De musique à vendémiaire
Cimetière des Jacobins, le 21, à 21 h. :
Ensemble chorégraphique A. Bon ; le
21, à 21 h. : Trio d'orchestre (Bello,
Hendel, Geminale, Vivaldi, Purcell,
Rameau, Bataille) ; le 21, à 21 h. :
duo C. Slob (Paur).

BASSE-NORMANDE
Les heures musicales
du Mont-Saint-Michel
MORLAIX
Abbaye Blanche, le 21, à 21 h. :
Orchestre symphonique de la Session,
dir. J.-M. Cochet, sol. E. Hindley
(Haydn, Mozart, Beethoven).

SAINT-MICHEL-DE-MONTJOIE
Musée du Granit, le 21, à 21 h. :
Ensemble instrumental de la Session.

TOULOUSE
De musique à vendémiaire
Cimetière des Jacobins, le 21, à 21 h. :
Ensemble chorégraphique A. Bon ; le
21, à 21 h. : Trio d'orchestre (Bello,
Hendel, Geminale, Vivaldi, Purcell,
Rameau, Bataille) ; le 21, à 21 h. :
duo C. Slob (Paur).

VILLERS-SUB-ME
Eglise, le 21, à 21 h. : M. A. Mo-
risset-Baller, D. Bostard, M. Moris-
set, orgue, chant et trompette
(Campanella, Telemann, Bach, Haydn).

POTOU-CHARENTE
Huitième nuit musicale d'Oléon
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

VILLERS-SUB-ME
Eglise, le 21, à 21 h. : M. A. Mo-
risset-Baller, D. Bostard, M. Moris-
set, orgue, chant et trompette
(Campanella, Telemann, Bach, Haydn).

POTOU-CHARENTE
Huitième nuit musicale d'Oléon
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

FESTIVAL MUSICAL
DOLUS D'OLÉON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : A. Ber-
nard, trompette, P. Houbart, orgue.

SAINT-GEORGES-POISSON
Eglise, le 21, à 21 h. 30 : M. Ber-
chard, D. Perron, clavier.

PROVENCE-ALPES
COTE D'AZUR
ANTHÈS-JUAN-LES-PINS
Place du Château Marial, le 21 :
Orchestre F. Liszt de Budapest
(Bach, Corelli, Tchaikovsky).

Théâtre

Les jours de relâche sont indiqués
entre parenthèses.

Les salles subventionnées
CARRÉ SELVIA MONFORT (531-
25-30), les 20 et 21, à 15 h. 30 :
les 23 et 24, à 14 h. et 16 h. 30 :
Cirque Giras à l'antienne.

Les autres salles
AIRE LIBRE (322-70-78) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Dénier à deux ; 22 h. :
Fropeur.

ASTELLE THEATRE DU XX^e (203-
34-31) (Dim. lun.), 20 h. 30 : les
Sakizique medina.

CARRÉ DU TEMPLE (524-53-25)
(Mar.), 21 h. : le Cirque de Mo-
rte.

COMEDIE ITALIENNE (221-22-22)
(Dim. lun.), 21 h. mat. dim.
15 h. 30 : Les Locomotives.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

ESSAION (278-46-42) (Dim. lun.),
20 h. 30 : Histoire vraie
F. O. H. E. (574-74-40) (Dim.),
20 h. 45 : Tapes-Tapes, la Saison
de la mémoire.

CONCERGERIE (632-61-77) (Jeu.),
21 h. dim. 18 h. 30 : la Rose
et le 18.

VARIETES (233-00-00) (Dim. soir,
lun.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. 15 :
Je veux voir Moussou.

Les cafés-théâtres
BISTROT BRASSBOURG (271-33-17)
(Mar.), 20 h. 30 : E. Gauda Gene-
ralist Hollywood ; 21 h. 45 : J.E.
on the rock.

BLANCS - MANTREUX (897-16-70),
(D.), 20 h. 15 : Anthea - M22 ;
21 h. 30 : G. Carver ; (D. L.),
22 h. 30 : les Belges.

CAFE D'EDGARE (332

Cinéma

REGARD SUR L'OMOSKOUA-LITE (v.o.) : Le Soir 9 p. 322
J.-B. : Mr. : PINK Narcissus ;
J. : Oubrague ; V. : A Bigger
Solange : M. Myra Sreckindridge
D. : Je ne suis pas une
L. : Parions-en ; Mr. : Séphane-
tiane.

SAINTE-ARROCHE 11 h. 30 (700-86-16)
de Robin des bois : Les Aventures
de Robin des bois
10 h. 15 : Festival de dessins animés
Tex Avery : Mr. 17 h. 45 et 20 h.
Le Topaze de Naples :
Mr. 20 h. 15 Les Indes noires
colère : V. 8 D. 14 h. 30 :
le Roi et l'Oiseau : V. 8 D.
15 h. 45 et 17 h. 45 :
s'est arrêté à Espoir : V. 8 D.
15 h. 30 : Docteur Poissonneur
5. 0 h. 5 : C'était demain : 1. 16 h. :
Je suis au ciel : 1. 16 h. :
d'automne : 20 h. : Kwalidan
22 h. 25 : La vengeance d'un acteur
15 h. 15 : Macabre : 21 h. 30 :
Chasteté [?]

ROCKY REGGAE MOVIES. 3 Laurent Bourgeois, # (633-97-77) (v.o.), an alternance : Jubilee; Bob Marley Live.

GRAND PAVOIS. 15# (534-46-85) (v.o.), L 13 H 45 : Fantastica 15 H 40 : la Fête sauvage; 17 H 10 : l'enterrement; 19 H 10 : 20.10 : Mort sur la NU; 20 H 30 : Jérémie Johnson; V. 0 H 15 : The Kids are alright; S. 0 H 15 : Quodrophénia. II 13 H 30 : Les 400 coups de la 1e; Les Vacances de Mr. Rulo; 16 H 30 : Mon Oncle; 18 H 30 : Play Time; 20 H 30 : l'Année dernière à Marienbad; 22 H 10 : New-York. New-York V. 18 H 30 : Zardos; S. 0 H 30 : V. COULE.

Les grandes nettiées

LCS Grammes reprises

ACCATONE (It., v.o.) : Olympia, 14^e (542-67-42) H. sp.

A CHAQUE AUBE SE MEURET (A. v.o.) : Action Christine, 6^e (325-85-09).

APPREUX SALES ET MERCHANTS (It., v.f.) : Cinéoch Saint-Germain, 6^e (832-10-82).

L'ARBEUR KASABOVITZ (It., v.o.) : Bonarda, 4^e (832-10-12).

ARSÉNIK ET VIKELIX DENTELLE (A.A. v.o.) : Studio Logos, 5^e (354-26-00).

BARRY LYNDON (Ang.-v.o.) : Hausfaulen, 6^e (532-79-35), Paris 8^e (358-32-99), — V.F. : Impérial, 2^e (358-32-99), — V.F. : Paramount, 12^e (343-78-17), — V.F. : Paramount-Parnassia, 14^e (328-53-11), Gaumont-Convention, 15^e (828-62-37), — V.F. : Gaumont-Convention, 15^e.

BONS BAISERS DE RUSSIE (A. v.o.) : Publicité-Matignon, 3^e (328-31-87), — V.F. : Tournelles, 30^e (334-26-00), — V.F. : Faramont-Opéra, 9^e (742-58-31).

LES BÉRÈRES VERTES (A.A. v.o.) : Paramount-City Triomphe, 6^e (562-48-78), — V.F. : Max Linder, 9^e (562-48-78), — V.F. : Paramount-City, 9^e (742-58-31), — V.F. : Paramount-Bardile, 12^e (343-78-17), — V.F. : Paramount-Gala, 12^e (343-78-17), — V.F. : Paramount-Parnassia, 14^e (328-50-10), — V.F. : Paramount-Orléans, 14^e (548-49-61), — V.F. : Salmigondin, 15^e (578-33-00), — V.F. : Faramont-Mallot, 17^e.

79, 12^e (906-34-30)
CHENAIS L'AMÉNTY CHAUD (A. v.o.)
 72-67, Anton Ecole, 1^{er} (32)
 72-67.
LE CHARGE DISCRET de
M. GOURBOIS (Pr.) Poron-Cla-
 ment, 1^{er} (32)
 72-67.
CHENATOWN (A. v.o.) : Quintette,
 1^{er} (324-33-40), Elysees Point Show,
 1^{er} (324-33-40).
LES CONFORTEES (It. v.o.) : Stu-
 dio Bertrand, 7^e (782-84-86).
LA DÉRENSE FEMME (It. v.o.) :
 Palace Croix-Nivert, 1^{er} (374-
 67-67).
LES DANNES (It. v.o.) : Saint-
 Germain-Ruebis, 5^e (633-79-38),
 Pagode, 7^e (715-12-18), France-Ely-
 sees, 1^{er} (324-33-40).
 2^e (238-54-54), Saint-Laure-Pas-
 quier, 5^e (387-35-43), Athènes, 12^e
 (565-07-07), Nation, 12^e (313-04-07),
 1^{er} (324-33-40), Pathé, 1^{er} (32-
 12-23), Cléry-Pathé, 1^{er} (323-
 12-23).

LES DIX FORMIDABLES (A.
v.) : G.C.-Danton, 8° (329-
42-62) ; Marignan (350-92-82).
v.f. : Gaumont-Richelieu, 3° (233-
58-70) ; Faureville, 13° (331-60-74) ;
Montparnasse - Pothé, 14° (322-
54-58) ; Gaumont-Sud, 14° (337-
84-50) ; Montmartre, 14° (337-
42-86) ; Wexler, 18° (387-50-70) ;
Gaumont - Gambetta, 20° (638-
10-86).

DORCE SALOPARDS (A. v.),
Mistral, (338-52-43).

LES ENFANTS DU CAITANNE
GRANT (A. v.): Gaumont-
des Halles, 1° (297-48-70) ; Richelieu,
2° (233-56-50) ; Marignan, 8°
(339-82-82) ; Royale, 9° (233-82-86) ;

19-23) : Gaumont-Sud, 14° (327-
84-50) : Cambronne, 15° (734-

(74-75) : Cluskey-Pathe, (s) : 522-
 523-524.
 LE FOUDRUEUR (H. v.o.) : Studio
 Bernard, 7 (78-54-64) : H. sp.
 LE FOUILLON (H. v.o.) : Olympia,
 11 (54-57-67) : H. sp.
 GATSEY : LE MAGNIFIQUE (a.
 v.o.) : Olympia, 11 (54-57-67) :
 H. sp.
 GOLFINGER (A. v.o.) Paris : Studio
 Poinci-Océan, 8 (32-59-59-83) ;
 Publicis Champs-Élysées, 5 (72-
 94-94-94) : Olympia, 9 (72-94-
 94) : (74-75-23) : Paramount-Gobe-
 lins, 15 (70-71-23) : Paramount-
 Montparnasse, 15 (70-71-23) :
 Paramount-Mallet, 17 (75-24-24).
 LE GUERFARD (H. v.o.) : Quersac
 Latin, 5 (52-84-84) : Margarin,
 11 (54-57-67) : H. sp.
 Les Halles, 11 (59-74-90) : Cam-
 brounne, 15 (78-43-43) : Victor,
 15 (78-43-43) : H. sp.
 GUSTY-APRÈS (A. v.o.) : Studio
 Orlins, 5 (54-59-22) : H. sp.,
 11 (54-57-67) : H. sp.
 Paramount-Mariavux, 5 (29-
 30-40) : Paramount-Montparnasse,
 15 (70-71-23) : Paramount-Sal-
 Charles, 15 (57-79-33) : H. sp.
 HAÏE (A. v.o.) : Palais des Arts, 3
 (54-57-67) : H. sp.
 HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Actua-
 Champno, 5 (34-51-60) : Maxville,
 15 (70-71-23) : H. sp.
 HÉROÏSME NON AMOURE (Fr.) :
 Actua-Champo, 5 (34-51-60) :
 Actua-Champo, 5 (34-51-60) : Contre-
 carpe, 5 (32-57-37) : H. sp.
 LE STAFF UNE FOIS DANS L'OSTRÉ-
 (Fr.) : Actua-Champo, 5 (34-51-
 60-11) : - V. J. Richelieu, 5 (23-
 23-23) : H. sp.

INSPECTEUR HARRY (A. V.):
 Paramount - Marivault, 2 (338-
 15-17); Paramount - Bastille, 17
 (343-75-17); Paramount - Montpar-
 nasse, 46 (332-90-10).
 JOHNNY GOT HIS GUN (A. V.):
 1 (338-15-17).
 LE JOURNAL D'UN FEMME DE
 CHAMBRE (F.P.): Forum-Cinéma,
 101 (297-63-74); Impérial, 2 (742-
 78-22); Saint-Germain-Village, 5
 (338-15-17); Ufa-Lux, 101 (338-
 32-10); Ufa-Watton, 4 (332-
 04-87); Parussiana, 14 (343-
 82-11).
 KING HENDRIX (A. V.): Café
 de Paris, 101 (338-15-17).
 LES LAUREATS (A. V.): Cluny-
 Palace, 5 (334-07-78).
 LAWRENCE D'ARABIE (A. V.):
 1 (338-15-17).
 L'ÉLITE (F.P.): 742-60-32; Fauvette,
 17 (331-26-58).
 L'ÉTÉ DE SUE MANN (A. V.): Nec-
 tarius, 5 (334-42-34).

LULU (All. v.o.) : Saint-André-des-
 Arta (n° 326-48-18).
 LE MESSEAGER (Ang. v.o.) : Palace
 de la Niverville, 15 (374-88-04).
 MIDWINTER EXPRESS (A. v.o.) (*) :
 Capri, 5° (508-11-89).
 LES MISÉRABLES (A. v.o.) : Action
 Écoute, 5° (33-75-07).
 MONTEY-PYTHON, SACRÉ GRAAL
 (Ang. v.o.) : Cluny-Écoute, 5° (354-
 20-12).
 MORT SUR LE NEIGÉ (A. v.o.) : Szo-
 cio Média, 5° (83-45-07).
 LA NUIT DES CHASSEURS (A. v.o.) :
 Olympic, 14° (542-67-42).
 LA NUIT DES MORTS-VIVANTS
 (A. v.o.) (*) : Studio Cinéma, 5°
 (354-89-22) ; Athena, 12° (343-

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES
(Il. v.d.) : Hautefeuille, 6° (633-

38-39).
 LE SERPENT (Sued.-D. v.o.) :
 Palais des Arts, 3 (272-62-38).
 PAPA D'UN JOUR (A. v.o.) : Mariva,
 14 (329-30-19).
 P. (228-90-25) : Espaces Garita, 14
 (328-39-34).
 P. I et II (A. v.o.) :
 Templara, 3 (272-94-50).
 PHANTOM OF THE PARADISE (A.
 v.o.) : Mariva, 14 (329-35-40).
 Balzac, 8 (581-10-40).
 SES PRODUCTIONS (A. v.o.) :
 Mariva, 14 (329-35-40).
 QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) :
 Espaces Garita, 14 (329-39-34).
 R. (228-90-25) : PICTURES HOW
 (A.) v.o. : Movies, Balzac, 14
 (238-71-72).
 LE SERPENT EST EN PRISON (A.
 v.o.) : Palais des Arts, 3 (254-
 34-33) ; Myriam-Lincoln, 8 (258-
 38-14) ; Parisiens, 14 (228-43-31).
 P. (228-90-25) : Palais des Arts, 3
 (272-62-38).
 PARZOUF, LA MONTÉE DE LA
 JUNGLE (A. v.o.) : Le Chef, 5
 (238-71-72).
 P. DRIVER (A. v.o.) : Publicis
 Saint-Germain, 8 (222-72-80) ;
 Mariva, 14 (329-35-40).
 — V.F. : Paramount-Marivaux, 2
 (228-46-40) ; Paramount-Bastille,
 14 (329-35-40).
 — V.F. : Paramount-Bastille,
 14 (329-35-40) ; Paramount-
 Montparnasse, 14 (329-30-19).
 — V.F. : Paramount-Bastille,
 14 (329-35-40) ; Convention-Saint-Charles,
 15 (578-35-60) ; Poney, 18 (288-
 38-14) ; Parisiens, 14 (228-43-31).
 P. (228-90-25) : Paramount-Montmar-

**LE TIGRE DU BENGAL, LE TOM-
BAK HENDOU (A. v.o.) :** Marais,
13^e (323-48-39) ; Saint-André des
Arts, 6^e (323-48-18).
**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOU-
JOURS VOULU SAVOIR SUR LE
MUSÉE (A. v.o.) :** Cloude-Saint-
Germain, 6^e (323-10-23).
PIÈCES (A. v.o.) : Tempeliera, 3 (272-
94-50).
**LE D.E.S.S.U.S D'UN NID DE
BOUGRE (A. v.o.) :** Palais des
Arts, 3^e (272-63-98) ; - V.F. : U.C.C.
Opéra, 2^e (251-30-35).
**LA VRAIE NATURE DE BERNAR-
DETTE (Can.) :** A.-Bazin, 13^e
(287-74-39).

ALBON DE MARTIN SCORSESE
Epte-de-Bois, 6 (327-
57-47), 20 h.

BONNIE AND CLYDE (A. v. f.) :
Tourelle, 20^e (364-51-08), 9. 21 h.

CARRIE (A. v. o.) : Calypso, 17^e
et 18^e (327-57-47), 22 h.

LE DIABLE, PROBABLEMENT (Fr.) :
Olympic, 14^e (542-67-42), 18 h.
(sauf S., D.).

DES SENS (Jap., v.o.)
Saint-André-de-Aria, 6^e
(326-48-18), 12 h. et 0 h.

FRITZ THE CAT (A. v.o.) : Saint-
André-de-Aria, 6^e (326-48-18),
12 h. 15.

LAURENCE ET MAUDE (A. v.o.) :
Luxembourg, 6^e (633-97-77), 10 h.,
12 h. et 0 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5^e

JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympe,
14^e (542-67-42), 18 h. (sf B. et D.).

ONNA qui ADRA VINGT-CING
 ANS : La Seine, 5 (325-95-99), 22 h.
 ETULES ET VID (P.T.) : Saint-André
 (L.v.) : La Seine, 5 (325-95-99), 22 h.
 LES LARMES AMERES DE PÉTRA
 VON KANT (All. v.o.) : Olympia-
 Saint-Germain, 6 (322-87-23), 22 h.
 CHARLIE (A. v.o.) : Luxembourg, 6
 (333-97-71), 10 h, 12 h. et 0 h.
 LES LARMES AMERES DE PÉTRA
 (L.v.) : La Seine, 5 (325-95-99),
 22 h.
 OLYMPIA DES ANGES (Fr.) :
 Olympia, 14 (542-67-42), 17 h.
 (et St. D.).
 CASSIUS (L.v. v.o.) :
 Olympia, 14 (542-67-42), 18 h.
 (et St. D.).
 CASSIUS (L.v.) : Olympia-Saint-
 Germain, 6 (222-87-23), 12 h. et 0 h.
 ROMA, VILLE OUVERTE (L.v.) :
 Olympia, 14 (542-67-42), 18 h.
 MATHICCON (L.v.) : Toulou-
 rnes, 14 (541-81-80), 21 h.
 LES SENTIERS DE LA GLOIRE
 (L.v.) : La Seine, 5 (325-
 95-99), 22 h.
 LE TAMBOUR (All. v.o.) : Epé-
 se-de-Bots, 3 (437-57-77), 21 h. 45.
 (et St. D.).
 Epé-de-Bots, 3 (437-57-77), 22 h.
 LES TOILES D'OR ET D'AI-
 RAIN (L.v.) : Luxembourg, 6 (333-
 97-71), 10 h, 12 h. et 0 h.

Dans la région parisienne

XYLINES (8)
 CONFILAN (8)
 U.G.C. (93-50-36) : Du filo de

qu'est-ce que j'ai fait au bon Dieu...
CUNYAN, Parly II (954-54-00) :
 Mais qu'est-ce que j'ai fait au bon Dieu... ; Le Commando de ses majestés ; Vaudou aux Garibais (*) ; Le Cycle fantastique.

CS MUREAU-X, Club (474-54-03) :
 Cul et chimie ; Muls qu'est-ce que j'ai fait au bon Dieu... ; Dracula, prince des ténébres.

DE VESINER, Medics (87-06-15) :
 Deux superstities.

DE VESINER, Medics (477-02-03) :
 Les Monstres de la mer ; Pile au face ; New-York connection (*) ;

ESSAY, U.G.C. (96-07-12) :
 Les Monstres de la mer ; Les Bouddhas ; Une filie de chat ; Cycle fantastique.

ETIENNE DUBOIS, EN-LAÏE, CUL (451-44-11) :
 Pile au face ; Le Cycle fantastique.

ELIZET, CUL (84-04-26) :
 Pile au face ; Pommes d'été.

LES DIX COMMANDEMENTS : Festival fantastique.

RÉSILLIES, Cyrano (1950-68-66) ; essay la Bourrasque ; Les Dix Commandements de l'Empire des Vortex connexion (***) ; Plus ou face : L'Empire contre-attaque ; les Enfants du capitaine Grant ; V.S. M.H. ; vertier ; Les dix commandements (1950-55) ; de suite photographique.

ESSONNE (91)

DOUSY - SAINT-ANTOINE, Buxy (1950-55-53) ; quest-ce que j'ai fait au bon Dieu ; Les Monstres de la nuit ; les Brèrès verita ; Taxi driver.

URES-ORSAI, yue 1974-54-14) ; les Capitaines Grant ; Les Monstres de la nuit ; Mûn. Mûn.

que j'ai fait au bon Dieu... ; Vaudon aux Caraïbes (22).

Commando de sa majesté ; L'Empire contre-attaque ; Mais qu'est-ce que ça change ? : les Diables ; Les Enfants du capitaine Grant ; Les Contrebandiers.
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (906-72-73) : le Seigneur des anneaux ; les fabuleuses aventures du baron de l'Alente-GUEVIEUX-DES-BOIS.
LARRY (016-07-86) : Bon balais de Ruyter.
RAYNOR-CHATELON, Calypso (34-23-1) : Caligula (*); L'Ultime Attaque (*).

BOUTS-DE-SERRE (33)

SINIERES, Tricyle (702-65-13) : L'Empire contre-attaque ; les Enfants du capitaine Grant ; les Sinieres.
AGNEUX, Luz (68-04-93) : Je suis photographique.
CLUBS (74-94-00) : Taxi driver ; Le Commando de sa Majesté ; Alien ; Voyage au bout du monde.
SENSEVILLIERS, Cinéma J-Vilgo (78-90-01) : l'Evide d'Alcatraz.
GILBERT, Paris (72-85-35) : Taxi driver.

DUBIL, Ariel (74-66-35) : L'Empire contre-attaque ; Les Diables ; Studio (73-19-47) ; L'Ultime Attaque ; Charlie Bravo (*) ; Les Diables (*).

AFFRESSION, Normandie (74-28-80) : Caligula (*); Les Diables ; Les Diables ; Les Diables ; Fish Gordon (*).

SEINE-SAINT-DENIS (93)

00-05) : l'Empire contre-attaque ;
les Monstres de la mer ; les
Rangers dans les Alpes Grand ; les
Dieu commandements.
E. BOURGET, Arvix (1857-17-89) :
The Rose ; les Dieux commande-
ments ; qu'est-ce que j'ai fait
au bon Dieu.
MONTREUIL, Mollis (1880-00-13) :
Festral ; l'Empire ; les Monstres
de la mer ; les Dieux commande-
ments ; qu'est-ce que j'ai fait
au bon Dieu.
E. RAINCY, Casino (302-32-23) : Il
est une fois dans l'Ouest.
ANTIN, Carroux (1843-01-30) : les
Purs ; les Monstres de la mer ;
Pile ou Pace ; Bons-baisers de
Ruse ; les Monstres de la mer (*) ;
New York Connection (**) ; la
Nuit ; Tragede.
OSNY, Art (529-00-00) : Festral ;
Festral ; l'Empire contre-
attaque ; les Monstres de la mer ;
Goldfinger ; Pile ou Pace ; les
Sous-Doux.

VAL-DE-MARENE (94)

WAXPINGS, Pathé (881-72-04) : Les Dix Commandements; l'Empire contre-attaque; les Enfants du Capitaine Graceland; le Commando de Sa Majesté; Mais qu'est-ce que j'ai fait au bon Dieu...

RETHIL, Ariel (882-62-64) : Fille de l'Écume; Mary-Kate et Ashley (**) la Nuit des traqués; la Petite Sirène; les Monstres de la mer (**); Festival fantastique. A VARENNE - SAINT - HILAIRE, Paramount (883-59-20) : Taxi Driver; les Bécots rieurs; Pile ou Face.

DAISONS-ALFORT, Club 123 (376-71-70) : Deux Superfilles; Orange mécanique; la Nuit des mort-

AGENT-SUB-MARNE, Artel (871-11-31) : New-York Connection (*);
les Montagnes de la zone. Elle est

[illegible]

• Ambiance musicale • Orchestra - P.M.R. : prix moyen du repas - J. h. : ouvert jusqu'à... heures

VOTRE TABLE CE SOIR

RIVE DROITE

LE BEUF DU PALAIS ROYAL P.C.
18, rue Thérèse, 1^{er} 236-04-10

CHEZ FEFFO 380-59-82 P./midi
115, av. de Villiers, 17^e, pl. Perle

DARKROOM 236-83-78
44, rue Sainte-Adèle, 2^e P./midi

LE GOLF 71-15
20, bd Montmartre, 9, 176-01-33

ASSIETTE AU BEUF - POCARDI
9, bd des Italiens, 2^e T./l.j.s

LA TOUR HASSAN RAS 233-79-34
27, rue Turbigo, 2^e T./l.j.s

LE BEUF SUR LE GRILL 147-92-16
73, av. R.-Folcaire, 19^e 27/dim.

L'ALLIANCE 474-34-06
EL RAOUCHEE, 9, rue Buffault, 9^e

GASPARD DE LA NUIT 277-99-53
6, rue des Tournelles, 4^e P./dim.

LE HISTOIRE DE LA GARE
30, rue Saint-Denis

ST-JEAN-PIED-DE-PORT 271-01-50
123, avenue Wagram, 17^e T./l.j.s

RIVE GAUCHE

AU VIEUX PARIS 234-79-22
2, place du Panthéon, 5^e P./dim.

AU BEUF GRILLE 236-22-19
13, rue Montagne-Sainte-Geneviève

LAFFROUSSE 326-90-14 et 68-04
51, q. Grande-Augustine, 9^e P./dim.

HIF LONG 336-22-19
13, rue Montagne-Sainte-Geneviève

35 F. : Salade aux fines herbes. FILET de BEUF sauce « Fine Royale ». Pommes. Pont-Nœuf à volonté. Sa Carte. Ses Desserts réputés. Fantastique BEAUJOLAIS. Accueil chaleureux. Jusqu'à 23 heures.

Park. assuré. Un des meilleurs restaurants Hallens. Cadre transformé. Spécialités françaises et italiennes. Salon pour réception. Terrasse.

Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines. Méchoui. Vin de Sousois. Salon. mille climat. Ouvert J. 23 h. 30. Jusqu'à 3 h. du matin aux Grande Sousois. Fruits de mer. Poissons. Choucroute. Grillades. Desserts faits maison.

Menu à 33,90 F. a.n.c. Grande Carte. Desserts dont mousse au chocolat à volonté. Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin.

Spécialités marocaines : Couscous, Méchoui, Tagines, Bastella. Déjeuners. Dîners. Soupers jusqu'à minuit. Ambiance musicale.

Jusq. 22 h. 15. Ses entrées : Salade de saumon hôte 38 F. Salade de foie gras 30 F. Carré d'agneau aux herbes 3 personnes, 50 F.

Tous les jours de 12 h. à 4 h. du matin. Pizzas et spécialités libanaises Dôj., Din., Spect. R.-V artistes et commerc. Gr. salle pour réunions.

Synthèse des Cuisines Nouvelles et Traditionnelles. Menu : 80 F. tout compris et Carte

Propose 3 menus art. choit 33,90 F. a.n.c. grande carte des desserts. Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin.

J. 23 h. Terrasse d'été. Menu 106 F. T.C. Carte Morte à l'espagnole. Nit barbe à l'oieille, magret canard, pailla langouste, soufflé aux tramb.

SOUPIERS APRES MINUIT

J. 23 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : Bourricon Fois farci. Fois gras de canard, confit, pigrade, chitrons à la basq. Sa cave. P.M.R. 80 F.

Tous les jours jusqu'à 3 heures. Un Cadre Rustique pour une viande surchoix. Ambiance musicale. Environ 70 F. T.T.C.

J. 23 h. Grande Carte. Menu d'Affaires 100 F. Menu Dégustation : 180 F. Salons de 2 à 30 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

Tous les jours. Cusine fine vietnamienne Grande carte. Environ 60 F.

GUY

6, rue Mabillon, 334-87-81
Saint-Germain-des-Près

Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978
Féjolade, Charrasous, Camarons

LA CHOPE D'ALSACE

T. J. 1^{er}
4, r. du Penobry-Montmartre, 9^e

SAN RANC D'UTRITES
Ses choucroutes, Jarses, Grillades

LE PETIT ZINC

ODA, 75-51, 6^e
Huitres - Poissons - Vins de pays

LE CONGRES

Pte Maitlot, 12 h. à 3 h. 30. Grand-Armée. POISSONS

RANC D'UTRITES toute l'année
Spéc. de viandes de bœuf grillées

BRASSERIE - TABAC PIGALLE

7, Pigalle, 406-72-80. Choucroute

Grillades - Bière Löwenbrau

WEDER

14, place Cléchy, 14
522-53-34
SAN RANC D'UTRITES
Poissons - Vins de pays

CHEZ HANSI 3, pl. 18-Juin-1940
Face Tour Mont-

parnasse. Choucroute. Fruits de mer. Jusq. 9 h. du mat. 542-66-12

LA CHAMPAGNE 374-44-74 J. 3 h
LE RESTAURANT DE LA MER

Enlèves - Coquillages les lundis

LE MUNICHE 27, r. de Buci, 8^e
633-62-08

Choucroute - Spécialités

LA CLOSERIE DES LILAS
172, boulevard du Montparnasse


326-70-58 - 334-21-38
Au piano : Yvan Mayer

ALSACE AUX HALLES T./l.j.s
14, rue Coquillière, 1^{er} 236-74-34

PARAMOUNT ELYSEES v.o. - PUBLICIS SAINT-GERMAIN v.o. - MARIVAUX v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT ORLEANS v.f. - PARAMOUNT CASTILLE v.f. - PARAMOUNT GALAXIE v.f. - PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PASSY v.f. - SAINT-CHARLES CONVENTION v.f. - PARAMOUNT La Varenne - VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT Orly - CLUB Colombes

SUXY Val-d'Yerres.

"PALME D'OR"
GRAND PRIX FESTIVAL DE CANNES 1976
TAXI DRIVER



COLUMBIA FILMS présente
ROBERT DE NIRO
TAXI DRIVER
Une production BILL/PHILLIPS d'un film de MARTIN SCORSESE
JODIE FOSTER **ALBERT BROOKS** dans le rôle de **Tom HARVEY KHITEL**
LEONARD HARRIS [PETER BOYLE dans le rôle de **Wizard**]
CYBILL SHEPHERD dans le rôle de **Betsy**
Récit par **PAUL SCHRADER** Montagne de **BERNARD HERRMANN**
Produit par **MICHAEL PHILLIPS** et **JULIA PHILLIPS**
Réalisé par **MARTIN SCORSESE** Services de Production par Devco/Wesley-Boyle. Distribué par **WARNER-COLUMBIA FILM**

BUNUE

... ...

peau

... ..

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 20 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 10 Série documentaire : Des paysans (in tern).
19 h 10 Caméra au poing.
A la frontière du merveilleux : la vie secrète des araignées.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Préludes ».
19 h 55 Tirage du lot.
20 h Journal.
20 h 30 Série : « Les Dames de cœur ».
Le grand tournoi des dames de cœur. P. Siegfried. Avec M. Robinson, O. Laure, G. Cassard.
21 h 30 Série historique : « C'est s'appeler l'Empire ».
L'Empire libérateur. Émission de M. Drott. Derrière l'histoire de la série plénière de M. Drott. Avec la participation d'anciens du bataillon du Pacifique qui ont servi pendant la guerre du Vietnam.
22 h 25 A bout portant : Jules Beaucarne.
Émission de B. Pétureau, réal. R. Scandara. Auteur-compositeur et interprète de ses chansons, le Walzen est ici l'hôte d'un jeu dans sa région.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h Récit A 2.
Le fantôme de l'espace : Satanas et Diabolo : Le nouvel Américain.
18 h 30 C'est la vie.

18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-Six bouts de chansons.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « Mozart à la mode ».
D'E. Westphal, réal. P. Cavallone. Avec J. Lenoir, S. Dirand, A. Laurent, M. Secrest, S. Schuster.
Quatre musiciens répètent une œuvre de Mozart.
22 h Document : « Bouillottes à la mer ».
Réal. W. Puisseux (Redifusion).
Ce qui se passe dans les petites maisons maritimes. Derrière les sons des échos. Scènes de la vie de la mer.
22 h 55 Histoire courtes.
Venise, la ville du gondolier, de F. Kassowitz.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de Lolo et Bobo : Carroge.
20 h Les Jeunes.
20 h 30 Cinéma : « Le Retour de Don Camillo ».
Film franco-italien de J. Duvalier (1959), avec Fernandel, G. Oury, E. Delmont, P. Scappa, A. Rignault, T. Bourdelle, G. Viala, J. Gloria (Redifusion).
Le maître communiste de Brancato resté dans Don Camillo — envoyé en pénitence dans une autre prison, par l'église —

Jeudi 21 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 15 Jeunes pratiques.
La nutrition.
18 h 25 Jeu : Avis de recherche.
19 h Journal.
19 h 35 Série : « Shaft » (le Meurtre).
19 h 45 Objectif santé : la fatigue.
19 h 55 Dessin animé : Wicket le Viking.
20 h 25 Croquis : « L'histoire de la papie ».
Dessin animé : « L'histoire de la papie ».
19 h 55 Série : « Les Dames de cœur ».
Le grand tournoi des dames de cœur. P. Siegfried. Avec M. Robinson, O. Laure, G. Cassard.
19 h 55 Tirage du lot.
20 h Journal.
20 h 30 Comédiens de notre temps : « Le Noir et le blanc ».
Comédie de J. Marais, d'après O'Hara. Mise en scène : J. Le Poulain.
Redifusion d'un numéro de comédie assuré, où Jean Le Poulain joue les éponymes d'« L'histoire de la papie ».
22 h 45 Des comédiens de notre temps : « Le noir et le blanc ».
Comédie de J. Marais, d'après O'Hara. Mise en scène : J. Le Poulain.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 A.M.T.O.P.E.
19 h 10 Journal.
19 h 30 Série : « Kiki et Cie ».
Une boîte pour l'été.
19 h 40 Aujourd'hui, madame.
Fabrication à l'ancienne.
19 h 55 Feuilleton : L'aventure est au bout de la route.
Pour le meilleur et pour le pire.
19 h 55 Sports : « Hippisme ».
19 h 55 L'invité du jour : Mario Monicelli.
19 h 55 Récit A 2.
Le fantôme de l'espace : Satanas et Diabolo : Le nouvel Américain.
19 h 55 C'est la vie.
19 h 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-Six bouts de chansons.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « L'apprenti sorcier ».
Film français de M. Deville (1976), avec R. Lamoureux, C. Dejoux, C. Pignatelli, G. Wilton, J. Dondol-Vallières, J.-P. Kallou, C. Marcan, J.-P. Derre, A. Blanchard.
Un vieux garçon, employé de quincaillerie, se voit offrir, après la mort de sa mère, dans sa folie, une maison de campagne.
22 h 10 Feuilleton : « Le noir et le blanc ».
Comédie de J. Marais, d'après O'Hara. Mise en scène : J. Le Poulain.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Films : le masque ; See and tell : le journal d'un petit japonais.
20 h Les Jeunes.
20 h 30 Cinéma (cycle C. Bronson) : « Le Bion blanc ».
Film américain de J. Lee Thompson (1977), avec C. Bronson, J. Ward, D. Powell, C. Fellow, W. Sampson, J. Caradine, C. Williams, S. Whitman.
Un flic américain poursuit un énorme bion blanc qui a échappé à la filie. Et le chasseur Wild Bill Hickok, dont on a bien vu les coups de feu, est aussi, lui aussi, à la recherche.
22 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30 Colportage : En Alsace.
18 h 30 Le jardin des sciences naturelles : Les plantes.
18 h 30 Actualité : Opération franco-chinoise pour l'étude de l'Himalaya.
18 h 30 Université de l'université : Barcelona.
18 h 30 Un solo en Allemagne à Barcelone.
18 h 30 L'antique de Pablo Picasso (et à 18 h.).

pour qu'il aide à remettre de l'ordre en village.
Un peu plus poussée vers la fin et les bons sentiments que le premier film de la série. Un succès populaire sur une formule déjà bien rodée.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Sous. Sessière d'escrime.
18 h 30, Aigues, pierres et autres : L'île de Bréhat.
18 h 30, La comédie musicale : La scène et l'écran.
18 h 30, Le poing de fer ou le décanon de la vieille guerre d'après W. Scott. Adapt. M. Sarfati.
18 h 30, Des pas sans les premières écoles, par D. Caux.
18 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (Redif.).
18 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète, Feuilleton de L. Kobrynski (Redif.).
23 h 30, New-audio.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Concert : Festival de Lausanne 1979.
« Ouverture des Noces de Paganini » (Mozart), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler).
18 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (Redif.).
18 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète, Feuilleton de L. Kobrynski (Redif.).
23 h 30, New-audio.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Concert : Festival de Lausanne 1979.
« Ouverture des Noces de Paganini » (Mozart), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler).
18 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (Redif.).
18 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète, Feuilleton de L. Kobrynski (Redif.).
23 h 30, New-audio.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Concert : Festival de Lausanne 1979.
« Ouverture des Noces de Paganini » (Mozart), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Chopin), « Symphonie n° 6 » (Mahler).
18 h 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres (Redif.).
18 h 30, Trois hommes à la recherche d'une comète, Feuilleton de L. Kobrynski (Redif.).
23 h 30, New-audio.

SPORTS

SKI

La descente du Broad-Peak (Himalaya) par deux Français

De notre correspondant

Chamonix. — Patrick Vallencourt, spécialiste du « ski extrême », et l'alpiniste Georges Bettendorff ont réussi, au début du mois d'août, la descente à ski du Broad-Peak, qui culmine à 8 045 mètres dans la partie pakistanaise de la chaîne de l'Himalaya.

Les deux alpinistes, qui ont été gênés par le mauvais temps pendant plusieurs semaines, sont parvenus cependant à atteindre le sommet de la montagne à la faveur d'un bref retour du beau temps. Ils n'ont cependant pu chausser leurs skis qu'à partir de 7 800 mètres d'altitude — le sommet du Broad-Peak n'étant pas enneigé — puis ils sont redescendus jusqu'à 4 800 mètres. Au cours des 3 000 mètres de dénivellation ainsi parcourus, les deux skieurs ont rencontré des pentes d'une inclinaison moyenne d'environ 50 degrés.

Patrick Vallencourt, d'origine lyonnaise, a effectué depuis 1971 la descente à ski de tous les grands cols enneigés des Alpes, notamment les cols de Whymper et Couturier, à l'aiguille Verte, et le couloir Gravelotte, à la Meije, dont les inclinaisons varient entre 45 et 55 degrés. Il est d'origine parvenu, en mai 1979, à s'acclimater aux pentes du Yerupaya (6 500 mètres), situé au sud du Pérou, dans

Après l'ocher des ports
Extension du blous des ports
Méthodes et hommes différents

Des pentes de 65 degrés maximum

Les pentes enneigées des sommets himalayens tentent de plus en plus les skieurs. En 1978, Jean Aftanas et Nicolas Jaeger, après avoir conquis l'Everest, chausserent leurs skis entre 8 000 et 6 500 mètres. En mai 1979, deux alpinistes grecs redescendirent à ski d'Annapurna (8 098 mètres) par la voie dite « des Français » et ouverte — à la montée — en 1950 par l'expédition victorieuse conduite par Maurice Herzog.

Parti de l'altitude 8 028 mètres, Yves Morin dégrada sur une pente glaciale vers 6 700 mètres et, suspendu à une corde fine, succomba à un arrêt cardiaque. Au même moment, mais sur les pentes du Dhaulagiri (8 180 mètres), le skieur de l'impossible « Sylvain Sauton » — après d'innombrables réussites dans les couloirs les plus vertigineux des Alpes — fut obligé de renoncer à son projet, vaincu par la tempête, le froid et de profondes gelures aux mains et aux pieds.

CLAUDE FRANCHILLON.

VOILE

TROISIÈME VICTOIRE DE « FRANCE-III » DANS LA COUPE DE L'AMERICA

France-III, le 12 mètres du Yver, battu par Bruno Troublé, a remporté, mardi 19 août, une nouvelle victoire sur le voilier britannique Lionheart dans la demi-finale des challenges qui les opposent en route de Newport (Rhode-Island). L'écart pour cette troisième régatée et considérable : 9 min. 40 sec. Le bateau français, même dans les pires conditions, a été capable d'une victoire supplémentaire pour être qualifié en finale des challenges. Le voilier qui gagnera l'Antarctic Challenge Cup, ou le Sverdrup, qui représentent la mer ce mercredi 20, signifiera la décharge de Lionheart qui celui-ci a perdu deux heures minutes à repêcher l'un de ses équipiers, Richard Clampt, tombé à la mer.

Les voiliers américains Freedom, Clipper et Courageous ont entamé mardi les régates qui sélectionneront l'équipe « défender » de la Coupe.

FOOTBALL

LYON TOUJOURS EN TÊTE

La cinquième journée du championnat (premier division), qui a démarré mardi soir, a permis à Lyon, leader unique, de consolider sa position. Après leur victoire par 2-0 sur le penalty aux dépens de Laval, les Lyonnais maintiennent à distance Paris-Saint-Germain, vainqueur de Valenciennes au Parc des Princes (2-0), devant cinq autres équipes, et ont encore creusé l'écart avec Lens, battu par Bordeaux (0-1), et avec Nantes, défait à Nancy (1-0). Autres résultats marquants : Saint-Etienne devant Strasbourg (2-0), Nice devant Sochaux (4-2), Monaco et Bastia (1-1).

politiques prennent position

Vive l'Empereur !

Obsédé ou non Napoléon, en arrivant à Sainte-Hélène ? La question est de celles qui, apparemment, appellent une réponse précise et urgente. En tout cas, aux yeux des historiens, on ne peut pas dire que Napoléon, le 21 mai 19 août sur Antenne 2, qui ont consacré un bon petit laps de temps à démontrer que l'Empereur était un homme grand-soufflet au moment de son exil. On a même eu droit, en guise de preuve, aux mesures des vêtements que portait l'intéressé bien avant son débarquement sur l'île de Sainte-Hélène. Certes, la mise au point était nécessaire puisqu'on venait de voir, dans le téléfilm britannique Bati, qui précède la discussion, un Napoléon au visage émacié et pathétique qu'incarnait Frank Finlay. Il n'empêche que la démonstration fut un peu longue et que brusquement la tension vint de fermer les portes tout en regretant, si l'on n'est vraiment à passer la soirée devant le petit écran, de ne pas avoir choisi de regarder Kim Novak dans l'Adorable Voisine, sur FR 3.

L'honnêteté exige, néanmoins, de reconnaître qu'un peu de patience fut payante. On a vu de Joseph Pastore ou son transmetteur agréablement, et sans la suffisance habituelle des spécialistes, leur savoir sur Napoléon. Les manières inconditionnelles du

« grand homme » ont du moins pu y trouver leur compte. On a ainsi assisté à un retour sur la situation chez les idéologues (très érudits, semble-t-il), installés dans un autre studio autour de Guy Darbois et Marie Lamory (au fin fond du mois d'août, le téléphone ne sonnait pas en direct). Retour sur la situation à propos de Sir Hudson Lowe, gouverneur de Sainte-Hélène, et « gendarme » du général Bonaparte : il n'a pas été en réalité, ont expliqué les doctes participants, l'homme — noir et méchant — que l'on évoque le plus souvent au sujet de l'exil et de « son martyre » à Sainte-Hélène.

Intéressants, la précision avec laquelle ces cinq historiens ont décortiqué, autopsié l'existence d'un puissant empereur déchu, y compris sa maladie et sa fin. Tellement intéressants, que l'on en venait parfois à s'interroger sur la discussion pour songer au rôle phénoménal — si fréquemment oublié par le quidam, — de l'historien. Et de rêver, alors, à des « Dossiers de l'écran » auxquels on aimerait assister dans vingt ou cinquante ans à propos de ceux qui gouvernent, aujourd'hui, dans le monde. Au fait pourquoi attend-on si longtemps ?

ANITA RIND.

Le Monde

Service des Abonnements
à Paris 15
1507 PARIS — CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
202 F 321 F 441 F 594 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
267 F 411 F 531 F 729 F

ÉTRANGERS
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
224 F 336 F 456 F 729 F

IL - SUISSE-TURQUIE
224 F 336 F 456 F 729 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse, déclarations ou prolongations (de 2 à 3 semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Favet.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de Valenciennes
75001 PARIS

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 87427.

A Soir 3

UNE PERFORMANCE TECHNIQUE

Soir 3, journal télévisé de FR 3, a réalisé une performance technique, mardi soir 19 août, en diffusant vers 22 h 35 un résumé filmé (les buts) de quatre de matches de championnat de France disputés ce même soir, à partir de 20 h 30 : Paris-Saint-Germain-Lens, Bordeaux-Lens, Lyon-Laval et Strasbourg-Saint-Etienne.

Les rencontres se terminant à 22 h 15, c'est donc vingt minutes seulement après le coup de sifflet final que les services techniques et sportifs de FR 3 ont pu offrir ces images aux téléspectateurs.

Il s'agit là d'une application de la « technologie électronique » dont nous avons déjà expliqué le principe (le Monde daté 6-7 juillet) et souligné les avantages, notamment en matière de gain de temps pour les revues d'actualité. Au fur et à mesure que FR 3 poursuit l'équipement de ses stations régionales, la performance de mardi soir devrait se généraliser.

L'entraînement du match, par caméra vidéo légère, se fait sur cassette. Dès qu'un but est marqué, on change de cassette, celle enregistrée étant envoyée instantanément au centre d'actualité télévisée (CAT) du lieu, où l'on commence à faire le montage. La transmission par câble hertzien vers Paris étant instantanée, les images peuvent être reçues pour la 18e de l'émission nationale de Soir 3. — C. D.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

هكذا من الأصل

Après l'échec des premières négociations dans le conflit des marins-pêcheurs

• Extension du blocus des ports • Rencontre des représentants de la profession avec M. Le Theule

La paralysie continue à gagner petit à petit la majorité des ports français. Ainsi au cours de la journée de mardi 19 août, les marins-pêcheurs ont étendu leur blocus à la totalité du port de commerce de Dunkerque, partiellement touché jusqu'ici. En Bretagne, Roscoff, qui accueillait les car-ferries dérivés de Saint-Malo, s'est fermé à son tour, de même que Saint-Brieuc, Douarnenez et la totalité des ports du pays bigouden, dans le Sud-Finistère. Dans la presqu'île de Quiberon et à Belle-Ile, les pêcheurs ont simplement déposé leurs rades, mais à La Rochelle, ils ont établi des barrages

devant le port de plaisance des Minimes, qui abrite deux mille quatre cents voiliers. Des incidents ont opposé pêcheurs et plaisanciers.

On ne pénètre toujours pas dans le port du Havre, devant lequel un cargo transportant 5 000 tonnes de bananes venant de la Martinique a été l'ancré. Cette cargaison représente la dernière récolte des éleveurs martiniquais dont les récoltes ont été détruites par le cyclone Allen. Le cargo a été dérivé sur Dunkerque où on a procédé au déchargement de sa cargaison.

Loin de céder, les pêcheurs de Honfleur ont annoncé leur intention de bloquer le chenal menant au port de Rouen mercredi matin.

En revanche, en d'autres points du littoral, les marins-pêcheurs ont jeté du lest pour éviter l'impopularité. Ainsi à Cherbourg, on les a vus ayant été réouvés pendant vingt-quatre heures (avant d'être reformés ce mercredi à 11 h. 15), les car-ferries ont pu évacuer tous les touristes britanniques qui attendaient, parfois depuis plusieurs jours, dans des conditions de plus en plus inconfortables. Au Poulguen, au

Croisic, à Honfleur, à Deauville et à Port-Camargue (Gard), les pêcheurs ont levé leurs barrages pour quelques heures, permettant à des dizaines de plaisanciers de prendre le large. Dans les ports de Corse, la situation est redevenue normale.

Les deux négociations qui avaient lieu mardi, l'une au Havre, l'autre à Caen, n'ont donné aucun résultat. Ce mercredi 20 août, M. Le Theule, ministre des transports, reçoit une délégation du bureau du comité central des pêcheurs maritimes.

DIALOGUES DE SOURDS

LE HAVRE : vingt-deux hommes d'équipage pas un de moins

De notre envoyé spécial

Le Havre. — L'heure était solennelle, le mardi 19 août, au début de l'après-midi, quand, à l'entrée des bureaux de la direction des affaires maritimes, les marins-pêcheurs de Boulogne, ayant troqué la tenue du marin pour le costume de ville, enfilèrent l'escalier derrière les armateurs pour prendre, sans illusion, le chemin de la conciliation. Chacun rappelait, à qui voulait l'entendre, sa position. Du côté des armateurs, le président Delpeyre réaffirmait qu'il venait pour « arriver à réduire la masse salariale de 5 % et qu'il était impossible de maintenir vingt-deux hommes sur les grands chalutiers ». Maurice Bonvoisin, à la tête des armateurs C.G.T., grande figure de la pêche boulognaise, et Guy Hano, son homologue de la C.F.D.T., répétaient avec force qu'il fallait s'en tenir à la stricte application de la convention collective et laisser partir les bateaux avec leurs vingt-deux marins au moins pendant quelques mois, pour discuter d'une nouvelle convention. Ces déclarations laissaient augurer que la conciliation menée par l'administrateur en chef Roger Gallon et un juge du tribunal administratif du Havre serait difficile.

OLIVIER SCHMITT.

CAEN : le carburant, rien que la baisse du carburant

Correspondance

Caen. — La trêve aura été de courte durée. Les marins, décidés le matin même à faire un geste n'ont pas tardé à revenir sur leur position à l'issue de la rencontre qui s'est tenue mardi 19 août au matin, à Caen. M. Essig, directeur général de la marine marchande, qui était entouré de représentants de la direction des pêches et du fonds d'intervention et d'organisation des marchés, n'a pas réussi à apaiser les esprits. Les délégués de M. Le Theule avaient pour mission d'entendre les doléances des armateurs patrons et marins-pêcheurs de Port-en-Bessin qui ont, dans le secteur de la pêche artisanale, pris la tête du mouvement de grève. Après trois heures de réunion, les déclarations faites de part et d'autre montrent que les seules que les grévistes intendent déjà l'échec. M. Essig, n'envisageant que le caractère technique de la réunion, se félicitait à sa sortie de l'atmosphère s'installant : « Nous sommes venus étudier les problèmes spécifiques des pêcheurs de la région. Nous avons bien travaillé. » Les représentants des pêcheurs, avec à leur tête M. Lorlin, secrétaire de la chambre syndicale des pêcheurs-artistes de Port-en-Bessin, restaient sur leur position n'ayant pas obtenu de propositions concrètes, notamment sur le principal chapitre de leurs revendications : le carburant. Seules, les propositions locales d'aménagement de soutien des marchés offertes par les pouvoirs publics étaient identifiées à quelques verres d'eau sur l'inconscience, alors qu'il faudrait, disait-on, une pompe pour l'éteindre. De leur côté, les marins-pêcheurs, ayant eu connaissance de l'issue des négociations, s'attendaient à continuer plus durement encore si nécessaire leur action. Ainsi, au Havre et à Cailhenn, les grévistes s'accrochaient à la « territorialité » d'un durcissement.

(Interim.)

A Rungis

PRIX RAISONNABLES ET IMPORTATION A LA HAUSSE

Le conflit des marins-pêcheurs n'a pas, pour l'instant, de répercussions importantes sur le marché du poisson de Rungis. On note cependant une modification de la structure des arrivages. Sur les 130 tonnes reçues ce mercredi 21 août à Rungis, les importations représentent 45 %, soit 59 tonnes, contre 35 %, soit 46 tonnes, pour le poisson de France métropolitaine. D'ordinaire, les importations ne représentent qu'un tiers des arrivages au marché national. Elles proviennent de Hollande, du Danemark et de Norvège et sont transportées exceptionnellement en totalité par route alors que, le temps normal, une bonne part des livraisons arrivent par la mer, à Boulogne notamment. Les conséquences du conflit portent essentiellement sur le maquereau, le merlu, le merlan, le cabillaud et le lieu noir. Ces deux derniers ne sont même plus cotés pour la métropole, les arrivages étant trop insuffisants. Les prix, bien que soutenus, restent très raisonnables, sauf pour le maquereau qui a presque doublé depuis mardi dernier, 1,50 francs contre 4 francs le 12 août. Le merlan n'a pris que 1 franc et le merlu 50 centimes.

Méthodes et hommes différents à Boulogne et à Lorient

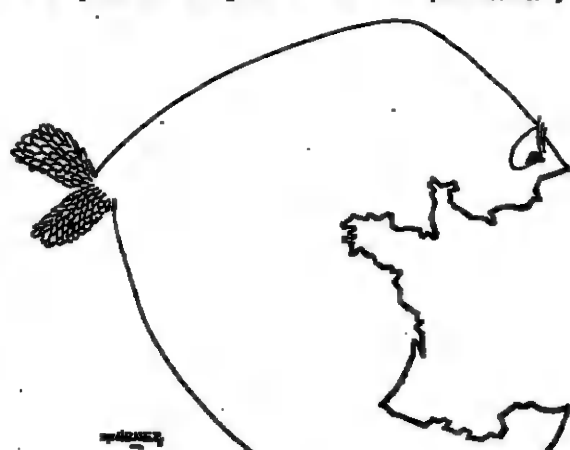
« L'hypermarché contre l'épicerie fine »

De notre envoyé spécial

Lorient. — Ah, Dieu que la grève est jolie ! Le sang réchauffé à coups de petits verres de bière, le vieil homme rubis. Le mot d'ordre d'arrêt de travail lancé lundi 18 août par la C.F.D.T. le met en joie. Il n'est pas vraiment concerné puisqu'il est docké. Ces voyages en long cours il ne les a jamais faits que de la gare aux cargos. Mais comme d'autres rêvent des femmes qu'ils n'ont pas eues, les luttes des marins-pêcheurs, plus originales, plus épiques que bien des débrayages de terriens. C'est ainsi. Et il a toujours pris du plaisir sans l'avouer, quel est aussi syndiqué — même lorsque les conflits de la pêche le condamnent au chômage technique. « La dernière fois, c'était en 1975. » Un conflit classique bien réglé, déroulé par « rang », c'est-à-dire de côté du nord au sud. Même les Nicols, ces « marins » nichés tout au bout du littoral, en étaient. La révolte avait d'abord grondé à Etaples contre le maquereau polonais, l'importation vendue cette année-là. Mais c'était dans le port de Lorient-Keroman qu'elle avait le mieux tenu, cinq semaines, puis, chahutiers, quel est homme débarqué contre les vents du gouvernement et les marées de l'armement. Cherche-t-on à conjurer le

malin sort syndical ? Pour prouver que Lorient est en grève les marins-pêcheurs, ici, vous servent d'abord le souvenir des luttes passées. Comme pour poser, pour garantir la participation lorientaise au mouvement revendicatif en cours, on mêle 1980 aux années de résistance... 1968, 1967, 1968, 1974, 1975. On fait le rapport à l'heure de la grève, des grands principes de solidarité des « travailleurs de la mer », des vieilles croyances : la pêche française est une et unique. Lorient est en grève pour sauver ce qui reste du métier et on évoque d'abord le chapitre des traditions lorientaises, celles, par exemple, de « la part du malade », que l'équipage mettait de côté pour le matelot blessé retourné à terre, celles encore de l'assistance au moussé, quelques pièces que les équipiers soustraient des le débarquement de l'argent des premiers verres. « La solidarité avec nos camarades de la mer du Nord et de la Manche est réelle. » Pour prouver que le second port de pêche français est bien décidé à soutenir son adhé, Boulogne-sur-Mer, les syndicalistes préfèrent, eux, égréner la liste des « ports bretons arrêtés » : Saint-Malo, Douarnenez, Port-Louis, ont

cessé le travail. Quiberon se propose d'aller, mercredi 20 août, vider les casiers à poissons des plaisanciers ; Concarneau a posé son filin d'acier en travers de la passe. Il est probable aussi que les riches voiliers de La Trinité-sur-Mer ne pourront plus aller têter le vent, pris en réseau comme les Anglais à Cherbourg ou les bateaux de plaisance des ports de



(Dessin de CHENEE.)

la Manche et, s'il le faut, le championnat de France des 421 prévu jeudi au large de la pointe de Beg-Robur sera empêché.

Les absents vont rentrer

Mais Lorient, qui compte plus que tout autre port breton, le pendant atlantique de Boulogne ? Lorient est en grève. L'entendre répéter doit suffire. Pourtant, seuls quelques hauturiers chahutiers de la pêche industrielle, sont à quel « Cela n'est pas surprenant », explique M. Jean-Paul Alliot, responsable C.F.D.T. Les trois quarts de la flotte nobévient leur « marée » de douze jours en mer d'Irlande ou leur rotation en Espagne et en Allemagne. « Ces équipages, à leur retour, feront le plein de l'après-midi, au point que les hommes déjà rentrés. » Les chalutiers ont été prévenus par radio. Exclues sur les sones de pêche de l'été, ils sont associés au mouvement. Les « Stello », bateaux semi-industriels, commencent à rentrer, et la flotte artisanale des « gavares » et des angoustins n'est pas sortie mardi 19 août pour le monde quotidien.

D'où vient alors cette grève ? Cette impression de malaise épuisée devant l'attentisme d'un peu surnant des uns et l'oppression trop logistique des autres ? Ce décalage entre l'affirmation et la réalité des questions pour l'instant vides de regroupement et de banderoles ? Les consignes syndicales et la solidarité professionnelle des gens de mer n'y sont pour rien : Lorient et Boulogne sont rivales. Trop de différences les distinguent désormais l'une de l'autre, à commencer par le nombre d'hommes d'équipage embarqués à chaque marée sur les hauturiers. « Boulogne nous a toujours reproché, notamment durant les mouvements revendicatifs, de faire le jeu de l'armement en maintenant des équipages de ses hommes contre vingt-deux chez eux. » Les marins-pêcheurs en grève dans les ports de la mer du Nord et de la Manche redoutent que les armateurs ne méritent les nouvelles subventions promises par le gouvernement ne « débouchent de deux à quatre hommes par équipage », en s'appuyant justement sur l'exemple de Lorient.

Pourquoi le taise ? De nombreux marins-pêcheurs de Keroman pensent que seules hommes suffisent à bord. « Il faut s'adapter », explique-t-on et pas uniquement chez les armateurs lorientais. S'adapter surtout à la rareté du poisson en mer du Nord et à l'évolution de la pêche industrielle : Boulogne au temps de l'opulence avait conquis sa réputation grâce à la méthode des « caisses de 40 kilos » (27 kilos de poisson, 13 kilos de glace), qui permettait de ramener à terre des produits mieux conser-

PHILIPPE BOGGIO.

Les politiques prennent position

Si la chambre de commerce de Saint-Malo demande aux pêcheurs de lever le blocus qui fait « subir à toutes les activités de la zone un préjudice considérable », le mouvement revendicatif des marins-pêcheurs reçoit par ailleurs les soutiens politiques les plus divers. M. Guy Guernier, député R.P.R. du Finistère, analyse longuement la « situation dramatique des armements, des salaires et des artisans-pêcheurs ». Le mer au R.P.R. rappelle « l'aide massive de l'Etat aux pêches déclinées par M. Chirac en 1976 » et constate que « la situation n'a cessé de se dégrader depuis lors ». Estimant que « nos portefaix du Marché commun votent des subventions occultes pour aider leurs marins à payer le carburant », M. Guernier estime que le gouvernement ne peut rester « en dehors de la mer n'acceptant pas que la politique gouvernementale aboutisse à l'abaissement de leurs revenus et, à terme, à la disparition de leur activité ».

M. Louis Ballanger demande à nouveau, au nom du groupe communiste, la convocation d'urgence de l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour « débattre de la politique industrielle et de ses conséquences dramatiques ». Justifiant sa demande par la brutale aggravation de la situation économique, il affirme que « les travailleurs de la mer n'acceptent pas que la politique gouvernementale aboutisse à l'abaissement de leurs revenus et, à terme, à la disparition de leur activité ».

La demande d'une session extraordinaire du Parlement est formulée aussi par M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui estime qu'il est « inadmissible que le gouvernement ne fasse rien pour les marins-pêcheurs ». Les députés socialistes ne restent pas sans voix. Après l'allusion au conflit faite par M. François Mitterrand au journal de l'U.P.F. (nos dernières éditions du 20 août), M. Louis Le Pen (Finistère) estime que « le gouvernement paie le prix du mépris » et rappelle comment « les pêcheurs de Concarneau et du pays bigouden n'avaient trouvé à Paris, en octobre dernier, que des C.R.S. comme interlocuteurs ».

De son côté, M. Dominique Duplet, député socialiste du Pas-de-Calais, somme le gouvernement de faire connaître ses positions. « Il n'est pas tolérable, estime-t-il, qu'aucune proposition nouvelle ne soit faite. Toute minute perdue peut créer une explosion dont personne ne peut prévoir les effets ».

Cette...
vous...
comment...
une langue en 3 mo

gratuit

GRATUIT

linguaphone

1997

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

de nouveaux critères pour qu'elles

هكذا من الأصل

AFFAIRES

ÉTRANGER

Le directeur général de la MACIF évoque un retrait pur et simple du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance

De notre correspondant

Saint-Etienne. A la veille de la venue pour deux jours à Saint-Etienne de M. Lucien Pellerin, ancien P.-D.G. de Prêt-à-Porter, qui a été chargé d'une mission d'information sur Manufrance, des rumeurs vite démenties ont circulé mardi 19 août sur un possible complot de M. Maurice Bidemann.

M. Michel Grossmann, adjoint (radical P.D.R.) au maire communiste de Saint-Etienne, a affirmé qu'il n'avait pas eu de conversation téléphonique avec le numéro un français du vêtement masculin. « Je suis seulement venu à Saint-Etienne le 19 août 1979, il avait procédé à une démission écrite, mais le plan élaboré n'avait pas eu les faveurs du CIASIF. Il était pur et simple, n'avait rien de révolutionnaire, et il était toujours dit qu'il était contre la liquidation et qu'il devait intervenir, d'être seul qu'il le ferait. » M. Grossmann a ajouté : « De toute façon et Maurice Bidemann, on ne peut pas revenir à Manufrance, ce ne serait en tout état de cause qu'une fois connue et affirmée la décision de la MACIF de retirer du conseil d'administration de la S.N.M. » Il est pour le moins certain que la MACIF habite. Et si l'un de ses dirigeants la semaine dernière a qualifié de « maladroite et d'inopportune » l'information sur son éventuel retrait, celui-ci n'a pas été véritablement démenti, et pour cause, il a bel et bien été démenti.

C'est si vrai que tous les centres et bureaux de la MACIF ont reçu, datée du 14 août, une lettre circulaire signée de leur directeur général M. Vandier, dans laquelle celui-ci écrit notamment : « La situation de la MACIF est très inconfortable notamment en raison du fait que les autres actionnaires qui devraient compléter le capital ne sont jamais venus, et que nous sommes considérés comme l'actionnaire unique. Cela nous ne l'avons jamais voulu et nous le refusons. Nous avons fait ce que nous avons pu pour Manufrance, même au-delà. Il est temps de faire savoir maintenant que nous n'acceptons pas la situation de Manufrance, un prochain conseil d'administration de la MACIF pourrait être conduit à la décision. »

● ERRATUM. — Le conseil d'administration de la MACIF se réunira le 22 août à Paris et non le 22 août, comme nous l'avons indiqué dans nos premières éditions. D'autre part, la MACIF est présidée par M. Pierre Juvénat et non par M. Pierre Join, comme nous l'avons fait dire une coquille.

M. Gene Amdahl ou la soif de créer

M. Gene Amdahl, P.-D.G. de l'entreprise américaine qui porte son nom, démissionne de ses fonctions pour créer une nouvelle société de fabrication de grands ordinateurs, qui concurrencera tout à la fois I.B.M. et Amdahl.

« Père », dans les années 60, de la fameuse série « 360 » d'I.B.M., M. Gene Amdahl a quitté ce groupe, il y a dix ans, pour créer sa propre entreprise. Il a une idée : fabriquer des grands ordinateurs entièrement compatibles avec ceux d'I.B.M. c'est-à-dire pouvant utiliser sans aucune adaptation particulière, les périphériques, programmes et systèmes d'I.B.M. Il a un objectif : concurrencer I.B.M. en « cassant » les prix. Il trouve de l'argent auprès de divers investisseurs américains et du japonais Fujitsu, qui apportent ainsi en cinq ans 50 millions de dollars. Le premier ordinateur Amdahl sort en 1978. En 1979, les ventes atteignent la centaine de millions de dollars, pour atteindre, deux ans plus tard, 360 millions de dollars.

M. Gene Amdahl a-t-il eu le sentiment que sa société avait atteint ses limites ? Ou faut-il voir dans sa décision la volonté d'un homme de se remettre en cause, d'être toujours de l'avant, de créer ?

Sa nouvelle société devrait lancer son premier grand ordinateur d'ici cinq ans.

Aux Etats-Unis

LES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS ONT AUGMENTÉ DE 4,8 % EN JUILLET

Washington (A.F.P. Agefi). — Les revenus personnels des Américains ont augmenté de 1,4 % en juillet, selon le département du commerce. Ce résultat a été surtout dû à une majoration des versements faits par le gouvernement au titre, par exemple, de la Sécurité sociale, qui ont été ajustés compte tenu de la hausse du coût de la vie.

Cependant les mises en chantier de logements ont augmenté en juillet de 4,8 %, représentant un rythme annuel de 1,266 million d'unités contre 1,208 million en juin. Au cours du printemps, l'industrie du bâtiment, très affectée par la hausse des taux d'intérêt, avait accusé une forte baisse d'activité, les mises en chantier tombant à 906 000 unités en rythme annuel. L'an dernier, les mises en chantier avaient porté sur 1,75 million d'unités.

Ce double résultat pourrait laisser prévoir un redémarrage de l'économie américaine. En revanche, le taux d'utilisation des capacités industrielles est resté à 74,5 % seulement en juillet contre 75,8 % en juin. Pour l'ensemble du dernier trimestre, ce taux avait été de 78,3 %, contre 83,6 % durant les trois premiers mois de 1980.

Recul de 9 % du rythme annuel du P.N.B. au deuxième trimestre

Le produit national brut américain a diminué de 9 % en rythme annuel au deuxième trimestre, indiquent les statistiques définitives du département du commerce. Cette baisse est une des plus accentuées de l'histoire des Etats-Unis.

Les bénéfices des entreprises en ont été très affectés. Ajouté le département du commerce. Après impôt, les bénéfices ont diminué de 18,3 % par rapport au premier trimestre, tombant à 129,3 milliards de dollars en rythme annuel (contre 158 milliards).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	DOUS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,1600 4,1620	+ 30 + 60	+ 25 + 35	+ 120 + 40
\$ Can.	3,2700 3,2760	+ 3 + 65	+ 15 + 65	+ 30 + 20
Yen (100)	252,00 252,70	+ 25 + 10	+ 10 + 0	+ 20 + 0
DM	2,3150 2,3170	+ 20 + 60	+ 25 + 115	+ 330 + 410
DM (100)	2,3150 2,3170	+ 20 + 60	+ 25 + 115	+ 330 + 410
F. (100)	164,550 164,570	+ 30 + 100	+ 300 + 100	+ 1140 + 880
F. S.	2,3080 2,3110	+ 30 + 135	+ 135 + 140	+ 680 + 745
L. (1 000)	4,8000 4,8050	+ 30 + 100	+ 300 + 100	+ 1140 + 880
£	2,9300 2,9320	+ 30 + 100	+ 300 + 100	+ 1140 + 880

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/4	8 1/2
DM (100)	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 1/4
DM (100)	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8
F. (100)	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8
F. S.	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8
L. (1 000)	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8
£	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

OFFRES D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

AUTOMOBILES

AGENDA

PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne

La ligne T.R.

57,00 67,03

14,00 16,46

39,00 45,88

39,00 45,88

39,00 45,88

105,00 123,48

ANNONCES ENCAISSÉES

OFFRES D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

AUTOMOBILES

AGENDA

Le m/m al.

T.R.

33,00 38,80

8,00 9,40

25,00 29,40

25,00 29,40

offres d'emploi

Pour Société banlieue Paris-Ouest

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Même débutants pour laboratoire d'études

Salaire de début élevé

Adresser curriculum vitae à CERME, B.P. 29

92370 CHAVILLE.

THEATRE FIRMEN

ANIMATEUR

DESIGNATEUR-CONCEPTEUR

ANIMATEUR

DESIGNATEUR-CONCEPTEUR

ANIMATEUR

DESIGNATEUR-CONCEPTEUR

emploi régional

L'ENSAE (SUP AERO)

L'ENSAE (SUP AERO)

L'ENSAE (SUP AERO)

L'ENSAE (SUP AERO)

L'ENSAE (SUP AERO)

L'ENSAE (SUP AERO)

L'immobilier

locations non meublées

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Secrétaires

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INTERNATIONALE

Secrétaires

Secrétaires

Secrétaires

Secrétaires

Secrétaires

appartements vente

78° Yvelines

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

maisons de campagne

MAS PROVENCAL ANCIEN

MAS PROVENCAL ANCIEN

MAS PROVENCAL ANCIEN

MAS PROVENCAL ANCIEN

MAS PROVENCAL ANCIEN

MAS PROVENCAL ANCIEN

SIEMENS

Information destinée
aux actionnaires de Siemens

Siemens prévoit une croissance de 10%

L'évolution des commandes enregistrées et du chiffre d'affaires au cours des neuf premiers mois de l'exercice commencé le 30 septembre 1979, a été meilleure que prévu. Toutefois les premières répercussions du fléchissement de la conjoncture mondiale se sont fait sentir au cours du troisième trimestre et le tassement pourrait encore s'accroître d'ici la fin de l'exercice. Nous escomptons pour l'ensemble de l'année 1979/80 une augmentation de 10% au moins du volume des commandes et un chiffre d'affaires de 72 milliards de francs, représentant une hausse de près de 10%.

Par rapport à la même période de l'exercice précédent, le volume des commandes enregistrées du 1er octobre 1979 au 30 juin 1980 a augmenté de 19% pour s'établir à 60,8 milliards de francs. Cette forte progression est essentiellement le fait des ordres venus de l'étranger, qui se sont chiffrés à 33,1 milliards de francs, soit 25% de plus que l'an dernier. Parmi ces commandes, il faut notamment signaler celle concernant la centrale Atucha II en Argentine, d'une valeur de 3,5 milliards de francs, enregistrée par la société Kraftwerk Union AG (KWU). En Allemagne fédérale, le montant des commandes nouvelles a atteint 27,7 milliards de francs au cours des neuf premiers mois de l'exercice, soit une hausse de 12%. L'augmentation s'est donc ralentie durant ces trois derniers mois par rapport au premier semestre.

En milliards de francs	du 1.10.79 au 30.6.79	du 1.10.79 au 30.6.80	Variation
Commandes enregistrées	51,2	60,8	+19%
Marché allemand	24,8	27,7	+12%
Marché étranger	26,4	33,1	+25%
Chiffre d'affaires	48,9	52,9	+8%
Marché allemand	22,4	24,6	+10%
Marché étranger	23,5	27,8	+18%

Avec 52,4 milliards de francs, le chiffre d'affaires mondial a connu un accroissement de 14% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les facturations en R.F.A., qui avaient marqué une progression de 23% durant les six premiers mois, ont connu finalement une hausse globale de 10%. Les ventes à l'étranger se sont élevées à 27,8 milliards de francs, soit 18% de plus que l'an dernier à la même époque.

Notre effectif mondial qui s'était accru de 12 000 personnes durant l'exercice précédent, a augmenté de 1% pendant la

période considérée, ce qui porte le nombre total des salariés à 336 000, dont 231 000 en R.F.A. et 107 000 à l'étranger. Selon nos prévisions, l'accroissement de notre personnel devrait être d'environ 6 000 personnes pour l'ensemble de l'exercice. Sur les neuf mois considérés, l'effectif moyen employé était de 337 000 personnes, 13 000 de plus qu'à la même époque l'an dernier, soit une augmentation de 4%. Dans le même temps, les frais de personnel ont connu une hausse de 10%.

	30.9.79 au 30.6.79	30.9.80 au 30.6.80	Variation
Allemagne	229	231	+1%
Etranger	105	107	+2%

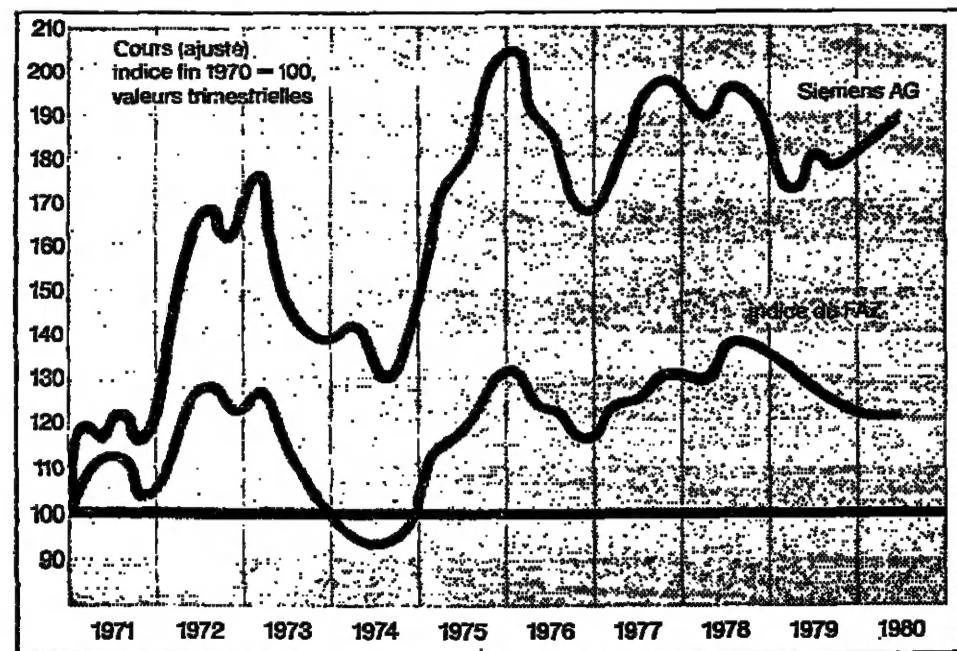
Notre objectif pour les années à venir est de maintenir la croissance de notre entreprise à un niveau supérieur à celui de l'expansion économique mondiale. Afin de préparer cette extension de nos activités, nous avons dû augmenter durant la période considérée nos investissements et nos dépenses de développement. Les investissements, en hausse de 36%, ont atteint 3 202 milliards de francs, ils dépasseront les 4,6 milliards de francs (contre 3 810 milliards l'an dernier) pour l'ensemble de l'exercice. Les frais de recherche et de développement, 6 337 milliards l'exercice précédent, se chiffreront à près de 7,0 milliards de francs cette année.

En milliards de francs	du 1.10.79 au 30.6.79	du 1.10.79 au 30.6.80	Variation
Investissements	2 350	3 202	+36%
Bénéfice net	1 012	1 026	+1%
en % du C.A.	2,2	2,0	-9%

En raison notamment d'une augmentation du volume des achats et sous-traitances et d'une forte hausse des coûts de matières et fournitures, le bénéfice net, en passant de 1 012 à 1 026 milliards de francs, n'a pas progressé au même rythme que le C.A.

* Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30 juin 1980: 100 Fc = 42,97 DM.

Hausse supérieure à la moyenne de la valeur en bourse de l'action Siemens



Durant les années 70, le cours de l'action Siemens a connu une meilleure évolution que le cours moyen des actions allemandes. Comme le démontre le graphique, le cours ajusté de Siemens AG a progressé de près de 90% depuis fin 1970, tandis que le cours moyen ajusté de toutes les valeurs représentées formant l'indice du Frankfurter Allgemeine Zeitung n'a augmenté que de 20% environ. «Ajusté» signifie que le cours en bourse a été corrigé des droits de souscription.

Siemens AG

En France: Siemens Société Anonyme

ÉNERGIE

Aux termes d'un accord passé avec Rhurgas

Le tarif du gaz naturel néerlandais sera mieux ajusté à l'évolution du prix du pétrole

Les Pays-Bas viennent de conclure un important accord avec leur principal acheteur de gaz naturel, la société ouest-allemande Rhurgas. Le nouveau contrat prévoit, selon le ministère néerlandais des affaires économiques, un ajustement plus rapide et plus substantiel des prix du gaz néerlandais par rapport à ceux du pétrole. Actuellement, les Pays-Bas exportent 50 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Rhurgas en achète 6 milliards, d'autres sociétés allemandes 14 milliards, la France 11 milliards, la Belgique 10,4 milliards et l'Italie 7,9 milliards. Les prix actuels varient en fonction de la distance, mais on estime que depuis le mois d'avril le tarif moyen du gaz néerlandais à l'exportation atteint 18,3 cents par mètre cube. En principe, il existe une incrémentation du gaz néerlandais sur les prix pratiqués à Rotterdam pour divers produits pétroliers. Toutefois, les Néerlandais se plaignent du décalage dans le temps existant entre les hausses constatées sur le pétrole et leur répercussion sur les prix de leur gaz naturel. Après l'accord avec Rhurgas, il est vraisemblable que les Pays-Bas vont chercher à obtenir une révision des contrats avec leurs autres clients.

SELON «EL MOUDJAHID»

Plusieurs pays producteurs de pétrole s'inquiètent de la tenue du marché

Une conférence extraordinaire réunissant les ministres du pétrole, des finances et des affaires étrangères de l'OPEP devrait se tenir à Vienne (Autriche) les 15 et 16 septembre. Cette réunion, dont le principe avait été arrêté au début de l'année, aura officiellement pour objet la préparation du «sommet» des chefs d'Etat des pays membres de l'organisation. Prévu pour le début du mois de novembre à Bagdad, ce sommet est destiné à célébrer le vingtième anniversaire de l'OPEP. Les ministres devraient également examiner, à la mi-septembre à Vienne, la stratégie à long terme de l'organisation en matière de prix du pétrole (indexation, référence monétaire). On peut penser que les ministres du pétrole examineront également la situation actuelle du marché pétrolier mondial. Le quotidien algérien *El Moudjahid* faisait état, le 19 août, des inquiétudes «d'un certain nombre de pays membres de l'OPEP» face au «niveau record» des stocks dans les pays consommateurs et à la «surproduction» de certains pays fournisseurs. «On s'explique mal, écrit *El Moudjahid*, que ces pays continuent de verser du brut sur le marché international à un rythme qui ne justifie ni leur niveau de production habituel et admet ni leurs besoins financiers et encore moins l'approvisionnement normal du marché international. Des propos qui visent, en fait, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Toujours selon le quotidien algérien, les pays exportateurs envisageraient une réunion extraordinaire.

Faits et chiffres

Affaires

● La firme japonaise Seiko va faire fabriquer ses montres en France. — Numéro un mondial de l'horlogerie avec un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de francs et 30 millions de montres produites annuellement, le groupe Seiko a décidé de faire fabriquer des montres en France. A cet effet, son distributeur, la société française UTI va agrandir ses installations de Josselin (Morbihan). Les montres électroniques essentiellement analogiques (avec aiguilles) seront assemblées avec des pièces livrées à UTI (sauf une partie des boîtiers). Elles seront vendues sous la marque Pulsar. L'objectif pour 1981 est de parvenir à une production de 100 000 à 150 000 montres. Si les résultats obtenus sont bons, Seiko pourrait construire sa propre unité de production.

Etranger

● La dette extérieure de l'Égypte s'élève actuellement à seize milliards de dollars, indique le 19 août l'hebdomadaire *Al Chaab*, organe du parti d'opposition, le «Travail socialiste». La revue précise que le gouvernement égyptien consacre désormais, tous les ans, 1 milliard de dollars au paiement des intérêts et au remboursement de cette dette. *Al Chaab*, qui s'alarme de la dépendance de l'Égypte à l'égard de l'étranger, rappelle que les dettes du pays, il y a dix ans, s'élevaient seulement à 600 millions de dollars. — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

● La balance des paiements courants britannique a enregistré, en juillet, un excédent record de 311 millions de livres. Pendant les deux précédents mois, de légers excédents (33 millions en juin et 32 en mai) avaient déjà été enregistrés, après neuf mois consécutifs de déficit. Ce résultat de juillet est imputé principalement à une diminution de 6 % des importations et au développement de la production de pétrole en mer du Nord. — (A.F.P.)

Marché commun

● Les importations américaines d'engrais dans les pays du Marché commun vont être frappées jusqu'à la fin de l'année d'un droit de douane exceptionnel de 12 %. Cette mesure provisoire a été prise le 18 août par la Commission de Bruxelles convaincue, après l'enquête faite par ses services, que les produits fertilisants en provenance des États-Unis étaient vendus à des prix de dumping sur les marchés de la Communauté (15 % environ en-dessous des prix de revient des producteurs européens).

Toujours selon cette enquête, les producteurs français d'engrais auraient particulièrement souffert de ces pratiques, qui, en l'espace de deux ans, ont vu leur part sur le marché national tomber de 72 % à 38 %, tandis que celle des producteurs américains atteignait 50 %. Seule la firme américaine Allied Chemical ne sera pas touchée par cette taxe provisoire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIW - BERWIER
BANQUE DU GROUPE C.I.C.

ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS
A partir du 15 août 1980, répartition d'une action nouvelle pour six actions anciennes détenues avant souscription.
Jouissance : 1^{er} janvier 1980.
Droit coupon n° 24.
Domiciliation : aux guichets de la société et des banques du groupe C.I.C.
Cotation : Bourse de Nancy.
Note d'information (via COB n° 80-02 en date du 15 avril 1980) peut être obtenue sans frais auprès de la société.
BALO du 28 avril 1980.

UFIMEG

Les résultats de la société ont atteint 19,72 millions de francs pour le premier semestre de l'exercice en cours contre 18,06 millions pour la période correspondante de 1979. Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatoires dues par l'Etat au titre du blocage partiel de certains loyers.

EUROBAIL

Pour le premier semestre 1980, les investissements hors taxes de la société se sont élevés à 18 377 404 F contre 16 714 491 F pour la période correspondante de l'exercice 1979, en augmentation de 11 %.

LES MARCHÉS F

COURSE DE PARIS 19 AOUT

مكتبة الأصل

Annonces classées (21) ; Car-
 net (10) ; Journal officiel (8) ;
 Programmes spectacles (15-17) ;
 Mots croisés (10) ; Bourse (23).

La situation industrielle n'est guère plus brillante, exception faite de l'usine qu'il exploite en Belgique, la Cellulose des Ardennes, qui, au demeurant, n'est pas concernée par la suspension provisoire des pourchasses. Les trois usines exploitées en France, la Cellulose de Strasbourg, la Cellulose d'Anzin (à Saint-Gaulthier) et la Cellulose d'Alais (à l'Eure), dans doute parce que leurs

bilan et le licenciement des 20 cents suisses de l'usine, poursuit à Montreuil (Seine-et-Oise). La C.F.D.T., majoritaire chez Dufour, demande au conseil d'administration de la firme de le lui le 1^{er} septembre. Elle propose l'organisation d'un *« assis rassemblement des travailleurs »* de la métallurgie, qui a débuté à la première quinzaine de septembre. D'autre part, M. Georges S. S., secrétaire général de la C.F.D.T., a déclaré au *« Matin »* le 20 août : « L'usine Dufour... »

● **Le produit intérieur brut (PIB)** a diminué d'environ 1,8 % au deuxième tri-

Le déficit de la balance commerciale *« hebdomadaire »* s'est aggravé en juillet, pour atteindre 902,5 millions de francs suisses contre 748,5 millions en juin et 700 millions en mai. Les importations ont augmenté de 52,94 millions, les exporta-

Selon les cambistes, cette petite secouette du dollar est due au phénomène d'anticipation, les investisseurs ayant déjà joué le rendement du dollar, en attendant l'échéance du 15 septembre, à la suite des dévaluations (de 11 à 11,25 % par la Chine Manchuiste). Mais on peut penser en outre que les nouvelles données économiques américaines (forte baisse du N.B.R. et des réserves d'or des U.S.A. pour le second trimestre) ont contribué à l'attrait.

Quant au franc français, très dévalué ces derniers temps, il s'est en fait assuré un bon rapport par rapport aux autres monnaies dévaluées : 2.317 F pour 1 DM contre 2.245 F, 2.150 F pour 1 FS contre 2.508 F et, 9.945 F pour une livre (contre 9.844 F). Le surajustement à cause de la dévaluation du franc commercial, en lui-même,

Le numéro du « Monde » daté 20 août 1980 a été tiré à 107 exemplaires.

FOURNITURES D'OCCASION

Réouverture
Mardi 19
Tout

Toutes les fournitures de 400 à 15 000 F

castor, ragondin, renard,
loup, vison, monodon doré,
vison sauvage, marmotte,
skunks etc...

LES DEUX OURSONS

91 rue du Théâtre 123 av. Emile Zola Paris 15ème
M^o Emile Zola **575.10.77** M^o La Motte Flaqueur